

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

L'INFÉRIORITÉ SOCIALE DE LA FEMME

ET LE

FÉMINISME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le 3 mai 1900, à 1 heure

Par **M. POIRIER**

Président : M. GIDE, professeur.

*Suffragants : } MM. JAY, professeur.
 SOUCHON, agrégé.*

PARIS

MARCHAL & BILLARD

Imprimeurs-éditeurs, libraires de la Cour de Cassation

MAISON PRINCIPALE : PLACE DAUPHINE, 27

SUCCURSALE : RUE SOUFFLOT, 7

1900

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

L'INFÉRIORITÉ SOCIALE DE LA FEMME

ET LE

FÉMINISME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le 3 mai 1900, à 1 heure

Par **M. POIRIER**

Président : M. GIDE, professeur.

*Suffragants : } MM. JAY, professeur.
 SOUCHON, agrégé.*



PARIS

MARCHAL & BILLARD

Imprimeurs-éditeurs, libraires de la Cour de Cassation

MAISON PRINCIPALE : PLACE DAUPHINE, 27

SUCCURSALE : RUE SOUFFLOT, 7

1900

L'INFÉRIORITÉ SOCIALE DE LA FEMME

ET LE FÉMINISME

Si, par famille, l'on entend tout rapport social basé sur l'idée de procréation, nous pouvons dire que la famille est le seul groupement nécessaire de l'humanité. Elle a été comme la cellule primordiale des groupements qui se sont formés ensuite.

Chez les peuples civilisés, comme chez les barbares, pendant de longs siècles, la famille tendit à devenir — et devint presque toujours — une institution despotique. Parvenue au dernier stade de son évolution, elle synthétise trois pouvoirs absolus : le droit de l'époux, le droit du père, celui du maître. C'est la consécration de la force brutale par l'appropriation de l'homme le plus faible, de la femme et des enfants.

Or, ces trois pouvoirs se sont constamment modifiés suivant les circonstances, les latitudes, les besoins économiques. Ni l'un, ni l'autre n'a pu disparaître. La société est l'organisation des supériorités. Et l'évolu-

tion sociale est le déplacement de ces supériorités. Quand elles deviennent plus rudimentaires, il y a décadence ; lorsqu'elles se compliquent d'éléments nouveaux, il y a progrès. L'esclavage, sous sa forme concrète n'existe plus dans les concepts des nations civilisées. Pourtant, il a des survivances atténuées, comme les querelles de race et peut-être aussi la dépendance économique du salarié.

Si, des trois pouvoirs qui constituaient la famille antique, celui-ci s'est tellement modifié qu'on le reconnaît à peine, les deux autres ont également subi de nombreuses transformations. L'autorité du père de famille sur la femme et les enfants a, comme l'esclavage, un principe économique, mais elle semble avoir en outre pour fondement la supériorité physiologique de l'homme c'est-à-dire la faiblesse de la femme et l'impuissance de l'enfant.

La sujétion de l'enfant est nécessaire. Sans doute, l'autorité des parents se trouve ordinairement tempérée de désintéressement et de tendresse. Mais, il y a de regrettables exceptions auxquelles on a dû tenter de remédier. Or, ces exceptions viennent toujours de l'imparfaite organisation du couple. Nous remarquons les faits brutaux et notoires. Il faudrait y ajouter le nombre considérable des tares physiologiques et morales qui sont chez les enfants la conséquence d'une union mal assortie.

La puissance sociale du mari n'a cependant d'autre

raison d'être que la stabilité et la perpétuité de la race, c'est-à-dire l'intérêt de l'enfant. Elle a cet inconvénient énorme, sous sa forme actuelle, d'immobiliser dans la voie du progrès, et de façonner pour une servitude au moins morale, tout un sexe, la moitié du genre humain.

Presque partout, à l'époque contemporaine, une réaction se manifeste en faveur de la femme. Sans parler des droits civils et politiques qui peu à peu lui sont concédés : chaque jour, le divorce et l'union libre pénètrent davantage nos mœurs. La stabilité qui paraissait inhérente au mariage, le devient de moins en moins. Par contre, on la trouve souvent à côté. Ceux mêmes qui considèrent le mariage comme une enceinte sacrée dont on ne doit pas sortir vivant, en élargissent l'entrée (1), se joignant dans une inconsciente destruction à ceux qui en facilitent la sortie.

L'infériorité sociale de la femme est un fait général et incontestable. On ne peut méconnaître l'importance de son accession lente à l'égalité. Il y a là en germe une évolution complète de la famille moderne. Souvent, on combat de parti pris les revendications féministes, parce qu'on les regarde comme une atteinte portée à l'ordre voulu par la nature. Mais en somme, le progrès n'a jamais consisté qu'à remplacer les supériorités physiques par les supériorités intellectuelles. Et nous

1. Proposition de loi Lemire, devenue la loi du 20 juin 1896 « portant modification de plusieurs dispositions relatives au mariage dans le but de le rendre plus facile ».

pouvons nous demander si, dans la cité future, il sera possible d'attacher au sexe une importance sociale alors que la couleur, la force musculaire et la taille n'entrent déjà plus en ligne de compte.

Pour étudier d'une façon complète la question féministe, nous devons d'abord nous demander si l'infériorité sociale de la femme est motivée par une supériorité réelle de l'homme. Il y aura lieu ensuite de rechercher comment cette infériorité a pu s'établir et se perpétuer malgré l'évolution des mœurs.

Les civilisations modernes n'ont encouragé l'émancipation des femmes qu'avec une extrême timidité et sans laisser entamer le principe de la vieille organisation familiale. Pourtant, « nous voyons, dit Buchner, la position actuelle de la femme d'autant plus considérable chez une nation, que cette nation s'élève davantage à l'étiage de la civilisation, tandis que chez les peuples sauvages, la femme remplit encore la fonction infime d'esclave et de bête de somme (1). »

Cette idée, qui est intéressante, ne constitue que l'un des aspects d'une règle plus générale. On peut toujours apprécier la civilisation d'un peuple en considérant le nombre d'opprimés qu'il renferme, et le degré d'oppression que ceux-ci subissent. Il importe peu d'ailleurs que l'oppression soit légale, morale ou économique. L'histoire de la civilisation peut être faite en con-

1. Buchner. *L'homme selon la science*, p. 252.

sidérant dans son évolution la condition sociale du pauvre, de la femme, du criminel. Et, si certains hommes épris de justice absolue, arrivent à nous faire admettre tout à fait l'idée d'un prolétariat animal, chaque fois qu'un peu plus de protection ou de justice sera accordée à ce prolétariat nouveau, il est certain que nos mœurs auront fait un progrès.

PREMIÈRE PARTIE

L'INFÉRIORITÉ SOCIALE DE LA FEMME

« Qui voudra se desfaire de ce violent préjudice de la coustume, il trouvera plusieurs choses receues d'une resolution indubitable, qui n'ont appuy qu'en la barbe chenue et rides de l'usage qui les accompagne ; mais ce masque arraché, rapportant les choses à la vérité et à la raison, il sentira son jugement comme tout bouleversé, et remis pourtant en bien plus seur estat ».

Essais. Liv. I chap. 22.

CHAPITRE I

Egalité naturelle des deux sexes

Darwin, dans sa théorie de la sélection, distingue après Hunter, les caractères sexuels primaires et les caractères sexuels secondaires. Les premiers sont en rapport direct avec l'acte de reproduction, les seconds varient suivant les circonstances de temps et de lieu : ce sont par exemple, la taille, la force musculaire, la capacité crânienne... On cherche souvent à établir une

relation intime entre les caractères sexuels secondaires et les divergences d'ordre intellectuel ou moral. Ainsi, le poids du cerveau chez les deux sexes est l'un des arguments comparatifs le plus fréquemment employés contre la mentalité des femmes.

Il est donc utile d'examiner si l'infériorité sociale de la femme se justifie par les différences nécessaires qui caractérisent les deux sexes, c'est-à-dire par les caractères sexuels primaires ; — si cette même infériorité est suffisamment établie par les différences contingentes, c'est-à-dire, par les caractères sexuels secondaires.

§ 1. — *Différences nécessaires.*

Le sexe constitue-t-il par lui-même une supériorité ou une infériorité suivant qu'il est mâle ou femelle ? (1)

On comprend combien toutes les hypothèses faites sur ce sujet demeurent arbitraires. Les observations les plus récentes sont loin de les confirmer. Tour à

1. Au commencement de ce siècle, Brillat-Savarin attribue « à des circonstances débilitantes » la surabondance des femelles dans une famille. Il croit que l'alimentation ichthyaque amène ce résultat et affirme avoir observé, dans un hameau des environs de Paris, une proportion de quarante-neuf filles sur cinquante-trois enfants de pêcheurs ; ces pêcheurs, dit-il, se nourrissant presque exclusivement de poisson. *Physiologie du goût. Méditation V.*

tour, les physiologistes se sont attachés à expliquer la génération de l'un ou l'autre sexe par des conditions de température (1), de périodes successives (2). Il y a aussi la théorie de l'âge des parents, de leur vigueur comparative (3), etc...

On a même attribué souvent la naissance d'une fille à l'épuisement relatif du couple générateur ; mais quelques-uns pensent au contraire que cet épuisement doit nécessairement produire un garçon. Le D^r Cleisz (4) s'exprime ainsi : « La décadence des peuples, leur état misérable, la guerre, l'infériorité des conditions sociales, la rudesse du climat, l'état de faiblesse de la mère, l'épuisement du père, la vieillesse de l'œuf fécondé, sont autant de circonstances propres à amener un excédent considérable des produits mâles sur les produits femelles... » Et, il ajoute : « plus est misérable l'état général, plus il est favorable à un excédent de garçons. »

Le D^r Cleisz cite des exemples en faveur de cette théorie. Il a remarqué qu'en 1871, lors de la guerre franco-allemande, lorsque les hommes valides se trouvaient presque tous absents de Prusse, il y eut

1. Communication de Molliard à l'Acad. des Sciences, nov., 1898.

2. Système de Dupuy.

3. Voir Geddes et Thomson. *L'évolution du sexe*, page 41 et suiv.

4. *Loi de la Création des sexes*, 1895.

dans ce pays un excédent considérable de garçons. — Il cite une statistique d'après laquelle les populations dégradées des îles Sandwichs auraient 125 garçons pour 100 filles.

Plusieurs auteurs vont même jusqu'à prétendre que le rapport des sexes varie dans une même société, des classes supérieures aux classes inférieures : ces dernières donnant naissance à une plus grande proportion de garçons.

Nous n'insisterons pas sur les considérations de ce genre. Il est impossible d'admettre que la femme soit destinée par son sexe à jouer un rôle socialement inférieur. Et si l'assujettissement, pour un être, résulte de ce fait qu'il a besoin d'une protection même momentanée, il est à remarquer que l'état le plus grave, la maternité, n'est pas en soi une cause d'infériorité chez la femme.

Strabon (1) parle des femmes Ibériennes qui souvent accouchent dans les champs ; « elles lavent leurs enfants dans le courant d'un ruisseau près duquel elles s'acroupissent et l'emmailotent elles-mêmes ». — Charmolaüs de Massalia contait à Posidonius qu'il avait pris des ouvriers des deux sexes pour lui bêcher un champ. « Une des femmes s'écarta un moment de l'endroit où elle travaillait, accoucha et revint aussitôt se remettre à la besogne pour ne pas perdre son salaire. »

1. *Géographie.*, Trad. Tardieu. t. 1, page 270, 271.

Nombre d'auteurs anciens et modernes rapportent des faits analogues. Et, ce n'est pas une affaire de latitude. — Chez les Esquimaux, les femmes se délivrent elles-mêmes. — « Aux Iles Marquises, suivant le docteur Tautain (1), la femme aussitôt accouchée va laver son enfant à la rivière. Cette besogne terminée, elle doit avoir des relations intimes avec son mari ; c'est un usage très ancien »..... — Chez les Toungouses (2), dès qu'une femme ressent les premières douleurs de la maternité, elle s'enfuit au milieu des bois, malgré la neige ou la pluie. Là, elle doit se délivrer seule, sans aucun secours. Elle revient ensuite avec son enfant.

La non-infériorité physique de la femme, au moment le plus critique de son existence, nous est d'ailleurs prouvée par une institution fort ancienne et encore très répandue : la Couvade. D'après M. Ernest Martin (3), la couvade existe indubitablement en Chine, au Groënland, au Canada, en Corse, en Afrique, et dans quelques tribus de l'Amérique du Sud. Taylor l'a signalée dans le Sud de la France et le Nord de l'Espagne. (4) « Chez certaines tribus, telles que celles des bords de l'Amazonie, la scène s'accomplit aussi rigoureusement que possible ; l'enfant aussitôt sorti du sein de sa mère, celle-ci se lève et cède la place au père qui se

1. *L'anthropologie*, t. IX, juillet 1898, page 421.

2. Reclus. *Géographie*, t. VI. page 719.

3. *Revue scientifique*, 27 mars 1894.

4. *L'origine des Aryens*, page 186.

plaint, gémit et donne le simulacre des douleurs consécutives de l'enfantement ». — En beaucoup d'endroits, la couvade se complique de jeûne et de saignée s pour l'homme et la femme, quelquefois, il est vrai, pour l'homme, seul (1).

M. Martin se demande comment on peut concilier une telle coutume avec les précautions qui chez nous sont de règle. « La réponse se trouve, dit-il, dans cette considération que cette fonction s'accomplit d'une façon différente, suivant qu'on l'envisage chez les peuples sauvages ou chez les nations civilisées. Chez les premiers....., il ne se produit pour ainsi dire aucun retentissement dans l'organisme qui reste étranger au drame physiologique de l'enfantement....; on peut observer le même phénomène dans les classes inférieures, chez les peuples civilisés... La parturiente sauvage n'est pas une malade, la parturiente civilisée en est une ».

Montaigne avait écrit dans le même sens: « Les douleurs de l'enfantement, par les médecins et par Dieu mesme estimées grandes, et que nous passons avecques tant de cerimonie, il y a des nations entières qui n'en font nul compte » (2).

Les observations courantes nous montrent jusqu'à quel point la femme est victime des civilisations avan-

1. Starcke. *La Famille primitive*, p. 49 et suiv.

2. *Essais*, I. 40

cées qui ne lui font pas une place normale. Dans nos grandes villes où cette situation est particulièrement défavorable, ce n'est pas seulement la maternité qui est une maladie, mais le sexe lui-même. La menstruation s'y produit un an plus tôt que dans les campagnes, quelques fois deux et trois ans. Et nous connaissons les symptômes morbides et les maladies nerveuses qui font partie pour ainsi dire du tempérament absolument artificiel de la femme civilisée.

§ 2. — *Différences Contingentes.*

En principe, la maternité n'est donc pas directement une cause d'infériorité pour la femme ; mais, elle fut le point de départ d'une spécialisation dans les fonctions sociales des deux sexes. C'est cette spécialisation, effectuée dans l'intérêt de l'enfant, qui produira les différences contingentes.

Les caractères sexuels primaires étant mis à part, les divergences que nous constatons entre les deux sexes se trouvent en effet, purement contingentes. Elles sont à la fois variées et variables à l'infini ; aucune ne justifie l'infériorité sociale de la femme. D'autant plus que, suivant Darwin, « dans chaque femelle, tous les caractères secondaires mâles, et dans chaque mâle, tous les caractères secondaires femelles, existent à l'état latent, prêts à se manifester dans certaines conditions. »

Parmi les caractères sexuels secondaires, on peut mentionner ceux qui ont un certain caractère de généralité, comme : la force musculaire, la taille, la capacité crânienne ou cérébrale.

D'abord, la force musculaire de la femme serait inférieure à celle de l'homme. Nous comprenons qu'une spécialisation séculaire ait pu amener ce résultat. Mais, il suffit de considérer les femmes des campagnes habituées à cultiver la terre pour se rendre compte qu'elles sont capables d'un effort aussi considérable que celui de l'homme. Dans les pays sauvages, nous voyons la femme s'acquitter le plus souvent de tous les gros travaux à l'exclusion de l'homme ; parfois même, elle se montre supérieure à lui. Hearne rapporte ce propos d'un chef chippewayen : « Les femmes ont été créées pour travailler ; une seule peut porter ou traîner autant que deux hommes. Elles dressent aussi nos tentes, confectionnent et raccommodent nos vêtements, nous tiennent chaud la nuit ; et de fait, il est impossible de voyager à une grande distance en ce pays sans leur assistance (1) ». Suivant M. Liotard (2), les M'Pougwès du Gabon comptent uniquement sur les femmes pour subvenir aux besoins de l'existence.

Presque tous les peuples sauvages en sont là. Même chez les populations misérables de l'Europe, nous

1. Spencer. *Sociologie*, t. II., page, 362.

2. Liotard. *Les races de l'Ogooué*.

voyons souvent la femme se livrer aux travaux les plus durs et les plus pénibles.

Il est naturel que dans nos civilisations la plupart des femmes se trouvent physiquement inférieures à l'homme, comme il est naturel que le fonctionnaire ou l'artiste aient les muscles moins vigoureux qu'un forgeron ou un laboureur, parce qu'ils en font un moindre usage.

L'anthropologie comparée donne lieu à deux autres constatations qui paraissent indiscutables : la taille moyenne de la femme, dans toutes les races, est un peu inférieure à celle de l'homme ; il en est de même de la capacité crânienne.

Peut-être l'élargissement du bassin explique-t-il très naturellement la hauteur un peu moindre du squelette. Mais, comme les différences de taille entre les races humaines ne donnent lieu à aucune observation intéressant leur supériorité physique ou intellectuelle, il n'y a pas lieu d'insister.

Quant à la supériorité crânienne de l'homme, Broca, comme beaucoup d'autres d'ailleurs, a recueilli une foule d'observations qui l'établissent nettement. Mais, il remarque aussi que, chez l'homme même, « toutes choses égales, le poids du cerveau est un peu plus considérable chez les individus grands que chez les individus petits (1). » Et Darwin s'exprime ainsi : « Le

1. Broca *Mémoires d'anthropologie*, t. I, page 161.

cerveau de l'homme est absolument parlant plus grand que celui de la femme ; mais, est-il plus grand relativement aux dimensions plus considérables de son corps ? c'est là un point sur lequel on n'a pas je crois de données parfaitement certaines. » (1)

Suivant Buchner, « pour déterminer la valeur intellectuelle d'un cerveau, il faut tenir compte non seulement de sa grandeur ou de sa circonférence, mais tout autant, sinon plus, de sa texture intime, de la délicatesse de chacune de ses parties (2) ». Et Buchner affirme que, sous ce rapport, le cerveau féminin l'emporte suffisamment sur le cerveau masculin pour compenser la différence spécifique. C'est aussi l'opinion d'Havelock Ellis : « l'homme, dit-il, ne possède aucune supériorité relative, en ce qui concerne l'ensemble du cerveau ; s'il y a supériorité, elle est du côté de la femme (3) ».

Dans l'état actuel de la science, la difficulté ne paraît pas susceptible de solution. Considère-t-on la dimension du crâne ? beaucoup d'hommes supérieurs l'eurent très ordinaire. Le crâne de Voltaire est l'un des plus petits que l'on connaisse. Le docteur Bordier (4) a observé au Musée de Caen trente-six crânes d'assassins dont les dimensions sont supérieures à la moyenne ; dans cette série se trouve l'un des plus grands crânes

1. Darwin. *La descendance de l'homme*, p. 343.

2. Buchner. *L'Homme selon la science*, p. 259.

3. *Ethnographie*, 1895, p. 453.

4. *Revue d'Anthropologie*, 1879, t. II, p. 264.

connus. L'homme préhistorique et le sauvage ont généralement sur l'individu civilisé une incontestable supériorité crânienne. Ainsi, la plus petite capacité crânienne des anciens égyptiens coïncide avec la 18^e dynastie c'est-à-dire avec la période la plus brillante de leur civilisation. Sur mille crânes appartenant à l'un et l'autre sexe, un savant Allemand, le docteur Bartel, n'a pu établir de différences sérieuses et constantes.

Il paraît donc plus utile de s'attacher à la structure du cerveau. Mais, certaines observations nous empêchent encore de conclure. Dans les races blanches, suivant Gratiolet (1), un cerveau pareil à celui de la Vénus hottentote serait un cerveau d'idiot ; et il affirme que cette femme était loin d'être idiote. En somme, nous pouvons conclure avec M. de Nadaillac : « Il n'est nullement démontré jusqu'alors qu'il existe un rapport entre la capacité crânienne ou le volume du cerveau et l'intelligence (2) ».

Si le cerveau ne donne lieu à aucune induction sérieuse, que dira-t-on des autres avantages du mâle si

1. Cité par Broca, *Mémoires d'Anthropologie*, t. I, p. 184.

2. De Nadaillac. *Les Premiers Hommes*, p. 273. — S'il en était autrement, la liste des capacités crâniennes établie par Broca renverserait toutes nos conceptions sur le degré d'intelligence et de civilisation des peuples. — *Capacité crânienne* en c. c. *Arabes* : 1174 ; *Troglodytes*, 1590 ; *Parisien du XIV^e siècle*, 1532 ; *Parisien moderne*, 1530 ; *Gaulois*, 1585 ; *Auvergnat*, 1598.

toutefois ce sont des avantages : la plus grande villiosité du corps, le développement de l'arcade sourcilière, etc.. ; ils ne peuvent rien prouver, ne sont même pas constants d'une race à l'autre et quelquefois proviennent originairement de déformations artificielles.

Que penser aussi des tares spéciales minutieusement relevées par Lombroso et Ferrero : la femme est moins sujette à la maladie, elle supporte mieux les opérations chirurgicales ; elle est plus précoce que l'homme et à une vieillesse plus tardive ; elle commence à parler plus tôt et continue plus tard... Mais surtout, la femme est moins érotique et moins criminelle.

Le propre de ces arguments, comme de tous ceux qui n'ont pas grande valeur, c'est qu'on en peut faire, pour la femme, aussi bien des supériorités que des infériorités. Lombroso avait imaginé un type, le criminel-né. Spontanément, il déclare que, dans 60 0/0 des cas, ce type manque *complètement* (1). « On doit accueillir le type, dit-il, avec la même réserve qu'on met

1. Lombroso. *L'Anthropologie criminelle*, édition Alcan, page 2. — D'ailleurs, au point de vue scientifique, il y aurait lieu de faire bien des réserves sur le type du criminel-né. Ce type n'est plus aujourd'hui, écrivait récemment le Dr de Fleury, « qu'un rêve de ce cerveau génial mais singulièrement chaotique et brouillon ». C'est une « conception exclusive, simpliste et fausse, révoltante pour le bon sens » (*L'Ame du criminel*, p. XI, XIII).

à apprécier la moyenne dans la statistique. Quand on dit que la vie moyenne est de trente-deux ans et que le mois fatal est celui de décembre, personne n'entend par là que tous les hommes doivent mourir à 32 ans, et au mois de décembre (1) ».

Or, la femme présente avec ce criminel-né des similitudes frappantes : le prognatisme, la moindre épaisseur de la boîte crânienne, la faiblesse des muscles, l'abondance des cheveux, etc... ; « cependant les statistiques nous apprennent que les femmes sont moins portées au mal que les hommes (2) ». Lombroso sait celà, mais il y voit seulement « une moindre variabilité qui est encore un caractère inférieur (3) ». Si cette dernière observation est exacte, elle le sera aussi pour les individus d'un même sexe, alors nous entrevoyons des conclusions stupéfiantes.

Lombroso ne paraît pas avoir étudié beaucoup d'êtres normaux ; ses observations s'arrêtent continuellement sur les criminels, les malades, les prostituées. Or, malgré des conditions aussi défavorables, il admet deux points fort intéressants en ce qui concerne l'égalité des sexes : — 1° « Les organes sexuels secondaires n'existaient point dans la femme primitive (4) ». — 2° Les progrès de la civilisation tendent à l'égalité des

1. *L'homme criminel*, XIII.

2. Tarde, cité dans la *Réforme Sociale*, 1^{er} juin 1898.

3. *La Femme Criminelle*, VIII.

4. *La Femme Criminelle*, page 112.

sexes (1). — Cela veut bien dire, semble-t-il, que l'infériorité de la femme, si générale qu'elle soit, n'est qu'accidentelle, et qu'elle dépend uniquement des contingences sociales.

D'ailleurs cette opinion se trouve aisément établie par l'étude des sociétés primitives, par les survivances que ces sociétés nous ont laissées.

1. *Id.* page 25.

CHAPITRE II

L'Egalité des Sexes dans un état normal de paix ; Sociétés primitives.

Sur la nature et l'origine des premiers êtres humains on ne peut qu'ériger en système des opinions physiologiques ou religieuses. L'hypothèse d'un androgyne primitif, pourrait peut-être se réclamer de nombreux mythes, comme Adam et Eve (1), la naissance de Virâdj dans le livre de Manou (2), l'histoire de Brahma (3), la mythologie Egyptienne (4) ou Japonaise (5). Darwin (6) nous donne pour ancêtre vraisemblable « un animal aquatique, pourvu de branchies, ayant les deux sexes réunis

1. Sur Adam et Eve, curieuse étude de P. Lafargue: *Rev. Soc.* XX, 1894, page 26. — Albert le Grand et Saint Thomas se sont demandés pourquoi Jésus-Christ n'a pas été hermaphrodite.

2. *Manou*, I, 32.

3. A sa sortie de l'œuf d'or, voir le Yadjour Veda.

4. J.-F. Davis. *La Chine*, t. II, page 22.

5. Naissance du dieu androgyne Kami et de six autres esprits célestes; le septième seul se dédoubla.

6. Darwin. *La Descendance de l'homme*, t. II, page 423.

sur le même individu ». Mais, les doctrines transformistes sont encore trop vagues pour nous éclairer sur ce point.

Quant aux traditions religieuses, elles se rapportent à des époques relativement peu anciennes. Tous les pontifes disent à leurs fidèles, comme Bossuet à son élève : « Il n'y a rien de plus ancien parmi les hommes que la religion que vous professez ». Nous croyons plus vraisemblable que, suivant le mot de Stace, le premier culte fut la crainte et que les hommes mirent des siècles à réduire l'inconnu pour le constituer en dogmes.

La Bible est le seul code religieux dans lequel on ait sérieusement cherché des renseignements sur l'état primitif de l'humanité. Mais, les auteurs les plus orthodoxes durent y renoncer, les uns reconnaissant l'existence de certaines races préadamites, les autres avouant avec Sylvestre de Sacy : « il n'y a pas de chronologie biblique ».

D'ailleurs, comment mener à bien toute étude sur les sociétés primitives, lorsque l'apparition même de l'humanité sur le globe donne lieu à de telles controverses que les uns la placent à moins de dix mille ans avant notre ère, tandis que les autres la reculent jusqu'à deux cent quarante mille ans (1).

1. De Mortillet. *Formation de la nation française*, résume la question.— Lubbock. *L'homme préhistorique*, page 350 et suiv.

Toutes les civilisations, toutes les puissances sociales proviennent par sélection d'un état normal de lutte. C'est la guerre qui les a fait vivre, puis les a remplacées et détruites. Mais, cet état de guerre fut nécessairement précédé d'un état normal de paix.

Toutes les traditions en ont conservé le souvenir : c'est le Paradis, l'âge d'or, ou quelque état légendaire d'amour, de sécurité et de béatitude.

Les hommes primitifs étaient trop peu nombreux et trop impuissants pour chercher à se combattre ; leur énergie se trouvait absorbée tout entière dans la lutte pour la vie. « C'était, dit Buchner, une lutte pénible et sans trêve contre les animaux sauvages et les nombreuses difficultés de la nature ambiante (1) ». Le rôle des dragons et des monstres dans les anciennes légendes de tous les peuples n'est-il pas un souvenir de la lutte obscure et désespérée des premiers hommes. Cet état d'esprit s'est transmis jusqu'à nous ; et la détresse vague que les ténèbres et l'isolement font parfois insensiblement monter en nos âmes, n'est peut-être que le frisson atavique et confus des premières épouvantes de l'humanité.

Une autre observation, c'est que la guerre suppose la convoitise : il n'y avait rien à convoiter. Elle suppose surtout la représentation et l'expression de la convoitise. L'homme ne pouvait être assez assimilé au milieu ambiant pour exprimer aisément ses impressions,

1. Buchner. *L'homme, selon la science*, page 67.

c'est-à-dire pour les concevoir. On est épouvanté, lorsqu'on cherche à se représenter la somme d'efforts que comporte le simple fait de compter jusqu'à dix. Nous pouvons croire avec Lubbock que l'homme primitif en était incapable, puisque tant de races actuelles n'arrivent à compter que jusqu'à quatre (1). On a même douté que l'homme primitif fut doué de la parole.

Par suite du besoin d'assistance et de la difficulté d'émettre des idées complexes, nous devons naturellement conclure à l'égalité primitive des individus normaux. L'élimination des moins aptes dut se faire naturellement, même sans acte précis de brutalité, simplement parce qu'ils ne purent supporter une existence aussi difficile.

Nous n'avons pas à nous préoccuper de l'intelligence. Toute conception intellectuelle est une réaction de notre individualité affectée par une sensation quelconque. Les sensations des primitifs sont si peu nombreuses et si élémentaires que l'intelligence peut se développer normalement, même chez les êtres qui, dans une civilisation plus avancée, en seraient relativement dépourvus. C'est ainsi que, pendant plusieurs années, il est impossible de distinguer un enfant médiocrement intelligent d'un enfant normal.

Pour que, dans cette période, la femme soit devenue un être inférieur, il aurait fallu que son sexe relative-

1. Lubbock. *L'homme Préhistorique*, page 525 et suiv. — de Wailly, sur les Damaras : *Nouvelle Revue* 1890, t. I, p. 155 et suiv.

ment à l'homme puisse être considéré comme une tare physiologique. Nous avons vu que la maternité apparaît comme un fait négligeable, la vigueur physique est la même ; de plus, l'étude de la préhistoire et l'ethnographie moderne permettent de croire à l'égalité originaires des sexes ; à proprement parler, dans le premier état de l'humanité, il n'y a pas de femmes : il y a des hommes mâles et femelles qui, lorsqu'on dut faire la guerre, la firent d'abord indistinctement.

Chez les squelettes de l'époque préhistorique, la taille est approximativement la même pour les deux sexes, comme les dimensions du crâne. Agassiz (1) a fait la même remarque de nos jours chez les Indiens d'Amérique. Sur les ossements de renne, la femme est représentée avec les seins très aplatis et le corps entièrement velu (2). A Cro-Magnon, dans les cavernes de la Lozère et de la Savoie (3), les ossements de femme portent des blessures analogues à celles des ossements d'hommes, avec guérisons partielles.

Strabon, contant ce qu'il a entendu dire des Amazones, n'y voit que « récits merveilleux, traditions absurdes et invraisemblables (4) ». Or, en quelques parties de l'Asie et de l'Afrique, des traditions analogues

1. Cité par Darwin. *La Descendance de l'Homme*, t. II p. 349.

2. De Nadaillac. *Les premiers Hommes*, pag. 268.

3. De Nadaillac. id. pag. 200, 203.

4. Trad. Tardieu, t. II, pag. 413.

se sont perpétuées jusqu'à nos jours. Strabon même, cite plusieurs faits du même genre. Il nous parle des rois des Indes dont la garde est surtout composée de femmes qui les accompagnent à la guerre (1). Ailleurs, nous voyons que les Ethiopiens se servent d'arcs hauts de quatre coudées et d'épieux en bois durci au feu : leurs femmes portent les mêmes armes (2).

A une toute autre époque, Christophe Colomb, lorsqu'il débarqua aux Antilles, dut résister à des bandes armées composées d'hommes et de femmes. — Au milieu du dix-neuvième siècle, Dixon constate que les Indiennes d'Amérique se battent volontiers, comme les hommes de leur tribu, et avec plus d'acharnement encore que ceux-ci (3). D'ailleurs, à toutes les époques troublées, lorsque les conventions sociales et les mœurs se trouvent bouleversées, on voit que les femmes ne sont pas réfractaires aux occupations qui semblent purement masculines. Beaucoup de femmes des Etats-Unis prirent part aux guerres d'Indépendance et de Sécession : la femme du président Jackson par exemple : avait fait le coup de feu avec les Iroquois (4). L'histoire de tous les peuples contient une foule d'exemples analogues.

1. Trad. Tardieu, tome II, pag. 245.

2. id. pag. 462.

3. Hepworth Dixon. *La Nouvelle Amérique.*, pag., 55.

4. Varigny. *La femme aux Etats-Unis.* *Rev. des Deux-Mondes*, 15 mars 1899.

Nous percevons encore l'égalité initiale des sexes dans les religions primitives qui comprennent des dieux et des prêtres de l'un et l'autre sexe. Suivant une remarque de Burnouf, à mesure qu'on s'éloigne des origines, les divinités féminines sont oubliées, ou elles diminuent d'importance ; quelquefois même, leur sexe se modifie peu à peu.

Ainsi, à la base de la mythologie chinoise, on trouve le vieux mythe d'un mariage entre le ciel et la terre. Or, ce mythe est devenu tellement méconnaissable que Plath considère la terre comme un prince vassal mâle (1). Les premiers sémites auraient adoré en même temps que Yahvèh, la déesse cananéenne Ashèra qui représentait le principe de fécondité. En Egypte, Mat déesse-mère, devint avec le temps une sorte d'abstraction... L'évolution religieuse d'un peuple est presque toujours purement subjective et la tendance au monothéisme fut moins souvent un effort de la raison vers l'absolu qu'un triomphe lent du principe mâle.

Les considérations en faveur de l'égalité primitive des sexes sont multiples. Peut-on aller plus loin et conclure à la supériorité primitive de la femme ?

On sait encore mal ce que fut à l'origine de l'humanité la constitution du groupe familial (2). Elle a été

1. Tiéle. *Histoire des religions*, pag. 43.

2. Voir Kowlevsky. *Tableau des origines et de l'évolution de la famille et de la propriété*.

longtemps cherchée dans le droit romain, hindou, sémite ou grec. Jusqu'à ces derniers temps, l'autorité paternelle ne semble pas moins inhérente à la vie sociale que la paternité à la vie physiologique. Et, quand de vieux auteurs ou des voyageurs modernes peignent des sociétés matriarcales, ces sociétés sont considérées comme fabuleuses ou comme trop dégradées pour mériter l'attention.

Depuis une trentaine d'années, des opinions différentes tendent à prévaloir. Dans l'étude de l'antiquité et des mythes primitifs, Bachofen crut trouver la preuve que l'humanité, après une période d'hétaïrisme, avait connu le mariage donnant la prééminence à la femme. Mac Lennan prend une opinion analogue dans l'ethnographie comparée. Il part de cette idée devenue très commune que les sociétés sauvages représentent un stade primitif de l'humanité : or, ces sociétés sont souvent matriarcales.

Les études de ce genre se précisent chaque jour. On n'admet plus guère une période primitive de promiscuité. Déjà Darwin avait remarqué que cette promiscuité ne se rencontre même pas chez les animaux. Espinas, Houzeau et Letourneau reprennent cette idée en faisant de la sociologie animale une introduction nécessaire à la sociologie humaine. Puis, les observations de Morgan, de Fison, et de beaucoup d'autres, nous montrent, à la place de la promiscuité, le mariage collectif par clans ou par phratries, nettement organisé,

avec la filiation matriarcale et l'exogamie sévèrement observée.

Dans un état de nature, l'instinct sexuel est, avec la faim, le grand mobile des énergies. A ce point de vue, le mariage par groupes est déjà une organisation relativement savante. Certains auteurs pensent que l'homme primitif avait simplement, comme les animaux, une période annuelle d'amour. Westermarck (1) rapporte en ce sens diverses observations faites en Australie, en Californie et ailleurs. Il cite la coutume très ancienne de fêtes printannières dans lesquelles des peuples même civilisés aimaient à oublier toute pudeur. Actuellement, les statistiques des naissances indiquent chaque année, et d'une façon constante, en Europe comme ailleurs, une période de procréation plus intense.

En somme, certains modes d'union sexuelle impliquent nécessairement la famille matriarcale (2). Nous sommes fondés à croire que ces modes ont été seuls en usage à l'origine de l'humanité. Mais, cela n'inté-

1. *Origine du mariage dans l'espèce humaine*, page. 28 et suiv.

2. On ne peut guère en effet considérer comme pratique cet exemple donné par Hérodote : « Chez les Anses, dit-il, les femmes sont en commun ; ils n'habitent pas avec elles et s'accouplent à la manière des bestiaux. Lorsqu'à une femme naît un enfant vigoureux, tous les hommes vont le voir le troisième mois et celui à qui il ressemble le reconnaît pour le sien ».

rese nullement l'égalité primitive des sexes. On conçoit très bien l'asservissement de la femme dans la famille matriarcale ; il en est ainsi en Australie.

Dans les civilisations rudimentaires, la mère n'a souvent aucune influence sur ses enfants. Dans plusieurs îles de l'Océan pacifique, ceux-ci sont indépendants à l'âge de douze ans ; la vie est si facile que les relations cessent bientôt entre la mère et ses nombreux enfants.

Nous admettons donc l'égalité des sexes dans l'humanité primitive, mais sans lier nécessairement cette égalité à la conception matriarcale de la famille. A plus forte raison serait-il imprudent de concevoir comme origine des sociétés matriarcales une sorte de gynécocratie comme celle imaginée par Bachofen. Mais, dans un état normal de paix et d'égalité entre les sexes, le matriarcat tend évidemment à créer une situation prépondérante en faveur de la femme.

CHAPITRE III

Survivances de l'égalité primitive des sexes.

Si la femme est en principe l'égale de l'homme, il est difficile de croire que, dans cette multitude de peuples qui couvrent le monde, alors que nous voyons des tribus entières qui semblent demeurées à l'âge de pierre, on n'en trouve pas qui aient conservé quelques vestiges de l'égalité primitive des sexes.

Au point de vue ethnographique, l'infériorité sociale de la femme donne lieu à un certain nombre d'exceptions, soit que plusieurs peuples aient échappé à l'état normal de guerre, soit qu'ils aient omis de s'approprier des femmes étrangères. Pour classer ces exceptions, on ne peut s'attacher ni à la polyandrie, ni à la polygynie, ni à aucune idée bien nette. C'est ce qui incite à croire qu'elles constituent des survivances.

Nulle part, la femme n'est originairement méprisée seulement à cause de son sexe. Les grands empires de l'antiquité, furent souvent gouvernés par des femmes. Elles ont participé au sacerdoce chez les anciens Egyp-

tiens, chez les Druses, et même dans l'Eglise grecque orientale jusqu'à la fin du quatrième siècle.

Chez les sauvages, lors même que les femmes mariées sont opprimées, les filles ou veuves jouissent souvent d'une très grande indépendance. Suivant le Dr Tautain, en Polynésie, les femmes non mariées peuvent appeler tout homme qui passe, nul n'a le droit de leur refuser.

Beaucoup de peuples sauvages admettent, au profit des deux sexes, le divorce par consentement mutuel. Or, lorsque cette institution coïncide avec le mépris de la femme, ce ne peut être que la survivance d'une égalité antérieure.

La supériorité absolue et incontestable de la femme est un fait bien plus intéressant au point de vue qui nous occupe. Diodore, parlant des anciens Egyptiens, écrit : « La reine reçoit plus de respect et de puissance que le roi ; chez les particuliers, l'homme appartient à la femme. » Il n'en est plus ainsi, quatre siècles après, lorsque Hérodote visite l'Egypte : la femme ne participe plus aux cérémonies du culte et porte un habit de moins que l'homme. Mais, comme vestiges de son ancienne supériorité, seule elle est encore obligée de nourrir les vieux parents ; elle s'adonne au commerce, pendant que l'homme file la toile à la maison (1).

1. *Hérodote*, pag. 98.

Les traditions grecques n'offrent pas de renseignements sur l'égalité primitive des sexes ; mais il est à remarquer que la situation de la femme est bien plus élevée dans les poèmes d'Homère que dans les sociétés posthomériques.

Nous verrons plus loin l'infériorité de la femme organisée d'une façon absolue par le Koran et les commentateurs arabes. Dans les règles mêmes des sectes les plus zélées, on perçoit le souvenir d'une égalité primitive des sexes ; ainsi, en cas de conflit dans un ménage schyite, chacun des deux époux est représenté par des arbitres que nomme le magistrat (1). « La femme qui allaite son enfant a le droit d'exiger de son mari le salaire d'une nourrice (2). »

Chez les anciens Slaves, la femme jouit d'une très grande indépendance. Non-seulement elle peut commander la tribu tout entière, mais les femmes sont souvent gouvernées par l'une d'entre elles.

Les communautés slaves modernes sont composées de familles patriarcales. Dans l'ordre hiérarchique, après le chef de famille ou « domacin », vient la « domacica » femme du domacin, généralement élue par les femmes de la tribu. Ce fait est constaté par M. Ko-

1. Querry. Droit Musulman. *Lois concernant les Musulmans schyites*, liv. XIX, ch. 3, v. 706, 709.

2. *Id.* v. 753.

valewsky (1). Sumner Maine lui-même (2) rapporte que chez les Slaves du Sud et les Rajpoutes, une femme est placée, non-seulement à la tête des autres femmes, mais souvent encore au-dessus des hommes.

Dans les gouvernements actuels de Koursk, de Tarnobov et de Rylsk, les tombes de femmes présentent un mobilier toujours beaucoup plus riche que celui des tombes d'hommes (3).

L'Asie fut le berceau de l'humanité; les institutions qu'on y rencontre tirent de leur immobilisme même une très grande importance. Or, c'est en Asie, sur le sol de prédilection du despotisme politique et familial, que se trouvent les plus nombreuses survivances, sinon du matriarcat, au moins de la supériorité des femmes.

Les femmes du Newar prennent et répudient autant d'hommes qu'elles veulent. Chez les Garro, le mariage a lieu sous forme de rapt: c'est la femme qui enlève l'homme. Chez les Prak du Cambodge, les filles seules héritent; sur toute la côte de Malabar, elles exercent l'autorité familiale. Une coutume analogue a laissé des traces à Ceylan... (4).

En Chine, où la situation de la femme est si miséra-

1. Tableau des origines et de l'évolution de la famille et de la propriété.

2. *De l'organisation juridique de la famille chez les Slaves du Sud et les Rajpoutes*, pag. 13.

3. Détail sur ces fouilles. *L'Anthropologie*, 1895.

4. Elisée Reclus. *Géographie universelle*, t. VIII.

ble, une vieille tradition rapporte que l'empereur Fou-hi (3.468 avant J.-C.) inventa le mariage et ordonna un costume différent pour les deux sexes (1).

On peut faire, en Asie, nombre d'observations intéressantes. Par exemple, suivant M. de Ujfalvy (2), chez les Koulous polyandres de l'Inde, la femme est le chef de la communauté. Les fils d'une même famille se réunissent pour prendre une femme, ils alternent auprès d'elle chacun pendant un mois. « La femme administre les biens que les époux cultivent et dont ils lui remettent les fruits. C'est elle aussi qui dote les enfants et leur transmet ses biens par héritage; dans le cas où elle meurt avant ses conjoints, c'est la fille aînée qui prend le rang de chef de la communauté ». « Les hommes travaillent sous les ordres de la femme et, sans doute pour avoir ses bonnes grâces, l'enrichissent de bijoux ». Elle pousse l'indépendance jusqu'à pouvoir admettre un étranger parmi ses époux, sans l'agrément préalable de ceux-ci.

Au point de vue des privilèges de la femme, l'Amérique est presque aussi intéressante que l'Asie.

On sait la condition lamentable des femmes chez certains Indiens d'Amérique. Un fait suffit à la rappe-

1. Suivant Varron, il y avait à Athènes une tradition analogue. Cecrops aurait inventé le mariage et la parenté maternelle. (Cité par Lang. *Mythes, cultes, religions*, p. 238).

2. Mémoire sur les Huns blancs de l'Inde. *L'Anthropologie*, juillet 1898.

ler. Lorsque fut construit le chemin de fer du Pacifique, les Pawnies louèrent leurs femmes comme terrassiers moyennant cinquante cents par jour et quelque nourriture. Les hommes passaient leur temps à fumer et à s'enivrer en regardant travailler les femmes (1). Or, la femme jouit d'une grande autorité chez les Delawares, les Mohicans, les Sénècas, et quelques autres tribus de l'Ouest. Dans le wigwam, elle occupe les places d'honneur ; elle prend part à la vie publique ; les femmes ont même le droit de se réunir entre elles et de discuter les questions de paix et de guerre (2).

D'ailleurs, l'ancienne Amérique semble bien avoir connu l'égalité des sexes. Avant l'arrivée des Espagnols, dans l'Empire des Incas, la femme exerçait fréquemment le sacerdoce. A son mariage, deux matrones lui servaient de témoins ; en cas de divorce, elle emmenait ses filles et rentrait dans ses biens. Lorsqu'une femme venait à mourir en couches, son âme allait habiter le palais du soleil avec l'âme des guerriers morts à l'ennemi.

Les sépultures préhistoriques des deux sexes sont identiques dans le Kentucky et le Tennessee par exemple. Chez les Natchez, à côté du chef, il y avait une femme-chef qui seule transmettait le pouvoir. Une légende iroquoise fait descendre la femme du ciel. Enfin

1. Hepworth Dixon. *La Nouvelle Amérique*.

2. *Id.*

et surtout, certains Indiens n'ont dans leur langage aucune manière de distinguer le masculin du féminin.

Au sujet des privilèges dévolus aux femmes, les peuples sauvages nous offrent une multitude d'exemples. Chez les Achantis, les filles choisissent librement tel amant ou mari qu'il leur plaît; si elles meurent, celui-ci doit les suivre (1).

Aux îles Marquises les femmes de condition supérieure ont autant d'hommes qu'il leur plaît, et ces hommes sont absolument soumis.

Si l'on approfondissait toutes les coutumes et les légendes, il n'est pas un seul peuple dans les traditions duquel nous ne parviendrions à découvrir des vestiges de l'égalité primitive des sexes. Ainsi, Wissmann observe, non loin de Zanzibar, des populations chez lesquelles la femme a le rôle inférieur et les pénibles besognes. Or, ces gens prêtent serment « par les larmes de leur mère » et ils affirment que leurs tribus descendent originairement d'un singe et d'une fille (2).

Tous ces exemples, toutes ces traditions ne se rattachent pas nécessairement à une conception matriarcale de la famille. L'humanité primitive a pu se détacher par couples homogènes, comme le font naturellement certaines espèces d'animaux. Il est permis de croire que seul, un état normal de guerre a bouleversé

1. Bertillon. *Les races sauvages*, pag. 63.

2. De Wailly. *Nouvelle Revue*, 1890, t. I.

les conditions physiologiques et sociales de la vie humaine.

Devant l'évidence du mariage par groupes et de la famille matriarcale, on peut penser qu'il y eut là tout d'abord une société factice sortie de l'état normal de guerre et de l'impérieuse nécessité de procréer abondamment. Cet état de guerre, et cette nécessité qui en est la conséquence, ont été certainement les deux causes primordiales de l'infériorité sociale de la femme.

CHAPITRE IV

La Femme et les Religions.

Des points précédemment examinés, il résulte que la femme est naturellement égale à l'homme. Cette égalité se fonde sur des considérations physiologiques et sur des inductions rationnelles ; elle est confirmée par ce que nous savons des sociétés primitives comme par les nombreuses survivances qu'elles ont laissé. Il y a lieu de rechercher maintenant comment l'infériorité sociale de la femme a pu devenir un fait à peu près universel. Nous examinerons d'abord en elle-même cette universalité qui trouvera son effet et en grande partie sa cause dans les lois primitives, c'est-à-dire dans les religions. Mais, comme celles-ci n'ont fait en somme qu'affirmer et généraliser un état de choses préexistant, nous devons rechercher ensuite comment cét état de choses s'est établi.

De même que les premiers juges furent des théμισtes, les premières lois ont été des manifestations religieuses. Pour s'imposer plus facilement, la force bru-

taie émit toujours des prétentions de manifester une volonté supérieure. Et les opprimés, las de rêver un autre sort, tâchent volontiers d'accepter celui qui leur est offert, en attribuant aux desseins providentiels ce qui est seulement un résultat de la perversité humaine et de leur propre lâcheté.

Voilà comment les religions les plus élevées ont pu porter dans leur cours des préjugés nombreux que nous remarquons encore et que ceux qui les subissent sont les premiers à sauvegarder. Parmi ces préjugés, il n'en est pas de plus funeste ni de plus universel que celui qui établit l'infériorité sociale de la femme.

On a classé l'humanité en trois catégories religieuses : le monothéisme, le polythéisme et le fétichisme. Ces trois types correspondent à trois ordres de civilisations ou à trois étapes d'une civilisation donnée. Ils sont donc également intéressants.

..

D'abord, comment le rôle social de la femme a-t-il été compris chez les peuples monothéistes, c'est-à-dire dans les civilisations judaïque, chrétienne, musulmane ?

Sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, la religion Juive et le Christianisme forment un tout moral. L'impureté de la femme, proclamée tant de fois par la Bible, n'est inscrite nulle part dans les Evangiles. Elle fut cependant presque à l'origine un des dogmes de l'Eglise.

Pour connaître les principes de la civilisation Juive, il suffit de parcourir la compilation qui forme l'Ancien Testament. Deux idées s'en dégagent très nettes : l'impureté de la femme, son infériorité sociale.

L'Impureté de la Femme. — Celle qui donne le jour à un garçon, dit le Lévitique, sera impure pendant *sept jours* ; et elle demeurera encore *trente-trois jours* pour être purifiée de la suite de ses couches. Celle qui a une fille sera impure pendant *deux semaines* ; et elle demeurera *soixante-six jours* pour être purifiée de la suite de ses couches (1).

« L'homme à qui il arrive ce qui est l'effet de l'usage du mariage » sera impur jusqu'au soir ; il devra même laver ses habits (2). Pour « la femme qui souffre ce qui, dans l'ordre de la nature, arrive chaque mois », elle sera impure pendant sept jours et se tiendra à l'écart. Quiconque la touchera deviendra impur et les choses mêmes qu'elle aura touchées communiqueront l'impureté (3). Si, pendant le flux mensuel, un homme a des rapports sexuels avec sa femme, tous deux seront punis de mort (4).

Son infériorité sociale. — Nous lisons dans le Décalogue : « Vous ne désirerez point la femme de votre prochain, ni son serviteur, ni sa servante, ni son

1. Lévitique. XII, 2, 3, 5.

2. Lévitique. XV, 16, 17.

3. Lévitique. XV, 19, 20.

4. Lévitique. XX.

bœuf, ni son âne, ni rien de ce qui lui appartient. » — Quand les habitants de Sodome veulent forcer la porte de Loth, pour voir les étrangers qui sont chez lui, Loth leur dit : « J'ai deux filles qui sont encore vierges, je vous les amènerai ; usez-en comme il vous plaira, pourvu que vous ne fassiez point de mal à ces hommes-là », parce qu'ils sont mes hôtes (1).

Le Livre des Juges contient un fait plus extraordinaire encore. Un lévite, voyageant avec sa femme, reçoit l'hospitalité chez un vieillard. Des infidèles surviennent qui veulent violer cette hospitalité. Le vieillard leur offre d'abord sa fille vierge ; mais, comme « ils n'entendent pas raison », le lévite leur abandonne sa femme. Les infidèles abusèrent d'elle toute la nuit, si bien que le lendemain matin, elle était morte. Le lévite prend alors un couteau, divise en douze parts le corps de cette femme ; puis, il envoie l'un des morceaux à chacune des douze tribus d'Israël, pour leur demander vengeance de l'outrage qu'« il » avait subi (2).

L'adultère de la femme est bien plus cruellement puni que celui de l'homme, au moins en pratique. Une femme n'hérite qu'à défaut d'enfant mâle (3). Pour la décharger d'un vœu, il suffit que son père ou son mari s'opposent à ce vœu. Et, pour résoudre un vœu ré-

1 Genèse. XIX, 14.

2. Juges. XIX.

3. Nombres. XXVII, 8.

gulier, elle donnera *trente* pièces d'argent, alors qu'un homme en doit donner *cinquante*.

L'homme a la faculté de répudier sa femme à peu près sans motifs. Le rabin Hibel dit qu'on peut la renvoyer pour avoir brûlé le pot au feu. Le rabin Ahiba qui eut, paraît-il, jusqu'à 80.000 disciples, enseigna qu'un mari peut chasser sa femme parce qu'il en trouve une plus belle (1).

Les Juifs pratiquèrent fréquemment la polygamie. Salomon par exemple eut sept cents femmes légitimes et trois cents concubines ; le livre des Rois lui reproche seulement de les avoir choisies parmi les infidèles (2).

∴

Sur le point qui nous occupe, les civilisations chrétiennes se sont étroitement inspirées de l'esprit biblique. Les commentateurs ascétiques ont tiré parti de tous les textes, surtout de la faute du premier homme survenue à cause de la femme. L'impureté de celle-ci leur semble si évidente qu'ils n'admettront la naissance du Christ qu'après une purification spéciale de la femme. Ils ne se contenteront pas de croire qu'elle pouvait être indigne de concevoir un Dieu en tant que créature, ils voudront que ce soit surtout en tant que femme.

1. Marya Cheliga. *Rev. fém.*, 1895.

2. Rois III, 11.

Cependant, on ne voit pas, dans l'Evangile, qu'aucune parole de mépris ait été prononcée par le Christ contre les femmes, même coupables. Et, lorsqu'il donne pour idéal aux chrétiens la chasteté et la préoccupation du salut, cet idéal doit être celui des deux sexes. Le mariage, dans la doctrine primitive, n'est pas méprisé, mais il apparaît comme la synthèse des soucis matériels. Saint Paul ne lui trouve qu'un avantage, celui d'empêcher la fornication ; et il recommande aux Corinthiens : « Que ceux mêmes qui ont des femmes soient comme n'en ayant point » (1).

L'homme était le chef et le propriétaire de la famille, chez les Sémites comme chez les barbares : le christianisme n'innova rien sur ce point. Théoriquement, il élève la condition morale de la femme en s'adressant indistinctement aux deux sexes qui ont devant Dieu les mêmes droits et les mêmes devoirs. En pratique, les mœurs ne changent pas si vite. L'esclavage s'était facilement concilié avec les principes de charité. Non-seulement on maintient l'assujétissement de la femme, mais on eut la prétention de le justifier par une foule de raisons tirées de l'Ecriture.

Pour les docteurs chrétiens qu'exaspère la licence des sociétés antiques, la femme symbolise bientôt le péché par excellence. On commente ce texte fameux de l'Ecclésiaste (2) : « J'ai reconnu que la femme est plus

1. *Cor.* I, 29.

2. *Eccles.* VII, 27.

amère que la mort, qu'elle est le filet des chasseurs, que son cœur est un rets et que ses mains sont des chaînes. Celui qui est agréable à Dieu se sauvera d'elle, mais le pêcheur s'y trouvera pris » « Femme s'écrie Tertullien, tu es la porte du diable ! c'est toi qui as persuadé celui que le diable n'osait attaquer en face ; c'est à cause de toi que le fils de Dieu même a dû mourir ! Tu devrais t'en aller en deuil et en hail-lons, offrant aux regards tes yeux pleins de larmes de repentir, pour faire oublier que tu as perdu le genre humain » (1).

On connaît les invectives de St-Jérôme qui voudrait voir « couper par la racine l'arbre stérile du mariage ». St-Ambroise trouve juste que la femme reçoive pour maître celui qu'elle a fait tomber une première fois, afin d'éviter une nouvelle chute. St-Thomas la définit « un être accidentel et manqué ». St-Jean de Damas, « un affreux ténia qui a son siège dans le cœur de l'homme ». St-Jean Chrysologue l'appelle « la pierre du tombeau, la porte de l'enfer » ; St-Antoine, « le diable en personne ». St-Bonaventure la compare au scorpion toujours prêt à piquer. — St-Cyprien aime mieux le sifflement du basilic que le chant d'une femme... Et l'on pourrait multiplier à l'infini ces imprécations lamentables qui, suivant un mot de Proudhon, ne sont qu'« un hommage désespéré rendu au pouvoir de la

1. *Traité de l'ornement des femmes.*

femme (1) ». Les interprètes du dogme n'ont pas varié. Au VI^e siècle, un concile de Mâcon discute l'existence de l'âme chez la femme, et, au dix-septième siècle même, la grande voix de Bossuet viendra lui rappeler qu'elle fût seulement « un os surnuméraire ».

Vers le milieu du XIX^e siècle, il y avait aux Etats-Unis des sectes religieuses qui prétendaient suivre la morale de la primitive église. Chez les Tunkers par exemple, suivant Dixon (2), quand deux fiancés viennent demander au prêtre de bénir leur union, celui-ci « s'efforce d'empêcher ces malheureux de tomber dans un piège terrible, il les effraye par ses questions, il les épouvante par ses prédictions ». Le mépris du mariage ne va guère sans le mépris des femmes. En Amérique, celles-ci se sont vigoureusement défendues. Une certaine Elisa Farnham écrivit même une brochure contre les hommes. Elle affirme que si le serpent s'est adressé à la première femme, c'est que celle-ci était évidemment supérieure à l'homme. La postcréation de la femme lui donne à penser que l'homme en a été l'ébauche. Une comparaison minutieuse, au point de vue intellectuel et physique, vient soutenir cette curieuse allégation. Il y est dit par exemple que l'homme a seulement « des mamelles rudimentaires »... En somme, Elisa Farnham conclut que la femme serait à l'homme ce que l'homme est au gorille.

1. *Amour et Mariage*. pag. 87

2. Hepworth Dixon. *La nouvelle Amérique*, pag. 317.

Telle est la contre-partie des raisonnements ascétiques. Pour les comprendre il faut imaginer l'exaltation de ces moines « dont le cou, suivant une expression de Pierre de Celles, s'était replié en arrière à force de regarder le ciel. » Le soin qu'ils mettaient à repousser la tentation la maintenait sans cesse présente à leur esprit; et leur ardeur pour la combattre finissait par extérioriser la chimère même qui les épouvantait.

On sait de quelle façon bizarre se recruta le haut clergé durant tout le moyen-Âge (1). Les courtisans ou soldats devenus hommes d'église menaient d'ordinaire une vie peu recommandable. Alors d'innombrables conciles viennent à chaque instant interdire les occasions mauvaises. « Il faut répéter ce qu'on sait n'être pas observé, » dit un concile d'Orléans, en 638.

A côté des précautions matérielles souvent naïves, il y a des décisions nettement misogynes. C'est par exemple : l'interdiction pour les femmes de recevoir le diaconat (2), d'entrer dans les monastères, (3), de chanter dans les églises (4), de demeurer dans la maison d'un prêtre même s'il est leur frère (5). Un certain concile de Nantes leur défend de parler des choses

1. Voir Guizot. *Hist. de la Civilisation en France.*

2. Orléans, 533.

3. Tours, 567.

4. Auxerre, 578.

5. Mayence, 888.

publiques. Lombroso cite un concile de Nicée qui interdit aux femmes menstruées d'entrer dans les églises.

Un fait suffirait d'ailleurs à montrer l'inégalité religieuse des deux sexes au Moyen-Age. Il fut longtemps permis aux hommes de recevoir la communion dans leurs mains ; cela était interdit aux femmes comme un sacrilège : elles devaient se servir d'un linge spécial appelé dominical. C'est la même pensée qui à la fin du XVI^e siècle, inspire encore le dixième canon du concile de Trente : « Si quelqu'un dit que l'état de mariage doit être préféré à l'état de la virginité et du célibat,.. qu'il soit anathème. » Et telle est encore la doctrine de l'Eglise.

..

Une autre grande civilisation, la civilisation Arabe s'est aussi inspirée du mépris de la femme. Le Koran lui laisse bien quelques avantages. Elle doit être traitée honnêtement (1), même lorsqu'on la répudie (2) ; sa réputation se trouve protégée (3). L'adultère est en principe puni de la même façon pour les deux sexes (4). Enfin, les femmes peuvent acquérir des mérites et entrer en Paradis tout comme les hommes (5).

1. Koran, II, 228, 233.

2. Koran, 229, 242 ; LXV, 6.

3. Koran, XXIV, 4, 8.

4. Koran, XXIV, 2, 3.

5. Koran, IV. 123 ; XXXIII, 35, 73.

Mais, dans le partage des biens, les garçons auront deux fois la part des filles (1). On peut épouser « deux trois ou quatre femmes (2) » et les répudier à peu près librement. Les maris ont « un degré au-dessus » sur leurs femmes (3). Employant une comparaison qui se trouve aussi dans les lois de Manou, le prophète dit brutalement : « Vos femmes sont votre champ, allez à votre champ comme vous voudrez (4) ».

Et ailleurs : « Les hommes sont supérieurs aux femmes à cause des qualités par lesquelles Dieu a élevé ceux-là au dessus de celles-ci, et parce que les hommes emploient leurs biens pour doter les femmes.... Vous réprimanderez celles dont vous aurez à craindre la désobéissance... vous les battrez ; mais, dèsqu'elles vous obéissent, ne leur cherchez point querelle (5) ».

Dans l'un des derniers chapitres, nous lisons qu'un jour il sera demandé compte de leurs propos à ceux qui osent dire que les anges sont du sexe féminin. La femme n'est pas enfant de Dieu : « Attribuera-t-on à Dieu comme enfant un être qui grandit dans les ornements et les parures et qui est toujours à disputer sans raison ? (6) »

1. Koran, IV, 12.

2. Koran, IV, 3.

3. Koran, II, 228.

4. Koran, II, 223.

5. Koran, IV, 38.

6. Koran, XLIII, 17, 18.

Les plus importantes des sectes musulmanes ont encore développé les principes de Mahomet au sujet de la femme.

A titre d'exemple, on peut citer les Musulmans Schyites ou disciples d'Ali.

Suivant eux, la femme est un être inférieur. On la dispense de la prière solennelle, comme les interdits et les esclaves (1). Le vœu quelle fait est subordonné à l'autorisation du mari, comme celui de l'esclave à l'autorisation du maître (2). « Le témoignage de personnes du sexe féminin, à l'exclusion de témoins mâles, n'est admis que si les témoins sont au nombre de quatre au moins » (3) ; il suffit de deux personnes du sexe masculin.

L'impureté de la femme est affirmée ici comme dans la Bible. « En état menstruel, elle ne peut faire aucun des actes pour lesquels l'état de pureté est obligatoire » (4). Elle ne doit même pas toucher les marges du Koran, ni traverser une mosquée (5) ; il lui est interdit de se prosterner ou de réciter une prière (6),

1. A. Querry, Droit Musuman. *Recueil de lois concernant les musulmans Schyites*. 1^{re} partie. II, ch. V. 248.

2. A. Querry. 3^e partie, liv. XI, 3 et 4.

3. A. Querry, 4^e partie, liv. IX, 96. En matière de propriété et de créance, le témoignage des femmes n'est jamais admis, quel que soit leur nombre.

4. 1^{re} partie, liv. I, ch. II, 120.

5. 1^{re} partie, liv. I, ch. II, 122.

6. 1^{re} partie, liv. I, ch. II, 123.

et si elle jeûne, le jeûne est nul et non avenu (1).

C'est aussi une opinion assez répandue dans les sectes musulmanes que le mariage « constitue un acte recommandable seulement pour les hommes qui ne peuvent maîtriser leurs désirs charnels » (2). Mais, « la femme demandée en mariage par un musulman pieux est tenue d'accepter » (3).

∴

Dans sa classification des peuples, Littré partant des plus civilisés, place en troisième ligne — après les Européens et les Musulmans — les civilisations purement Asiatiques. Ces civilisations ne sont plus monothéistes. Lors même qu'elles reconnaissent en principe un dieu unique, c'est pour l'identifier avec l'univers et lui donner ensuite une foule d'incarnations et de conceptions autonomes qui constituent un véritable polythéisme.

Nous descendons un échelon, la femme est un peu plus assujettie. « La polygamie, écrit M. P. Gide, est l'institution caractéristique en Asie, comme la monogamie en Europe ». Mais, tandis qu'en Europe, les institutions ont incessamment évolué, les peuples de l'Asie semblent vivre dans l'absolu ; les plus sanglantes

1. 1^{re} partie, liv. I, ch. II, 121. Voir aussi le verset 124 qu'il est difficile de citer.

2. 1^{re} partie Liv. XIX, I, 2. Cette opinion est fondée sur l'état du célibat du prophète Jean-Baptiste.

3. 1^{re} partie liv. V. 330.

révolutions ont changé ceux qui exercent le despotisme sans altérer la nature de celui-ci.

Les Chinois s'honorent aujourd'hui de la natte de cheveux qui fut le premier signe de leur servitude. Ainsi, tous les opprimés qui le sont depuis longtemps, cherchent à retrouver leur dignité en justifiant l'oppression qu'ils subissent et en la reportant sur des êtres plus faibles. Voilà comment la polygamie peut devenir une conséquence logique du despotisme, c'est le despotisme du mâle (1).

Les dieux asiatiques sont toujours considérés comme pourvus des deux sexes ; puis ils font émaner d'eux-mêmes leur principe de fécondité et de reproduction : cette émanation devient la femme. Considérons d'abord les Indes : « Dans ce monde androgyne, écrivent Pelletan et Maury, la femme, soit qu'elle émane directement, soit qu'elle naisse du côté gauche du créateur, a le mauvais lot, la nature inférieure, et représente le génie du mal (2) ».

Le livre de Manou, généralement empreint d'une philosophie très élevée, considère nettement la femme comme un être impur (3). D'après le verset 148, « une

1. « Dans les états despotiques, les femmes... doivent être extrêmement esclaves. Chacun suit l'esprit du gouvernement et porte chez soi ce qu'il voit établi ailleurs ». Montesquieu. *Esprit des Lois*, VII, 9.

2. Pelletan et Maury. *Religions de l'Inde*, page 88.

3. Par exemple, IV, 41, 42, 57, 66.

femme ne doit jamais se gouverner à sa guise ». « Une femme, même avancée en âge, ne doit jamais rien faire suivant sa propre volonté, même dans sa maison (1) ».

Sans doute, on doit la respecter (2), lui donner des noms agréables (3) et la rendre heureuse (4) ; mais, dans la connaissance de la vérité, elle est assimilée à l'ignorant (5). Il faut se défier d'elle, « parce que la nature du sexe féminin est de chercher ici-bas à corrompre les hommes ; et c'est pour cette raison que le sage ne s'abandonne jamais aux séductions des femmes (6) ». En effet, une femme peut en ce monde écarter du droit chemin, non seulement l'insensé, mais aussi l'homme pourvu d'expérience (7). Même l'homme le plus sage, doit se défier de sa mère, de sa sœur ou de sa fille (8) ».

Manou déclare expressément que le mâle est supérieur (9) ; il peut répudier sa femme pour une multitude de causes ; la châtier avec une corde ou une tige de bambou (10). L'adultère du mari est de peu de con-

1. V, 147.

2. II, 49, 50.

3. II, 33.

4. III, 55, 57.

5. I, 123.

6. I, 213.

7. I, 214.

8. I, 215.

9. IX, 35.

10. VIII, 299.

séquence ; pour la femme, « que le roi la fasse dévorer par les chiens, dans une place très fréquentée (1) ». Le Créateur « a donné en partage aux femmes l'amour de leur lit, de leur siège et de la parure, la concupiscence, la colère, les mauvais penchants, le désir de faire du mal et la perversité (2) ».

Si de l'Inde, nous passons en Chine, la femme nous apparaît plus misérable encore. On ne lui reconnaît pas même une âme (3). « La femme n'est aux yeux du Chinois qu'une machine à faire des enfants qui pratiqueront le culte des ancêtres ; et quand cette machine ne donne pas des résultats suffisants, on lui en adjoint une deuxième, puis une troisième, suivant la fortune du mari (4) ». Elle est mariée parfois avant sa naissance (5), doit adorer son maître (6) ; et les mœurs l'engagent à se suicider en cas de veuvage. La Chinoise ne peut entrer ni dans un sanctuaire, ni dans l'enceinte d'un tribunal (7). Si le mari trompé ne tue pas l'épouse infidèle, il est tenu de la vendre comme femme inférieure (8). Et, parmi les sept causes qui peuvent mo-

1. VIII, 371.

2. IX, 17.

3. Huc, cité par Gide, page 41.

4. Dr Matignon. *Revue d'anthropologie*, 1897, page 370.

5. Lefourneau. *L'Evolution de la morale*, p. 307.

6. Hovelacque. *Les races humaines*. p. 80.

7. Lombroso. *La femme criminelle*, p. 196. — Davis, la Chine, t. II, p. 29.

8. L. Martin. *Les Civilisations primitives en Orient*, p. 145.

tiver le divorce (1), nous trouvons le bavardage de la femme ou sa désobéissance aux parents du mari.

La différence de considération entre les deux sexes est nettement établie dans le Chi-King : « Il naît un fils, dit le livre sacré, il est posé sur un lit et enveloppé d'étoffes brillantes.... Il naît une fille : on la pose à terre, on l'enveloppe de langes communs (2)... »

Meng-Tseu affirme que « le manque de postérité est le plus grand des défauts ». Il autorise la répudiation et recommande le bon accord des concubines avec les femmes légitimes. C'est aussi Meng-Tseu qui nous montre une jeune mariée que sa mère accompagne jusqu'à la porte conjugale ; et les recommandations de la mère se terminent ainsi : « faire de l'obéissance et de la soumission sa règle de conduite, telle est la loi de la femme mariée ».

Le Mazdéisme admet aussi la polygamie et s'inspire du mépris de la femme. Il est interdit aux femmes Perses de voir d'autres hommes que leur mari et leur fils. « Pour purifier son âme, dit Zoroastre, celui qui a tué un chien doit donner en mariage à un saint homme sa sœur ou sa fille vierge (3)... » L'Avesta prescrit l'obéissance à l'épouse ; chaque matin, elle doit s'offrir à son mari et lui répéter neuf fois : « Que veux-tu (4) » ?

1. Davis. *La Chine*, t. 1.

2. Cité par L. Martin, p. 49.

3. Cité par L. Martin, 49.

4. Avesta, II, 561.



Lorsque nous voyons les civilisations supérieures affirmer et organiser l'infériorité sociale de la femme, il est presque superflu de noter les institutions bizarres des peuples fétichistes. Mais, peut-être n'y a-t-il pas plus de différence entre leur grossièreté et nos civilisations, qu'entre nous et ceux qui nous suivront.

L'idée d'impureté de la femme est fréquente chez les peuples sauvages. Elle devient « tabou » lors de sa puberté ou du flux menstruel. Alors, au Loango, on l'enferme dans une cabane isolée, et elle ne doit pas toucher le sol. En nouvelle Zélande, on la met sur une plateforme de bambou de plusieurs mètres de haut ; à la Guyane, on la suspend dans un hamac sur le point le plus élevé de la maison. En Australie, l'homme ne doit pas poser le pied sur la trace des pas d'une femme menstruée.

Mais, le plus souvent, la femme n'est même pas impure : c'est simplement un être avili et méprisé.

« La femme, dans la famille Bochimane, remplit le rôle de l'esclave et de la bête de somme (1). » Chez les Coréens, les femmes, usées par le travail sont hideuses, alors que les hommes vivent dans l'oisiveté et constituent l'un des plus beaux types de l'Asie (2).

1. Bertillon, *Les races sauvages*, pag. 11.

2. Spencer. *Sociologie*, t. II, pag. 360.

Au Loango, la femme ne peut s'approcher de son mari qu'en rampant sur les mains et ne doit lui parler qu'à genoux (1). Chez les Cafres, où elle est le véritable travailleur et le véritable producteur (2), on la trouve indigne.... de soigner les bestiaux (3). Un Cafre disait à Barrow : « la femme est le bœuf de son mari ; elle a été achetée et doit par conséquent travailler ».

En Polynésie, le mariage a lieu sous forme de rapt. Il est d'usage de guetter la femme convoitée et de l'étourdir d'un coup violent sur la tête (4). Chez les insulaires les plus policés, une femme ne doit point cuire son repas au même feu que le repas de son mari ou de son fils (5). La femme Ostiake se vend comme le bétail, elle n'a même pas de nom (6).

Olfield (7) assure que, dans les clans Australiens, peu de femmes sont assez heureuses pour mourir de mort naturelle. On les tue généralement avant qu'elles ne deviennent vieilles et maigres ; elles constituent ainsi une nourriture plus avantageuse. Pendant sa triste existence, la femme Australienne « remplace l'esclave et la bête de somme qui manquent ». Elle

1. Spencer, *Sociologie*, t. III, page 162.

2. De Prévillle, *Sociétés africaines*, page 71.

3. Bertillon. *Les races sauvages*, page 24.

4. De Varigny.

5. Saint-Germain-le-Duc, *Religions de l'Océanie*, p. 110.

6. Kostrov, cité par Reclus (*Géogr. univ.*, t. VI, page 686).

7. Cité par le Bon. *Civilisations primitives*, page 30.

vit avec les restes des hommes et les mets considérés comme délicats lui sont interdits.

Ne pas manger de femmes apparaît aux Tasmaniens comme une nouveauté (1). Les Fuégiens, suivant Darwin, ont des chiens dressés pour la chasse aux louvres. En cas de famine, on ne tue pas ces chiens, mais de vieilles femmes que l'on étouffe en leur tenant la tête sur un feu de bois vert.

D'ailleurs, le droit de maltraiter les femmes est souvent inhérent à la qualité d'homme ; il s'exerce au jour de la puberté et la mère ne fait l'objet d'aucune exception. « Il est malheureusement vrai, dit Thompson qu'à un âge très peu avancé, les garçons zulus, lorsque leur mère essaie de les punir, ont l'autorisation de tuer celles-ci (2). » Chez les Hottentots, dans une cérémonie dégoûtante, le jeune homme pubère est solennellement autorisé à maltraiter les femmes y compris sa mère (3). Pour se faire une idée de la condition de ces malheureuses, il suffit de savoir que les hommes retiennent à l'avance les petites filles de six à sept ans pour remplacer leurs épouses quand elles seront vieilles (4).

Les plus belles femmes s'échangent, chez les Hot-

1. Spencer, *Sociologie*, t. III, page 245.

2. Spencer, *Problèmes de morale et de sociologie*, page 18.

3. Kolb, cité par Larousse, à « puberté ».

4. Bertillon. *Les Races sauvages*, page 20.

tentots, contre un bœuf ou une vache (1); chez les Manyèma, contre dix chèvres; dans la plupart des îles de l'Océan Pacifique, on se contente d'un cochon (2). Parmi les Afghans occidentaux, quelques tribus ont la vache pour unité monétaire, mais beaucoup d'autres ont adopté la fille. L'amende des crimes rachetables est donc exprimée en filles : douze pour un meurtre, six pour la mutilation d'une main, d'une oreille ou d'un nez, trois pour une dent (3), etc... ;

∴

Il est inutile de multiplier les exemples. Deux faits contradictoires en apparence semblent acquis : d'une part, l'infériorité sociale de la femme est générale dans toutes les catégories de civilisations actuellement existantes ; d'autre part ces civilisations nous offrent les traces, parfois les survivances d'une égalité primitive des sexes.

Cette contradiction s'explique parce que toutes les sociétés connues sont sorties d'un état normal de guerre pendant lequel s'est réalisé l'asservissement de la grande majorité des hommes et de la presque unanimité des femmes.

1. Bertillon. *Les Races sauvages*, page. 20.

2. De Varigny. *L'Océan Pacifique*, page 39.

3. Letourneau. *Sociologie*, page 179.

CHAPITRE V

Etat normal de guerre.

L'induction rationnelle la plus simple nous fait admettre à l'origine de l'humanité une période de paix et l'égalité absolue des sexes. La guerre et l'inégalité sont en effet des actes positifs qui supposent la cessation d'une abstention.

C'est dans un état normal de guerre que se perçoit d'abord l'infériorité sociale de la femme. Malgré des exceptions de moins en moins nombreuses, bientôt, rarement elle prend part aux luttes ; une division naturelle du travail s'établit entre les sexes, à mesure que le travail se complique. Mais, cette division ne suppose par elle même aucune inégalité ; elle a des effets variables.

Ainsi, les Massagètes furent des pasteurs caravaniers ; pour trafiquer, ils quittaient leurs villages pendant une grande partie de l'année. Les femmes livrées à elles-mêmes et obligées de se défendre seules de-

vinrent de véritables Amazones (1). Les Cafres au contraire, entourés de peuples belliqueux, durent abandonner aux femmes tous les travaux domestiques (2). Pendant les intervalles de paix, l'homme se reposait. La paix étant devenue l'état normal, la femme continua de travailler et l'homme de se reposer comme à la veille d'une bataille. — A l'époque actuelle, dans la province russe de Smolensk, il existe un petit état de 15 verstes carrées. Les individus mâles émigrent chaque printemps pour chercher du travail dans les villes voisines. Ce sont, paraît-il, les femmes qui prennent soin des travaux des champs et même des affaires publiques (3).

C'est encore une division naturelle du travail qui s'établit dans l'Afrique Centrale où, suivant Stanley, « les femmes ont le contrôle tant de leur intérieur que des produits du champ et de la laiterie. A l'homme, il incombe de construire la maison, de panser le bétail, de traire les vaches, de tenir les clôtures en état... A la femme, de bêcher le lopin de terre, de faire le beurre et d'aller au marché. C'est à la femme qu'on achète le lait, le beurre et les provisions (4) ».

Le premier résultat de l'état normal de lutte, lors-

1. De Ujfalvy. *L'anthropologie*, t. IX, juillet 1898, pag. 390.

2. De Prévillé. *Sociétés africaines*.

3. *Rev. fém.* 1895, t. I, pag. 236.

4. Stanley. *Dans les Ténèbres de l'Afrique*. pag. 359 et 360.

que la femme n'y prend pas part, c'est d'amener une certaine prépondérance de l'homme. La femme, écartée des aventures, a le corps moins robuste, l'esprit moins hardi ; mais elle peut représenter l'élément pacifique et civilisateur, l'influence qu'elle prend sur les enfants lui conserve un certain prestige.

La situation générale des femmes devint rapidement très inférieure pour plusieurs raisons.

Dans un état normal de lutte, lorsque le groupe se trouve trop nombreux, et cela est fréquent, les hommes les plus aventureux vont s'établir ailleurs sans esprit de retour. Ils se procurent des femmes quand l'occasion se présente ou qu'ils ont trouvé un endroit convenable pour leur installation définitive (1) ; on sait comment les Romains se procurèrent des femmes. Les Athéniens qui s'en allèrent coloniser l'Ionie n'emmenèrent point de femmes : ils épousèrent les Cariennes dont ils tuèrent les maris. « Mais, ces Cariennes firent un serment qu'elles ont transmis à leurs filles : elles ne prennent jamais leurs repas avec les hommes et ne leur donnent jamais le nom d'époux (2) ».

Ceci amène une autre cause de l'infériorité des femmes. Acquisées par la guerre, elles sont la propriété de l'homme. Mais, chaque expédition diminue le nombre des hommes et augmente celui des femmes. Il pouvait être opportun d'opprimer celles-ci et de réduire

1. Hérodote, page 1.

2. Hérodote, page 59.

leur nombre. On raconte qu'en Australie, lorsque les tribus indigènes se battaient, les femmes des vaincus passaient aussitôt et de bon gré aux vainqueurs (1). L'histoire nous apprend qu'il n'en fut pas partout ainsi. On a rattaché à un sentiment de méfiance et à une idée de sécurité pour l'homme la coutume de faire périr les femmes à la mort de leur mari. Cet usage s'est perpétué aux Indes jusqu'à nos jours (2) ; et Strabon rapporte qu'il a été imaginé pour empêcher les femmes d'empoisonner leur mari.

On a souvent prétendu que la compression du pied chez les Chinoises avait eu d'abord pour but de les retenir à leur foyer. L'ablation d'une partie du petit doigt de la main, chez les Australiennes (3) ne peut avoir originairement qu'un caractère de servilité ; comme l'habitude pour les femmes orientales de porter l'anneau au nez après leur mariage (4).

La coutume de se procurer des femmes au moyen de la guerre fut extrêmement répandue. Coxe raconte que les habitants d'Unimack envahirent les îles Aléoutiennes dans ce but. Les Bonaks de Californie se battent

1. Spencer. *Sociologie*, t. II, page 16.

2. Le dernier exemple constaté le fut en 1862.

3. Hovelacque. *Les races humaines*, page 213.

4. Dans la *Genèse*, le serviteur d'Abraham passe l'anneau au nez de Rebecca. — L'amant du *Cantique des Cantiques* voulant dire que son amante est vierge, trouve qu'elle a « le nez fier comme la tour du Liban ».

avec les tribus voisines pour avoir des femmes. Chez quelques tribus du Brésil et chez les Caraïbes, les hommes et les femmes ne parlent point la même langue (1).

On comprend ce qu'une troupe d'hommes peut avoir à craindre des femmes ainsi recrutées. Et si, au travers des légendes, nous admettons l'existence des Amazones, il est permis de penser que leur société eut pour origine une révolte de femmes. Les Scythes, d'après Hérodote, leur donnaient le nom d' « οισρπατα », qui signifie tueuses d'hommes. Or, Strabon rapporte qu'elles ne supprimaient pas les enfants mâles, comme on l'a dit, elles les portaient aux Gargaréens qui les élevaient toujours.

..

Suivant Bebel, « la femme est le premier être humain qui ait eu à éprouver la servitude. Elle a été esclave avant même que l'esclave fût ». L'infanticide féminin devient une pratique extrêmement répandue. C'est une forme du mépris des femmes chez les peuples puissants qui s'en procurent par la guerre, chez les peuples faibles qui craignent les incursions.

Promptement spécialisée et devenue impropre à la guerre, la femme était fort utile aux travaux pacifiques et aux nécessités de la victoire dont la première était

1. Westermarck. *Origine du mariage dans l'espèce humaine*, page 369.

une procréation abondante. Dans toutes les sociétés antiques, les guerres sont extrêmement meurtrières : la procréation devient une affaire d'état. Quand Darius vint assiéger leur ville, les Babyloniens commencèrent par ne conserver qu'une femme pour cuire leurs aliments, ils étranglèrent les autres. La ville prise, il fallut la repeupler : Darius ordonna aux nations voisines de fournir cinquante mille femmes.

Cet exemple montre bien comment les femmes eurent doublement à souffrir de l'état de guerre. Le maintien numérique de la population, parfois son accroissement ; ce furent les grandes préoccupations des sociétés antiques.

De là souvent, le mariage obligatoire, les magistrats y procèdent à certains jours de l'année, en observant plus ou moins les convenances particulières. Cette institution existe à Babylone, chez les Vénètes Illyriens, les Sammites, au Perou, etc. Ailleurs, on cherche à atteindre le même but par des lois contre les célibataires. En Perse, on mariait l'homme mort sans postérité avec une femme qui avait des enfants ; elle était réputée veuve du défunt et entraînait en possession de ses biens.

Strabon (1) rapporte un fait qui nous donne une idée de l'importance attachée par certains peuples au maintien numérique de la population. Les Lacédémoniens

1. Strabon, trad. Tardieu, liv. VI, p. 466

s'en allèrent assiéger une ville en jurant de ne revoir leurs femmes qu'après avoir pris cette ville. Plusieurs années s'écoulèrent. Alors les femmes de Sparte envoyèrent une députation aux hommes, leur représentant que les assiégés continuaient de procréer tandis que, par suite de leur serment, les Lacédémoniens n'avaient plus d'enfants ; le résultat d'un tel état de choses, c'est que la partie deviendrait forcément inégale. « Les Lacédémoniens pour faire droit aux représentations de leurs femmes, sans manquer pourtant à leur serment, renvoyèrent les plus jeunes et les plus vigoureux d'entre eux qui n'avaient pu prendre part au serment commun.... Ils recommandèrent à chacun en particulier d'avoir commerce avec toutes les jeunes filles qu'ils trouveraient à Sparte ; ils supposaient que ces unions collectives avaient chance d'être plus fécondes. »

Il serait facile de multiplier les traits de ce genre sur le souci constant de maintenir dans la population : la quantité, la qualité.

L'état normal de paix consiste à se procurer d'une façon naturelle ce que jusqu'alors on avait enlevé de vive force aux vaincus. La femme avait déjà une valeur d'échange. Partout où on l'observe, le mariage individuel nous apparaît comme la prise de possession plus ou moins brutale de la femme par l'homme. Les exceptions sont extrêmement rares.

Le rapt constitue presque universellement le mode

primitif de l'union conjugale individuelle. On le constate « non-seulement chez les Grecs, les Romains, les Indous et les Celtes, mais encore parmi les peuplades les moins civilisées du monde, les Peaux-Rouges, les Océaniens, les Nègres, etc... (1). « Tantôt, il est purement symbolique, comme dans le Pays de Galles (2); tantôt, il se complique de lutte, coups et blessures, comme chez les Australiens, les Gandors de la mer Caspienne (3) ou les Arabes du Sinaï (4).

Quand il n'y a pas rapt, il y a achat. M. Wilken (5) ne voit dans l'achat de la jeune fille que le paiement aux parents d'une sorte de wergeld, suite naturelle du rapt. Mais la coutume si générale de l'infanticide féminin permet de supposer que les filles furent élevées alors le plus souvent en vue d'une opération commerciale et que la dot payée par le mari représenta la valeur intrinsèque de la femme, primitivement basée sur la valeur de la captive.

La femme, lorsqu'elle prend une valeur d'échange est forcément avilie, que cette valeur soit purement commerciale, ou que, sous le nom de dot, elle se prête parfois aux combinaisons sentimentales. L'idéal varie,

1. Kovalewsky. *Tableau des origines et de l'évolution de la famille et de la propriété*, page 41.

2. Kovalewsky. *Tableau des origines et de l'évolution de la famille et de la propriété*.

3. Spencer. *Sociologie*. t. II, pag. 243.

4. Spencer, pag. 241.

5. Cité par Kovalewsky.

il affecte une subjectivité exagérée et capricieuse qui va jusqu'aux déformations physiques les plus absurdes. La beauté est une idiosyncrasie qui comporte plus ou moins de strabisme ; on pourrait citer pour le prouver un grand nombre de coutumes sauvages. Ainsi les femmes des Makolalos amènent une telle projection de la lèvre supérieure que celle-ci excède de plus de deux pouces l'extrémité du nez. Darwin parle d'une beauté dont la lèvre se relevait jusqu'au dessus des yeux, lorsqu'elle souriait (1). Mais il est inutile de s'arrêter à des particularités.

L'idéal de femme grasse est très commun dans toute l'Afrique et l'on engraisse artificiellement les filles pour les marier. La Hottentote est le plus monstrueux exemple de cette esthétique bizarre. Smith dépeint une belle fille dont les fesses étaient si énormément développées qu'une fois assise sur un terrain horizontal, elle devait ramper jusqu'à ce qu'elle rencontrât une pente, pour se relever (2). En Chine, l'idéal est tout autre, la femme doit être « mince et frêle comme un roseau, ».... un homme au contraire doit être puissant (3).

Au point de vue moral, ce sont les mêmes bizarreries et les mêmes inconséquences. Tantôt, le lien conjugal existe à peine et la femme s'enorgueillit du nom-

1. Darwin. *La descendance de l'homme*, pag. 630.

2. Darwin. *La Descendance de l'homme*, page 633.

3. Davis. *La Chine*, page 254.

bre d'hommes qui recherchent ses faveurs ; tantôt elle est obligée de garder, sous peine de mort, une fidélité absolue que viennent enfreindre les pratiques de l'hétaïrisme religieux ou domestique.

Considérée *in abstracto*, l'infériorité sociale de la femme est bien le résultat presque accidentel d'un état normal de guerre. Les institutions et les mœurs ont sanctionné ces conceptions barbares. Au commencement du XIX^e siècle, de bons esprits doutaient encore que l'esclave fut vraiment un homme : ce sont à peu près les mêmes qui repoussent l'émancipation de la femme.

Les civilisations anciennes et modernes ont trouvé la femme notablement inférieure. Comme elles ont été, dans leur principe, le triomphe de la force brutale, elles ont organisé l'assujettissement de toutes les femmes, en même temps que celui de la grande majorité des hommes.

Mais voici dans les sociétés civilisées des causes nouvelles qui viennent activer cette évolution dans le sens de l'infériorité de la femme, ce sont : la *propriété privée* qui organise des supériorités durables, *l'éducation* qui les fait respecter. La femme, chez les peuples les plus civilisés est encore réduite à l'impuissance par ces deux forces.

CHAPITRE VI

La Propriété privée et la paternité.

L'assujettissement de la femme a pour cause primordiale un état normal de guerre. Dans cet état, la force physique est le fondement de toute supériorité : la femme est inférieure à cause d'une spécialisation naturelle : elle devient butin de guerre, esclave. Le progrès des mœurs transforme le butin de guerre en objet de commerce, la femme suit cette évolution.

Dans les sociétés les plus civilisées, c'est à peine si elle est soumise à la même morale que l'homme Bjornstjerne-Bjornson dit avec raison que bien des nations européennes n'ont pu établir encore la monogamie que pour les femmes ; il cite les français « qui pratiquent ouvertement la polygamie dès l'âge fondamental (1). » L'inégalité des sexes à ce point de vue paraît avoir pour principe la conception de paternité qui subjectivement est intimement liée à l'idée de propriété.

1. *Monogamie et Polygamie*, broch. Par « âge fondamental », Bjornstjerne-Bjornson entend simplement l'adolescence (*id.* pag. 30).

La Paternité a pour but d'établir une filiation certaine entre l'homme et ses descendants. Elle suppose l'assujettissement préalable de la femme ; car, dans une époque barbare, elle ne se conçoit que par la surveillance étroite de celle-ci. « Comme tout ce qui est grand, dit Renan, la famille a été fondée par des moyens atroces, des millions de femmes lapidées établirent la fidélité conjugale... Le mâle garda sa femelle (1). »

Cette surveillance de la femme ne s'organisa que lentement. On eut, en certains endroits, l'union individuelle avec ses variétés : polygynie et polyandrie ; ailleurs l'union collective endogame ou exogame. Pour éclairer tout ce chaos, il suffit de s'attacher à l'idée de propriété individuelle. A mesure qu'elle se dégage, la paternité devient plus certaine et la fidélité s'impose davantage à la femme mariée.

Voulant prouver que les sociétés primitives furent patriarcales, Sumner-Maine se fonde sur le sentiment naturel de jalousie ; et Posada trouve que c'est là une de ses meilleures raisons (2). Mais, la jalousie n'est pas un sentiment inhérent à l'homme. Les peuples sauvages ne la conçoivent pas et même dans la plupart des civilisations antiques, comment concilier l'idée de jalousie avec le mépris ordinaire de la virginité et l'hétaïrisme religieux ou hospitalier ?

1. Rendu. *Histoire d'Israël*, pag. 6.

2. Posada. *Origines de la Société*, pag. 81.

On admet généralement que la famille patriarcale ne s'est constituée qu'avec la propriété individuelle. C'est l'opinion de M. P. Gide : « D'après toutes les traditions de l'antiquité, dit-il, la famille n'a été constituée que le jour où les peuples, renonçant à la vie nomade, ont commencé à cultiver les terres et à fonder les cités... Car, ce n'est pas pour lui seul que l'homme a créé un établissement plus durable que lui, c'est pour ses enfants et sa postérité. Le désir d'une postérité, tel a été dans toute l'antiquité le premier mobile du mariage, le premier sentiment qui ait imprimé à l'union des sexes un caractère moral et une forme régulière (1) ».

Frédéric Engels s'exprime ainsi. « La monogamie fut la première forme de famille ayant pour base, non pas des conditions naturelles, mais sociales, et surtout le triomphe de la propriété individuelle sur le communisme spontané primitif. Prépondérance de l'homme dans la famille et procréation d'enfants qui ne pussent être que de lui et destinés à devenir les héritiers de sa fortune, tels furent les seuls buts de la monogamie (2) ».

L'appropriation de la femme fut le seul moyen de s'assurer une postérité authentique : voilà pourquoi

1. Gide. *La femme*, pag. 24, 25.

2. Engels. *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'état*, pag. 78.

cette appropriation constitue la base du droit matrimonial partout où la propriété est suffisamment individualisée. La paternité légale et certaine ne fut d'abord qu'une manifestation de l'orgueil du mâle ou de son intérêt ; le culte des ancêtres une fois établi, elle devint un devoir et commença à revêtir un caractère moral. L'esprit religieux sanctionna cet état de choses et lui donna une force abstraite.

∴

La paternité et la propriété sont les conditions sociales du mariage. Or, il est intéressant de remarquer la différence de traitement entre la femme mariée et celle qui ne l'est pas. La première appartient souvent à une famille plus considérable : le mariage est pour elle une déchéance plus profonde. Et nous en arrivons à nous demander si les lois qui conservent la propriété n'ont pas été et ne sont pas encore les seules qui conservent le mariage. La conception de justes nocess'est dégagée en même temps que la propriété. Nous avons constaté comme un fait universel l'appropriation des femmes par l'homme, dans un état normal de guerre. Lorsque la propriété se précisa et s'individualisa, une femme fut distinguée des autres qui eut pour fonction de produire des héritiers légitimes.

Tant que la propriété reste commune, si misérable que soit la condition de la femme, on persiste ordinairement dans la forme matriarcale : les clans Austra-

liens nous en fournissent un exemple (1). Lorsque apparaît la propriété individuelle, l'union monogamique se dessine ou bien la polygamie ne comporte qu'une épouse du premier rang, comme en Annam (2) et dans l'Asie presque tout entière.

Les justes noces, en donnant quelque influence à la mère purent élever dans une certaine mesure la condition de la femme assujettie : mais, pour l'avenir, elles empêchaient absolument l'égalité des sexes. C'est qu'on exigeait la fidélité de la femme, non point en vertu d'un idéal quelconque, mais au nom d'une conception sociale particulière. Les preuves en sont nombreuses :

1° Sauf de très rares exceptions, la forme même du mariage est presque partout une appropriation plus ou moins brutale de la femme par l'homme.

2° Ce que poursuivent dans l'adultère les législateurs primitifs, ce n'est pas un acte moral. Nous le voyons dans la Bible, dans les codes brahmaniques, chez les anciens Egyptiens... L'adultère est dangereux, par ce qu'il amène la confusion des enfants, des classes, des héritages. Il faut le rendre impossible à la femme mariée. On le punit avec une extrême sévérité : c'est presque toujours la peine de mort, dans les vieilles codifications religieuses.

1. Bertillon. *Les races sauvages*, pag. 214 et suiv.

2. P. d'Enjoy. *Bulletin de la société d'anthropologie*, 1894.

Souvent aussi, il est réprimé comme un délit d'ordre public, un vol que le volé même ne doit pas pardonner. Pline le Jeune raconte que Galitta femme de tribun militaire avait eu des relations intimes avec un centurion : « *et suam et mariti dignitatem centurionis amore maculaverat* ». L'empereur exila le centurion. Le mari de Galitta ayant voulu pardonner à sa femme reçut un blâme ; il fut contraint de la poursuivre et de la faire condamner aux peines de la loi Julia (1). — Dans les îles Fidji, la conception de vol est poussée au plus haut point ; à titre de réparation le complice d'un adultère est tenu sous peine de mort de délivrer, à l'homme qu'il a outragé, sa propre femme et tous ses biens.

Il est à remarquer que la répression la plus terrible de l'adultère se concilie volontiers avec les pratiques les plus immorales et l'hétaïrisme le plus absolu.

L'homme prend une femme pour avoir des enfants. Presque universellement, dans l'antiquité, il a le droit, même le devoir de répudier la femme stérile.

Considérons aussi la pratique de l'hétaïrisme domestique qui suppose l'appropriation absolue de la femme par l'homme. Celui-ci peut disposer de la personne de sa femme, sans aucun consentement de celle-ci. Nous avons vu, dans la Bible, l'acte ridicule et féroce de ces deux sémites qui, au moindre danger, offrent à

1. Pline le Jeune. *Lettres*, liv. VI, 31.

l'adversaire leur femme ou leur fille encore vierge. L'hétaïrisme domestique est un fait extrêmement répandu.

Cela se passe non seulement chez les Esquimaux, les Lapons (1) et les sauvages de toutes les latitudes, mais à Rome même, par exemple. Suivant Plutarque (2) l'orateur Hortensius devint amoureux de Martia, femme de Caton le Censeur. Il alla trouver Caton et lui parla en ces termes : « Vous avez eu déjà deux enfants de Martia ; consentez à me la céder, ou du moins prêtez-la-moi ; je vous la rendrai aussitôt qu'elle m'aura donné un enfant et m'aura ainsi joint à vous par un lien d'affection plus intime ». Après quelques hésitations, Caton consentit, et plus tard, il reprit sa femme. Or Caton passait pour l'un des hommes les plus vertueux de l'antiquité : il n'aurait pas consenti un tel prêt sans y être autorisé par les mœurs.

Il est inutile d'insister davantage sur l'assujettissement de la femme mariée qui n'est contestable nulle part même de nos jours. Mais, on peut comparer cette situation à celle de la femme non mariée.

« Dans tous les pays sauvages, écrit M. Letourneau, aux îles Andaman, en Australie, à la Nouvelle-Calédonie, en Polynésie, dans l'Afrique Noire, etc., les jeunes filles étaient ou sont parfaitement libres de disposer à

1. *Voyages de Regnard.*

2. *Vie de Caton.* — Strabon rapporte le même fait qu'il compare aux mœurs des Tapyres (pag. 433).

leur gré de leur personne (1) ». Il en est de même en Cochinchine et au Japon pour les pauvres.

Nous avons déjà considéré la situation lamentable de la femme chinoise ; Davis remarque qu'une fois veuve, elle est maîtresse absolue d'elle-même et de ses enfants.

L'un des faits sociaux qui montrent le mieux la déchéance de la femme mariée, c'est le respect de la prostitution chez plusieurs peuples, même d'une mentalité supérieure. Les Juifs, malgré leur sévérité pour la femme adultère, toléraient les courtisanes (2). D'autres peuples semblent les avoir considérées comme représentant, par opposition aux femmes mariées, une catégorie de femmes libres.

Il en fut ainsi aux Indes et en Grèce. Les hétaires reçoivent une éducation soignée, elles ont une influence considérable sur les mœurs, les lettres et les arts ; elles constituent l'une des corporations les plus estimées. Ainsi, l'on raconte que, dans les dernières années de sa vie, Çakya-Muni passant à Vesali fut reçu par la grande maîtresse des courtisanes. Or, comme celle-ci allait au-devant du saint homme, elle rencon-

1. Letourneau. *Sociologie*, pag. 51.

2. En condamnant l'adultère, les Juifs n'ont jamais obéi à une idée morale. Le Talmud enseigne que Dieu a défendu l'adultère avec la femme du prochain, c'est-à-dire du Juif, mais non pas avec la femme du non-Juif. Maimonides aurait même écrit : « On a le droit d'abuser d'une femme dans l'état d'incroyance ».

tra les magistrats de la ville qui s'y rendaient également ; les magistrats s'effacèrent pour la laisser passer.

En Grèce, la situation est presque aussi bizarre. L'épouse enfermée dans le gynécée est ignorante et méprisée. Démosthène s'exprime ainsi : « Nous épousons la femme pour avoir des enfants légitimes et une fidèle gardienne de la maison ; nous avons des compagnes de lit pour nous servir et nous donner des soins quotidiens ; nous avons les hétaires pour les jouissances de l'amour ».

L'assujétissement de la femme mariée a pour principe l'idée de paternité, idée qui prend une importance juridique, lorsqu'elle se rattache à la conception de propriété. C'est là propriété qui *occasionne* la famille despotique et qui lui donne une forme concrète. L'homme spécialisé, par la guerre a eu la propriété. Mais nous avons vu, dans certains cas, la prépondérance appartenir à la femme ; quelquefois, elle est à l'un ou l'autre sexe indifféremment, suivant les cas. Et alors, celui qui prédomine a en même temps la propriété.

Chez les Malais par exemple, il y avait autrefois trois sortes de mariages : 1° l'homme achète la femme ; 2° la femme achète l'homme ; 3° les deux époux font un même apport et vivent sur le pied d'égalité (1). A Ceylan, suivant les cas, le mari va habiter dans la hutte de sa femme, ou le contraire se produit (2). Cette

1. Lubbock. *Origines de la civilisation*, p. 71.

2. Id. p. 73.

idée est si naturelle qu'on la retrouve même dans certaines coutumes du Moyen-âge où la femme propriétaire d'un fief prend une part prépondérante dans le mariage et l'administration des biens.

L'union conjugale ainsi conçue, n'intéressa longtemps qu'un petit nombre d'individus. Ce fut, dans le droit de tous les peuples anciens, l'idée de justes noces, de mariage solennel ; par opposition, dans les classes inférieures, on s'unissait « *more ferarum* ». Il n'y avait donc là aucune idée morale.

En Polynésie, les deux sexes vivent dans la promiscuité la plus absolue. Suivant Pritchard, les filles des chefs de Samoa font exception. Elles doivent rester chastes et, lors de leur mariage, cette chasteté est vérifiée en présence de toute la tribu (1). Au Japon, il y a des mariages à vie, mais ils sont généralement temporaires et plus ou moins longs suivant la condition des époux... (2).

Dans nos sociétés modernes, la propriété s'est individualisée et un effort considérable a été fait pour donner au mariage un caractère purement moral. La religion chrétienne en a fait un sacrement, elle a proscrit l'adultère pour les deux sexes avec une égale sévérité ; mais, son idéal de chasteté, son misogynisme étroit,

1. Letourneau, *Sociologie*, p. 73.

2. Ahsmead, *Réglementation des relations sexuelles au Japon*.

n'ont pas permis de réaliser l'égalité des sexes. L'effort qui avait semblé réussir en des siècles de foi est devenu vain à mesure que l'esprit religieux diminue.

Toutes les statistiques nous montrent l'accroissement des unions libres et des naissances illégitimes dans la classe ouvrière (1). « Là où il n'y a pas de fortune, il n'y a pas de supériorité du mâle », dit Engels. M. Bertillon se lamente sur la corruption croissante de nos mœurs. M. Letourneau y voit au contraire une évolution utile. Et Fournière affirme que l'humanité est en train de « passer du régime déréglé et inconscient de reproduction de l'espèce, à un régime organique qui assure la durée de l'humanité sans attenter à la liberté de quiconque ».

1. Il y a surtout dans la classe ouvrière un cas extrêmement fréquent qui échappe à toute statistique. C'est celui des gens mariés qui se séparent à l'amiable et vont constituer ailleurs un autre ménage. Ces unions libres se trouvent formées par deux individus mariés ailleurs au point de vue légal.

CHAPITRE VII

L'Education.

L'infériorité sociale de la femme tient à une conception particulière de la famille, conception artificielle qui résulte d'un état normal de guerre. C'est donc pour ainsi dire le hasard qui a produit ce qu'Engels appelle « la grande défaite historique du sexe féminin. » Il ne faut pas s'en étonner. L'humanité est encore dans un stade inférieur de son évolution. Jusqu'à présent, toute autorité a semblé venir d'en haut, c'est-à-dire d'un principe objectif. La famille n'a fait que généraliser la conception d'une minorité possédante. Il se trouve que par certains endroits, cette conception était morale, qu'en se vulgarisant, elle devait amener le mariage stable et la monogamie. Elle n'en est pas moins fondée sur un principe d'autorité. Or, pourquoi un sexe aurait-il la supériorité sur l'autre, alors qu'aucune supériorité réelle ne tient au sexe, à moins que nous n'admettions la supériorité de la femme dans la famille ?

Pourtant, autour de nous, les femmes sont généralement inférieures à bien des points de vue. Nos sociétés sont fondées sur la hiérarchisation des individus ; et, pour la maintenir, elles ont l'éducation.

C'est une loi biologique : « Quand les circonstances ambiantes ne sont pas favorables à la production des types supérieurs, les types inférieurs apparaissent seuls (1). » Or, l'éducation est trop souvent l'ensemble des préjugés sociaux ; c'est l'effort du milieu ambiant pour assimiler un individu ou pour rejeter celui qui ne peut être assimilé. Nous voyons son rôle dans l'histoire : c'est le cercle de Popilius tracé autour de l'intelligence, la baguette de Tarquin rasant tout ce qui dépasse l'ordinaire médiocrité ; c'est aussi la sottise des gens qui jadis brûlaient un homme pour arrêter une idée.

L'assujettissement des femmes, organisé par la force, se maintient par l'éducation. Comme tous les préjugés, il a sa cause même dans son effet ; car, pour l'immense majorité des individus, la loi et le cours habituel des choses servent de seul critérium appréciatif. On maintient la condition de la femme surtout parce qu'elle n'aspire pas à en sortir ; elle n'aspire pas à en sortir parce que cette condition même lui en ôte les moyens.

L'éducation est un principe de sélection qui, dans une certaine mesure, arrive à modifier l'espèce : les

1. *Annales de l'Inst. Int. de sociologie*, 1895, t. I. *L'adaptation des individus au milieu social*, par Nicolas Abrikossof.

animaux domestiques en sont une preuve. Elle a sur l'humanité aussi une grande influence tant au point de vue physique qu'au point de vue intellectuel, d'autant plus qu'elle se manifeste parfois sur l'un des deux sexes à l'exclusion de l'autre. Ainsi, l'homme seul a conservé la villosité primitive, les femmes hottentottes sont stéatopyges, etc. ;

Mais, il ne faut pas attacher une importance exagérée aux caractères sexuels secondaires ainsi formés. Les animaux eux-mêmes, soustraits à l'influence de l'homme, reviennent en quelques générations à leur type primitif. Or, la perfectibilité supérieure du cerveau humain est généralement attribuée à ce fait qu'il constitue d'abord une table rase, alors que la plupart des animaux sont en naissant capables d'actes assez compliqués.

Sans aucune exagération, nous pouvons attribuer à la seule éducation toutes les différences sociales qui existent entre les deux sexes. Par exemple, les femmes qui s'adonnent aux exercices physiques, pour travailler obscurément la terre ou pour développer leurs aptitudes gymniques, ne sont en rien inférieures aux hommes.

Quant aux infirmités morales et intellectuelles, il en est de même. Sur ce point, Lombroso est intarissable. D'une série d'anars de tous les temps et de tous les pays, il conclut que la femme a plus de cruauté et de pitié que l'homme. C'est un être faible et passif dans

la lutte pour l'existence, soumis à Dieu et à l'homme uniquement par crainte et par sentiment de son infériorité. Puis, la femme est menteuse d'une façon habituelle et physiologique. Suivent pêle-mêle : colère, vanité, avarice, envie, désir de vengeance, absence de génie, misonéisme...

Le développement harmonique d'une telle concordance de vices rendrait toute vie sociale impossible. Il faut donc admettre qu'ils ne peuvent exister chez une série d'êtres humains qu'à l'état d'aspirations; et alors, sont-ils bien le propre de la femme?

Lombroso se laisse aller à généraliser des observations faites presque exclusivement sur des prostituées et des criminelles ; il y joint à titre comparatif la manière d'agir de peuples sauvages dont les actes n'ont aucunement la valeur morale qu'il leur attribue.

Sur les quelques différences bien établies qui existent entre les deux sexes, on s'entend difficilement : les uns en font une supériorité pour la femme, les autres une tare. Par exemple, la femme est moins érotique : suivant Lombroso, c'est une infériorité ; mais Burdach déclare au contraire que « dans les espèces animales, la noblesse de la femelle paraît à ceci qu'elle ne cherche l'accouplement que pour la génération. »

D'ailleurs, malgré les conditions essentiellement défavorables dans lesquelles il poursuit son œuvre, Lombroso lui-même finit par admettre la subjectivité

de l'infériorité sociale de la femme. L'introduction, qui est comme la synthèse de l'ouvrage contient ce passage : « L'infériorité intellectuelle constatée chez la femme présente de fréquentes exceptions qui deviennent tous les jours plus saillantes, à mesure que les progrès de la civilisation effacent les différences entre les deux sexes, comme ils nivellent entre les peuples les classes et les rangs. »

En se plaçant au seul point de vue social, nous pouvons admettre avec Lombroso que « la femme est intellectuellement et physiquement un homme arrêté dans son développement. » Nous pouvons aussi approuver toutes les comparaisons qui ont été faites entre la morphologie neutre de l'enfant et celle de la femme.

Souvent la femme qui veut aborder les lettres, les sciences, les arts, doit commencer par oublier son sexe soit qu'elle reste libre ou le devienne, soit qu'elle puisse faire de ses devoirs conjugaux une heureuse abstraction, comme George Sand. Or, de même que tous les révoltés, les femmes qui sortent des sentiers battus risquent fort de tomber dans l'exagération. En ce sens, le mariage peut être un coefficient de préservation ; il en était de même de l'esclavage pour les malheureux que leur destinée faisait naître dans la condition servile. Toute aspiration au progrès est un danger pour l'individu ; aussi ne peut-on condamner le féminisme, comme M. Bertillon, simplement sur la

quantité de suicides ou d'accidents cérébraux observés parmi les femmes qui tentent de s'émanciper.

En résumé, ce qui maintient l'infériorité sociale des femmes, c'est, pour employer une expression de Condorcet, « l'espèce de contrainte où les opinions relatives aux mœurs tiennent leur âme et leur esprit presque dès l'enfance » (1).

La femme est prédisposée à jouer un rôle secondaire : ce rôle est tout indiqué par la conception de pudeur ; son infériorité économique l'assujettit à l'homme dans la famille et hors de la famille.

§ 1. — *La Pudeur.*

Dans les sociétés humaines, à côté de la conscience individuelle, il ya une sorte de conscience collective qui prononce sur la valeur morale des actes indiffé-

1. Parlant de Gounod et de Lamartine, Mme Jeanne Deffon écrivait très justement, dans le *Journal des Femmes* : « On frémît quand on pense à la destinée probable de ces deux grands hommes, si leurs âmes s'étaient logées dans des corps de femmes. Comprimées par l'injustice séculaire, écrasées par le préjugé, sans moyens pour se développer et fleurir, elles se fussent repliées sur elles-mêmes, et nous aurions... au lieu de deux divins génies, deux modestes mères de familles, deux vieilles filles ridicules peut-être, qui, après avoir vécu dans la routine et la contrainte, seraient mortes dans l'oubli ».

rents en eux-mêmes : c'est ce qu'on appelle vulgairement le respect humain. Cette conception se manifeste de deux façons principales : pour l'homme, c'est l'honneur ; pour la femme, c'est la pudeur. Il est inutile d'insister sur la différence qui existe entre ces deux idées : la première pleine de fierté et d'orgueil, se traduit volontiers par des actes éclatants et glorieux ; la seconde consiste surtout à ne pas agir, elle est purement négative.

Suivant l'opinion générale, la pudeur viendrait de l'habitude que nous avons de voir couvertes certaines parties du corps, par suite d'une coquetterie naturelle ou des rigueurs de la température. Cette explication est peu satisfaisante. Chez beaucoup de sauvages, l'idée de pudeur ne consiste pas du tout à voiler certaines parties du corps, mais plutôt à les orner, à les peindre, à les déformer. Les rigueurs de la température ne l'expliquent pas davantage : les Esquimaux, les Lapons et les Patagons n'ont aucune notion appréciable de pudeur.

Letourneau croit que la pudeur est un sentiment « tout à fait artificiel... particulièrement féminin, suscité sans doute chez la femme par la menstruation et la grossesse. » M. Salomon Reinach (1) y voit simplement une forme de tabou ou de totem. C'est la même idée : il resterait à expliquer l'origine de ce tabou et le motif

1. *L'Anthropologie*, 1899, t. X.

qui porta la femme à cacher sa menstruation ou sa grossesse. Nous sommes alors bien près de la notion d'impureté qui suppose déjà l'infériorité de la femme (1).

Peut-être serait-il plus exact d'attribuer l'origine du sentiment de pudeur à « une tyrannie de l'homme imposant à la femme une réserve plus ou moins absolue par jalousie de propriétaire ». C'est l'opinion de Gabriel Charmes. Dans le même sens, Havelock Ellis considère qu'il y a une association intime entre la peur et la pudeur.

D'une façon générale, chez les peuples sauvages, la nudité des femmes non mariées est une règle absolue : ces femmes vivent avec les hommes de la tribu, dans une promiscuité complète. Lorsqu'elles se marient, elles ne sont plus libres de leur corps. Or, les femmes mariées sont toujours plus ou moins vêtues et alors, suivant une remarque de M. Letourneau, les hommes considèrent le vêtement comme un déshonneur. Schweinfurth eut à subir sur ce point toutes les ironies de quelques peuplades africaines. Chez d'autres peuples,

1. On pourrait citer bien d'autres définitions. Suivant Schopenhauer, la pudeur est « la honte faite du remords qui s'attache aux actes et aux organes destinés à perpétuer sur la terre, avec la vie physique, les souffrances qui en sont inséparables ». — Hinton pense qu'elle a été imposée aux femmes par les hommes dans le but de préserver leur propre vertu. Voir sur ce sujet une étude d'Havelock Ellis dans l'*Humanité nouvelle* du 10 octobre 1899.

sans aller aussi loin, on se met absolument nu dans les grandes circonstances. Ainsi font les Polynésiens par respect pour les « arii » (1). Les prêtres de l'ancienne Egypte devaient être nus pour offrir leurs sacrifices. Cook raconte que les femmes de Taïti se découvrent de la ceinture jusqu'en bas, par politesse.

Le sentiment de pudeur féminine ne paraît pas comporter en soi une valeur morale. Il constitue, au moins originairement, un signe de déchéance pour la femme, une affirmation plus ou moins capricieuse de la supériorité masculine. En Orient par exemple, la polygamie tend à développer le despotisme de l'homme ; on exagère le sentiment de pudeur. Une femme arabe se cache le visage et ne peut être vue d'un autre homme que son mari. Les Chinoises de qualité ne doivent pas même montrer leurs mains en public.

A l'appui de la même idée, il est facile de citer de nombreuses singularités ethnographiques. Ainsi, nous avons vu la situation de la femme mariée chez les Grecs. Euripide la désigne par l'expression neutre d'*οικουμένη* : ce qui est destiné aux soins du ménage. On connaît dans l'Odyssée l'humble attitude de Pénélope devant son fils. La vie austère et retirée de l'épouse grecque a-t-elle pour principe quelque idéal de vertu ? Non, « ce qu'était alors la pudeur, dit M. Schinz, pre-

1. Saint-Germain-le-Duc. *Religions de l'Océanie et de l'Amérique*, p. 103.

nant le mot dans son acception morale, il est inutile d'en parler ; il suffit de mentionner les fêtes des Phallophories et des Priapées ».

Mais, il est inutile de chercher si loin des exemples. Dans nos sociétés modernes les plus civilisées, est-ce que la conception de la pudeur et des convenances ne diffère pas suivant qu'il s'agit de l'un ou de l'autre sexe ? L'idée bien nette, dès la plus haute antiquité, qu'un homme est ridicule ou déshonoré quand sa femme le trompe, ne prouve-t-elle pas l'infériorité de la femme et aussi ce fait que le sentiment de pudeur lui a été imposé par l'homme, dans l'intérêt de celui-ci. Les peuples monogames tolèrent très volontiers les infidélités du mari. Au Japon, l'adultère de la femme est puni de mort, mais, lorsqu'une femme éprouve des menstruations, grossesses, maladies, elle doit procurer elle-même des maîtresses à son mari.

Nos mœurs réalisent des inégalités presque aussi monstrueuses. Balzac note malicieusement le cas que l'on fait d'une jeune fille en âge de se marier, lorsqu'elle n'est plus vierge ; et d'un jeune homme lorsqu'il l'est encore. Plusieurs sociologues se placent à notre point de vue, lorsqu'ils demandent avec Bjornstern-Bjornson que l'égalité des sexes se réalise d'abord par une commune observation de la chasteté avant le mariage et de la monogamie pendant le mariage. D'autres au contraire, tendent à approuver une égale licence pour les deux sexes. C'est toujours la

même idée : si l'on veut qu'il y ait égalité, il faut que, moralement au moins, la conception de pudeur soit la même pour la femme et pour l'homme.

Dans une certaine mesure, l'inégalité actuelle influe même sur le développement de la prostitution. Mais, surtout, la femme arrive généralement au mariage avec une situation physique et morale qui la dispose à subir la prépondérance de l'homme, à perdre son individualité. Et l'on peut dire sans trop d'exagération que la notion de pudeur se traduit volontiers à l'égard des deux sexes par une conception presque différente du bien et du mal.

§ 2. — *L'infériorité économique.*

Incontestablement, tout être qui a besoin d'une protection même momentanée, se trouve assujéti; c'est le besoin de protection qui soumet l'homme à la divinité, l'enfant à ses parents, le sexe féminin à l'autre. L'infériorité économique de la femme est donc une cause de son assujettissement. Cette cause provient uniquement de l'éducation, c'est-à-dire de nos préjugés. Comment expliquer en effet que, sauf dans quelques professions de luxe, pour un travail égal, la femme ait toujours un salaire inférieur à celui de l'homme ?

Il faudrait parler aussi de ces odieux salaires de famine qui existent dans un grand nombre de métiers réservés aux femmes. Ne voit-on pas actuellement à

Paris des salaires de 1 fr. 25 par jour et même beaucoup moins. Une femme qui gagne 2 francs doit s'estimer très heureuse (1). On peut dire, il est vrai, que les femmes encombre certaines professions mais c'est qu'un très petit nombre seulement leur sont ouvertes.

Jusqu'au xix^e siècle le salaire moyen des femmes n'atteint pas toujours la moitié du salaire des hommes. Par exemple, en 1538, les vendangeurs des environs de Sens gagnaient par jour 2 sols 1/2 et les vendeuses 1 sol seulement. En 1708, une ordonnance des consuls de Blagnac fixe la journée d'un homme à 6, 8 et 10 sols ; et la journée d'une femme à 3, 4 et 5 sols.

De nos jours, la proportion s'est à peine modifiée à Paris, le salaire moyen est (2),

en 1853, pour un ouvrier de	3 fr. 82	pour une ouvrière	2 fr. 12
en 1871	» 4 fr. 99	»	2 fr. 78
en 1881	» 5 fr. 66	»	2 fr. 95

Ainsi, de 1853 à 1881, le salaire des hommes s'est accru de 48 0/0, celui des femmes seulement de 39 0/0.

Dans les chefs-lieux de département, les femmes gagnent en moyenne 1 fr. 07 par jour en 1853; 1 fr. 48 en 1871 ; 1 fr. 77 en 1881.

Le *Bulletin de l'Office du Travail* donnait en 1893

1. Voir Charles Benoist. *L'Ouvrière de l'aiguille à Paris*.
— D'Haussonville. *Salaires et misères de femmes*.
2. Chevallier. *Les salaires au XIX^e siècle*, page 69.

la statistique suivante pour le département de la Seine :

hommes	6 fr. 15	par jour
—	5 fr. 85	pour 10 heures
—	6 fr. 30	dans les établissements de l'Etat
femmes	3 fr.	par jour
—	3 fr.	pour 10 heures
—	3 fr. 45	dans les établissements de l'Etat

La comparaison peut être faite aussi bien pour une même profession. En France, en 1889 (1) :

dans les filatures :	les hommes ont un salaire quoti-	
	dien de. . .	4 fr. à 4 fr. 50
»	les femmes . .	2 fr. 25 à 2 fr. 50
dans les sucreries :	les hommes. .	4 fr. à 4 fr. 50
»	les femmes. .	2 fr. à 2 fr. 75
dans les filatures de		
	bourre de soie, les hommes. .	2 fr. 25 à 4 fr. 50
»	les femmes. .	1 fr. 40 à 2 fr.

L'inégalité est la même à l'Etranger. A Berlin (1893) (2), dans les Industries chimiques, les hommes gagnent de 1 m. 50 à 5 m. 25 et les femmes de 0 m. 50 à 3 m. — Le salaire moyen est de 2 m. 70 pour les hommes, 1 m. 50 pour les femmes. Au-dessous de 16 ans : 1 m. 30

1. Ed. Fuster. *Rev. féministe*, 1895, t. I.

2. Ed. Fuster. *Rev. féministe*, 1895, t. I.

pour les jeunes gens, 1 m. pour les jeunes filles. A Vienne (1), la situation est plus triste encore.

D'autres exemples seraient inutiles. M. Chevallier résumé ainsi ses observations sur la question : « La femme, son travail fût-il aussi productif que celui de l'homme, ne gagne jamais autant que celui-ci, à moins d'être payée à la tâche ; et, même dans ce cas, y a-t-il encore une différence (2). » L'infériorité économique de la femme est inscrite dans le plus modeste budget familial. Elle est un principe d'assujettissement parce que nous apprécions dans une certaine mesure l'importance sociale d'un individu à la valeur en échange de son activité économique.

Cette infériorité doit être rattachée à l'idée d'éducation. L'éducation en effet, nous accoutume à considérer la femme comme impropre à un grand nombre de fonctions. En lui ôtant la possibilité de désirer utilement ces fonctions, elle lui enlève la faculté de se rendre propre à les exercer.

De là vient tout l'assujettissement de la femme. Jeune, elle est étroitement soumise à la famille. Nos mœurs l'empêchent de chercher une vie indépendante, son infériorité économique lui enlève toute possibilité de la trouver. L'union libre arrive souvent à constituer une famille homogène. Mais, la femme n'a aucun droit vis-

1. Voir *Rev. féministe*, 1896, t. II. *Le travail des femmes à Vienne*, par Mme Kaethe Schirmacher.

2. Chevallier. *Les Salaires au XIX^e siècle*. page 271.

à-vis de l'homme qui peut toujours l'abandonner avec ses enfants. Elle sera donc obligée d'anéantir sa personnalité, parfois de subir les pires excès pour conserver l'appui souvent indispensable de l'homme. — Ce qui se trouve dans l'union libre existe également dans le mariage. Combien de femmes sont dans l'impossibilité de profiter du divorce à cause de leur faiblesse économique !

Aussi, beaucoup de femmes ont peur de l'union libre et du mariage. Elles se réfugient alors dans toutes les formes du célibat. Le célibat, pour l'homme, est le triomphe de l'égoïsme ; pour la femme, c'est le résumé de toutes les oppressions et de toutes les injustices sociales. Dans la vie religieuse par exemple, qui suppose le même renoncement chez les deux sexes, il est à remarquer que les femmes sont bien plus nombreuses. Ainsi, on compte en France 1304 congrégations de femmes et seulement 164 congrégations d'hommes (1).

L'assujettissement économique de la femme a des effets plus désastreux encore que ceux qui résultent de l'oppression individuelle sous toutes ses formes : il augmente la prostitution.

Sans doute, quelques femmes sont des prédestinées du vice et de la névrose. Mais, à côté de celles-là, combien d'autres en arrivent presque fatalement à vendre leur corps pour un morceau de pain après avoir sérieu-

1. Relevé de l'administration des cultes fait en mars 1899
J. des Débats. 22 mars).

sement et noblement lutté pour demeurer honnêtes.

La question économique domine la vie tout entière de la femme. Le mariage, dans les classes inférieures, au point de vue de la durée et de la persistance, tend à se confondre avec l'union libre. Dans les classes supérieures, c'est simplement la juxtaposition de deux patrimoines équivalents. Or, quelle différence essentielle y a-t-il entre le mariage d'argent et la prostitution brutale; entre la femme qui promène le soir sa honte au coin des rues et la jeune fille qui fait un mariage d'argent? Toutes deux succombent sous le poids de leur infériorité économique; et le plus souvent toutes deux sont victimes du milieu ambiant.

Dans le peuple où il n'y a pas de capital, la supériorité de l'homme est plus rare. Souvent même elle disparaît et la mère de famille prend à la maison une part prépondérante. L'homme allant à son travail, elle dispense les ressources du ménage, élève les enfants, fait en somme une foule de choses que nul ne pourrait faire à sa place et qui par là même, échappent à l'appréciation pécuniaire. La différenciation des fonctions peut donc atténuer en partie les conséquences de l'infériorité économique des femmes. Nous reviendrons sur ce point qui est aujourd'hui toute la question féministe.

Avant de l'examiner, il semble utile de considérer, dans notre pays au moins, la genèse des idées sur la condition et le rôle social des femmes.

DEUXIÈME PARTIE

LE FÉMINISME EN FRANCE

CHAPITRE I

Avant la Révolution.

Le vieux droit français procédait des coutumes barbares et du droit romain. Sur le territoire de l'ancienne Gaule, bien que soumise au *mundium* du père de famille, la femme jouit d'une indépendance relative. Elle prend part aux affaires publiques et privées et même exerce des commandements militaires. Tacite dit, en parlant des Bretons : « *neque enim sexum in imperiis discernunt* (1) » Nous savons que la femme jouissait d'une sorte de prestige particulier pour les choses religieuses. Certaines légendes, comme celle

1. *Vie d'Agricola* XVI.

qui a trait à la fondation de Marseille, nous montrent l'indépendance avec laquelle elle contractait mariage.

Quant au droit romain, dans son dernier état, il était peu rigoureux, le mariage solennel a presque disparu, « et le mariage informel, l'*usus*, devient la règle générale. En même temps, la simple cohabitation revêt une importance juridique qui lui manquait auparavant (1). »

La législation canonique s'inspira tout d'abord du droit romain. Elle admit que le mariage serait valable, même comme sacrement, par le seul échange des volontés des parties. La bénédiction nuptiale fut considérée seulement comme « un pieux usage (2). »

Mais, dans les mœurs plus ou moins faciles des populations belliqueuses, l'Eglise voulait introduire une conception sévère de la Monogamie. Pour faire respecter le mariage, elle fut amenée à imposer l'idée rigoureuse de sacrement. On puisa dans le droit romain classique un idéal autoritaire de la famille. Enfin et surtout, le misogynisme religieux, voyant dans la femme la cause de l'immoralité qu'il voulait poursuivre, s'inspira des textes les plus barbares de l'ancien testament. On en vint à interdire le mariage aux prêtres et aux moines et à proclamer l'indignité de la femme. Nous en avons vu plus haut quelques exemples.

1. Kovalewsky. *Tableau des origines et de l'évolution de la famille et de la propriété*, p. 139.

2. *id.* p. 140.

Par un progrès naturel, la féodalité commence à admettre le droit des femmes dans la succession des fiefs vers le ^{xii}^e siècle, au moment même où la morale canonique pèse lourdement sur elles. — Guillaume IV de Toulouse meurt en 1.091, laissant une fille Philippine : ce fut Raymond, frère de Guillaume, qui succéda au comté de Toulouse. C'est, suivant M. Laferrière, le dernier exemple du privilège de masculinité dans l'histoire des fiefs français. En 1110, Erenburge, unique héritière du comte du Maine apporte ce comté au comte d'Anjou. En 1137, Eléonore d'Aquitaine apporte au roi Louis VII: le Poitou, la Saintonge et la Guyenne qui constituaient l'héritage de son père. On admettait alors sans réserve que « si le meilleur sexe manque, il est accordé aux femmes de succéder et d'administrer l'hérédité ». Et la loi réelle des fiefs avait tant d'empire sur la condition du possesseur qu'on fit abstraction du sexe pour l'exercice de la justice, au moins jusqu'au ^{xiv}^e siècle (1).

Quant aux femmes serves, si l'on en croit une foule de documents, et même en tenant compte des exagérations, elles avaient à peu près le rôle de bêtes de somme dans la société. Le maître avait sur elles des droits illimités.

Sans compter les catégories intermédiaires, le misogynisme religieux prétendait soumettre deux sor-

1. Laferrière, *Hist. du Droit Français*, t. IV.

tes de femmes : celles qui étaient puissantes et celles qui n'étaient rien. La conception canoniste du mariage suppose la supériorité absolue de l'homme. Ainsi le mariage pouvait résulter de *sponsalia de futuro* suivies de *copula carnalis*. Si le fiancé affirme que la *copula* est intervenue et que la fiancée nie, celui-là est cru sur sa parole parce qu'il est *dignior persona* et *caput mulieris*. La femme peut seulement demander une visite corporelle pour établir sa virginité. Les canonistes admettaient le droit de correction pour le mari, si ce droit était exercé avec modération (1).

Mais, il y avait autre chose de bien plus extraordinaire : on admettait la conciliation du vœu de continence avec le mariage. Grégoire de Tours cite l'exemple d'Injuriosus et de Scholastique, deux jeunes mariés qui, durant la première nuit de noces, prennent la résolution de conserver leur innocence.

Les sentiments d'humanité et de civilisation s'étaient longtemps réfugiés dans les couvents ; ils en sortirent mêlés de préjugés qui partagèrent leur fortune. Dans leur sombre mépris contre la chair, les moines employaient « un jeûne exterminateur, des veilles excessives, des saignées fréquentes » (2). Beaucoup mâchaient naïvement du camphre ou du nénuphar et quelques-uns allaient jusqu'à se mutiler atrocement (3).

1. Esmein. *Le mariage en droit canonique*.

2. Michelet. *Le Prêtre, la femme et la famille*.

3. De Lignac. *L'Homme et la femme* (1773).

Le culte de la vierge même, ce culte, dit Renan, « qui a satisfait le besoin d'aimer de dix siècles d'ascètes », fut compris comme une injure à la nature humaine et spécialement à la femme.

Pourtant, il y avait des illogismes. Alors que les conciles tonnaient contre la perversité des hommes et les faiblesses de la chair, quelques églises et monastères percevaient le revenu des maisons de tolérance (1). On affirme aussi que certains ecclésiastiques revendiquèrent en justice le fameux droit du seigneur, « *jus primæ noctis* ». « Les chanoines de la cathédrale de Lyon prétendaient, dit-on, qu'ils avaient le droit de coucher la première nuit de noces avec les épousées de leurs serfs ou hommes de corps (2). »

Le Moyen-Age est une époque de contrastes. Jamais on ne vit tant de viols et d'attentats; et jamais peut-être on ne raffina si gaîment sur l'amour et la galanterie. Mais, il est à remarquer que, dans la littérature, comme dans les mœurs, l'amour n'a aucun rapport avec le mariage. Le mariage n'en est pas plus le principe que le but. La jurisprudence des Cours d'amour ne laisse aucun doute sur ce point. Ainsi, la Comtesse de Champagne décide que « l'amour ne saurait étendre son empire sur les époux, comme il le fait

1. Desplanches. *Les Infâmes dans l'ancien droit Roussillonnais*.

2. De Lignac. *L'homme et la femme*.

sur les amants ». — Ermengarde de Narbonne juge ainsi : « La survenance du lien matrimonial n'annule en aucune façon les droits de l'amant, etc... (1) »

Le peu de goût qu'on avait en général pour les choses de l'esprit permettait aux femmes d'acquérir une instruction très développée. Beaucoup dirigèrent des écoles ; d'autres furent « médiennes ou mires-ses », elles exerçaient volontiers la chirurgie. Il y eut des « ventrières » fort savantes qui faisaient les accouchements à l'exclusion des hommes et les matrones jurées de Paris étaient encore célèbres au xvi^e siècle.

Les romans de chevalerie et les Cours d'Amour avaient légué à notre littérature une conception idéale de la femme. L'opinion des canonistes et les mésaventures personnelles entretenirent le mouvement satirique. Il serait trop long d'insister sur les productions de ce genre. « Nos vieux poètes maudissant les femmes, dit Meray, ont tout l'air de joueurs maudissant les dés » (2).

Les femmes avaient leurs partisans. Elles savaient

1. On a contesté l'existence même des Cours d'amour. Voir Meray. *La Vie au temps des Cours d'amour*. — La même idée se trouve exprimée dans une lettre de Montaigne à sa femme : « Ma femme, vous entendez bien que ce n'est pas le tour d'un galand homme, aux reigles de ce temps icy, de vous courtoiser et caresser encores. Car ils disent qu'un habile homme peult bien prendre femme, mais que de l'es-pouser c'est à faire à un sot... »

2. *La vie au temps des Cours d'Amour*. pg.353.a

même se défendre seules. Jean de Meung qui, dans le *Roman de la Rose*, les insulte grossièrement échappa seulement par miracle à la correction vengeresse que lui réservaient les dames de la Cour (1).

Ce qui est intéressant à cette époque, ce sont les arguments employés par les défenseurs du sexe féminin. Ils se placent invariablement sur le terrain religieux et invoquent trois arguments principaux : 1° la femme a été créée dans le Paradis Terrestre « et l'hôte hors d'iceluy, ceste seule perfection surpasse toutes celles que pourrait avoir l'hôte et est plus que suffisante pour clorre la bouche à tous les médisans et détracteurs du sexe féminin (2) ». — 2° la femme est formée d'une matière ordonnée. L'homme « advoura qu'il est créé de fange et d'ordure et que la femme est tirée non seulement d'un ouvrage préparé mais accompli ; d'une matière tranquile et bien ordonnée ayant toutes les qualitez deues à une parfaite création »... (3) — 3° la fem-

1. Voir la Préface du *Roman de la Rose*, édition Fournier et Didot.

2. *De la bonté et mauvaiseté des femmes*, par Jean de Marconville, gentilhomme percheron (1564). pag. 8. — Même idée dans le *Paradoxe apologique* de Pont-Aymery, pag. 155.

3. *Paradoxe apologique où il est fidèlement démontré que la Femme est beaucoup plus parfaite que l'homme en toute action de vertu*, par Alexandre de Pont-Aymery, seigneur de Focherau, pag. 153.

me s'est bien mieux conduite que l'homme pendant la vie et la mort du Christ (1).

Chose singulière, dans la polémique engagée autour de la femme, surtout du côté des défenseurs, on semble faire abstraction du Mariage. Le mariage donne pourtant lieu à de curieuses appréciations.

François de Rosset a écrit un petit ouvrage qui a pour titre : « *les Quinze joyes de mariage ou la nasse* », Les gens mariés sont comme des poissons autour d'une nasse ; « ils voyent les autres mariez dans la nasse, faisant semblant de noïer et soy esbanoyer », et finissent par entrer dedans. Alors, il supportent les quinze joies qui, suivant l'opinion de l'auteur, sont « les plus grands tourments, douleurs, tristesse et malheuretez qui soient en la terre ». « Il semble que les femmes soient le pire de ce qui s'est empiré depuis son premier être ». Malgre celà, on fait bien de se marier pource que nous ne sommes en ce monde que pour faire pénitence, souffrir afflictions et matter la chair afin d'avoir Paradis ».

Un auteur anonyme a laissé un petit ouvrage intitulé : *De l'heur et malheur de mariage, ensemble des loïs connubiales de Plutarque traduites en François* 1564. Il y traite « des comoditez et incomoditez, délices et espines de mariage ». « Quant le mariage est bien accôpli de toutes ses parties, et qu'il n'y a fer qui lo-

1. De la bonté, etc.

che, ce n'est que miel, ce ne sont que côfitures et délices ». Mais on ne doit point rechercher les mariages d'argent. Et, afin d'éviter la jalousie, l'adultère et le divorce, « on doit bien faire élection des femmes, car plusieurs d'entre elles sont intolérables », comme l'impudique, « la superbe et outrecuidée, l'opiniâtre, la négligente, la prodigue, celle qui est caquetteuse et pleine de babil ».

C'est dans la conception du mariage surtout que s'est réalisé l'assujettissement de la femme. Le mariage l'émancipait en ce sens qu'il la soustrayait à l'autorité paternelle, mais une autorité absolument identique était donnée au mari (1). Il y avait quelques exceptions. Le pays Basque reconnaissait l'égalité des sexes, et même parfois la suprématie de la femme. Les filles héritières qui épousaient un cadet lui donnaient leur nom et prenaient une situation prépondérante dans l'administration des biens (2). C'est que, de bonne heure, la femme ne fut pas regardée comme inférieure, par suite de sa constitution physique, ou de son état mental, mais à cause de l'état de mariage. Les veuves ou filles adultes jouissaient de leur fief, recevaient hommage et souvent prenaient part à l'élection des députés (3).

Malgré cela, quelques jurisconsultes voulurent éta-

1. Poitou, Auxerre, Tours, Melun, Paris, Bretagne, etc.

2. Barèges.

3. Touraine et Anjou au xiv^e siècle, d'après Letourneau.

blir l'infériorité naturelle de la femme. Prenant les injures pour des raisons, Tiraqueau va jusqu'à l'appeler « une beste haineuse et nourissante de mauvaïseté ». Plus tard, à la fin du ^{xvii}^e siècle, Bruneau (1) estime très sérieusement que le témoignage de trois femmes ne vaut pas plus que celui des deux hommes.

Suivant la grande majorité des coutumes, le mari administrait les biens de sa femme : il en disposait même d'une façon plus ou moins absolue. On lui reconnaissait aussi le pouvoir de la forcer à réintégrer le domicile conjugal.

Mais le droit le plus humiliant pour la femme était le droit de correction. Une vieille coutume bretonne dit que le mari doit réparer civilement les délits commis par sa femme, « *quia maritus retinere et castigare debet* ». Et Coquille écrivait : « pauvre homme est roi dans sa maison ».

D'ordinaire, le père de famille a le droit de battre tous ceux qui sont « en sa mesgnie », Quelquefois, les cas de correction sont limitativement déterminés. La coutume de Beauvoisis (2) par exemple, s'exprime ainsi : « Par plusors cas poent li home estre escusé « des griès qu'il font à lor femes, ne s'en doit le justice « entremestre ; car illoist bien à l'omme batre se feme « sans mort et sans mehaing, quant elle le meffet ; si « comme quant ele est en voie de fere folie de son

1. *Observations criminelles*, I, VIII, 40.

2. Beaumanoir, LVII, 6.

« cors, ou quant elle dèment son baron ou maudist, ou
« quant ele ne veut pas obéir à ses resnables comman-
« demens... » Puis, en dehors de ces cas, si la femme
a d'autres vices, « et neporquant, selonc le visse, li
mari le doit castier et repenre selonc toutes les ma-
nières qu'il verra que bon sera por li oster de tel
visse, excepté mort ou mehaing ».

Toutes les coutumes permettent au mari qui surprend sa femme en flagrant délit d'adultère de la tuer et de tuer aussi le complice. L'ancienne coutume de Berry va même plus loin : le mari peut se faire aider de son fils (1). « Si un homme marié trouvait autre chevauchant sa femme, ledit mari peut eux deux... tuer... Et encore, si ledit mari n'est assez fort et il ait doute que le malfaiteur eut l'au-dessus de lui, en cette manière il peut mener son fils avec lui pour l'ayder... mais que ledit fils ne jette pas main à la mère, mais seulement aide à son père à survaincre son ennemi ».

Il est inutile d'insister sur les documents de ce genre. Dans le cours ordinaire de la vie, les mœurs n'étaient pas si rigoureuses qu'on pourrait le croire. La littérature du temps en est une preuve. Nous savons combien licencieuse fut par exemple la France des Valois. Aux Etats généraux de 1589, Etienne Bernard, député du Tiers déplore amèrement les adultères « dont on se fait un jeu. » Le mot courtisane qui

1. Cité par Laboulaye.

avait servi d'abord à désigner les dames de la cour prend bientôt une acception peu flatteuse pour les mœurs de la haute société.

Nul ne songe à discuter le rôle social de la femme. Nous avons trouvé deux ou trois écrits qui leur sont favorables, on en pourrait citer quelques autres, mais tout cela ne sort pas de la galanterie banale. Les grands esprits qui se sont succédé en France depuis le Moyen-âge jusqu'à la Révolution ont tous méconnu ou méprisé la femme.

..

Bodin ne veut pas que l'autorité du mari aille jusqu'à l'esclavage, mais il condamne résolument toute atteinte portée contre cette autorité. « Il n'y a jamais eu loy ny coustume qui ayt exempté la femme de l'obéissance, et non-seulement de l'obéissance, ains aussi de la reverence qu'elle doit au mari... Celles qui prennent si grand plaisir à commander aux maris efféminés, ressemblent à ceux qui aiment mieux guider les aveugles que de suivre les sages et les clairvoyants(1). »

Même les stipulations qui, dans le mariage, ont pour but de soustraire une partie des biens de la femme à l'autorité du mari « sont contraires au droit divin et humain et à l'honnesteté publique, et sont de nul effect

1. Bodin. *République.*, éd. 1583, page 37.

2. id. page 29.

et valeur, de sorte mesmes que les serments n'y peuvent obliger les maris. »

..

Montaigne est aussi très dur pour les femmes. De bonnes, « il n'en est pas à douzaines, comme chacun sçait et notamment aux devoirs du mariage (1) ». Le mariage, « c'est un marché qui n'a que l'entrée libre (2) » ; et le meilleur serait celui d'une femme aveugle avec un mari sourd (3).

Les femmes ne sont occupées que de leur beauté : « J'en ay veu engloutir du sable, de la cendre et se travailler à poinct nommé de ruiner leur estomach pour acquérir les pasles couleurs (4) »...

Leur esprit est faible ; « cest appetit desreglé et goust malade qu'elles ont au temps de leur groisses, elles l'ont en l'âme en tout temps » (5). Montaigne les croit incapables d'une affection sérieuse (6) ; même l'amour maternel « a les racines bien faibles, et il faut peu d'argent pour décider une femme à abandonner ses enfants pour allaiter ceux des autres » (7).

Quant aux femmes qui ont la « maistrise sur les

1. *Essais*, II, 35.

2. *Essais*, I, 27.

3. *Essais*, III, 5.

4. *Essais*, I, 40.

5. *Essais*, II, 3.

6. *Essais*, I, 27.

7. *Essais*, II, 8.

hommes », c'est généralement pour le châtiment de ceux ci (1). Nous devons éviter même de leur laisser régler nos successions et de leur confier les enfants hors l'extrême jeunesse.

Pour l'instruction qui convient aux femmes, on ne saurait être plus méprisant. « Il leur fasche nous céder en quoy que ce soit » ; puisqu'elles veulent « avoir part aux livres, la poésie est un amusement propre à leur besoin ; c'est un art folastre et subtil, desguisé, parlier, tout en plaisir, tout en montre comme elles » (2).

..

Dans ce mépris universel des femmes, qu'il partage avec Rabelais, (3) et tous les écrivains de son temps. Montaigne fait une exception : il met à part sa fille adoptive Marie de Gournay (4). Celle-ci entreprit courageusement la défense de son sexe en faisant simplement appel au bon sens.

1. *Essais*, II, 8.

2. *Essais*, III, 3.

3. Voir Rabelais par exemple : Liv. III, ch. 30 « Comment Hippothadée, théologien, donne conseil à Panurge sus l'entreprise de mariage ». — Ch. 32, Les appréciations de Rondibilis. — Ch. 35.

4. Sur Mlle de Gournay ; *Essais*, II, 17. Elle a laissé divers écrits réunis en 1627 sous ce titre « *l'Ombre de la Damoiselle de Gournay* ». Voir surtout : « *Egalité des hommes et des femmes* », et « *Griefs des Dames* ». — Avant elle, au commencement du 15^e siècle, Christine de Pisan avait soutenu un peu

Elle avait appris de Montaigne que « l'usage nous desrobe le vray visage des choses », et savait faire abstraction des préjugés. — Quelques personnes, pour défendre les femmes, les mettent au-dessus des hommes, « Moy qui fuyz toutes extremitez, dit Mlle de Gournay, je me contente de les esgaler aux hommes, la nature s'opposant... autant à la supériorité qu'à l'infériorité ».

Et pourtant, on cherche à établir l'infériorité des femmes. Il y a même des hommes qui ne croient pas devoir répondre à l'argument d'une femme : c'est « monstrier leur bestise inconsidérée ». Les hommes qui méprisent les femmes sont toujours ceux à qui les femmes voudraient le moins ressembler.

Marie de Gournay proteste énergiquement contre l'assujettissement de « ce sexe qu'on interdit de tous les biens, l'interdisant de la liberté... qu'on interdit encore à peu près de toutes les vertus, lui soustrayant le pouvoir, en la modération duquel la plupart d'elles se forment ; afin de lui constituer pour seule félicité, pour vertus souveraines et seules, ignorer, faire le sot et servir. »

On dit : les femmes sont inférieures, « elles arrivent moins souvent que les hommes aux degrez d'excel-

mollement la cause des femmes. Elle se plaint surtout de ce que les mauvais chevaliers emploient des stratagèmes pour tromper les dames. Voir l'« *Epistre au dieu d'amour* » ; « *Le dit de la rose* », et aussi la « *Cité des Dames* ».

lence » ; mais, avec la vie qu'on leur impose, « c'est merveille encore qu'elles ne fassent pire ».

« L'animal humain n'est homme ny femme.... les sexes estans faicts, non... pour constituer une différence d'espèces, mais pour la seule propagation ». C'est ainsi que « Jésus-Christ est appelé fils de l'homme, bien qu'il ne le soit que de la femme ». Et, s'il est vrai que l'Écriture ait voulu « déclarer le mary chef de la femme », c'est seulement pour les commodités domestiques. « La plus grande sottise que l'homme peut faire, c'est de prendre celà pour passedroit de dignité. »

∴

Au xvii^e siècle, les femmes ont une certaine influence. Vers le commencement du règne de Louis XIV, on les voit organiser la Fronde, comme elles avaient organisé la Ligue à la fin du xvi^e siècle. Ensuite, dans le grand calme du despotisme royal, c'est l'essor admirable de la littérature et des arts. Si l'on excepte un ou deux noms, les femmes ont un rôle très secondaire ; mais elles règnent dans les salons, c'est-à-dire qu'elles dirigent un peu la société tout entière. Les Précieuses mêmes, avant d'être ridicules avaient grandement contribué à la perfection de la langue et à l'adoucissement des mœurs.

Souvent dût pour le sexe qui lui avait donné les Béjart, Molière pose la question de l'éducation des femmes, dans les *Femmes savantes*. On sait qu'il la

résoud bien timidement. Boileau a commis une satire que son état physiologique explique sans l'excuser. C'est, je crois si l'on cite encore Fénelon tout ce qui, au xvii^e siècle, intéresse directement la question des femmes.

..

Le succès des pièces de Molière fit encore exagérer ses théories. On ne songea même point à s'assurer qu'une femme aurait des clartés de tout. Fénelon, dans son livre sur l'Education des Filles, en est réduit à conseiller aux mères : « Apprenez à une fille à lire et à écrire correctement... il faudrait qu'elle sût la grammaire... Elles devraient aussi savoir les quatre règles de l'arithmétique... »

« Leur corps aussi bien que leur esprit est moins fort et moins robuste que celui des hommes ». De cette faiblesse naturelle que résulte-t-il ? « Plus elles sont faibles, plus il est important de les fortifier ».

« Les femmes ne doivent ni gouverner l'état, ni faire la guerre, ni entrer dans le ministère des choses sacrées ». Elles peuvent se passer de certaines connaissances étendues et spéciales.

Le rôle social des femmes consiste à élever les enfants et à conseiller les hommes. « Le monde n'est point un fantôme ; c'est l'assemblage de toutes les familles : et qui est-ce qui peut les policer avec un soin plus exact que les femmes, qui, outre leur autorité

naturelle et leur assiduité dans leurs maisons, ont encore l'avantage d'être nées soigneuses, attentives au détail, industrieuses, insinuantes et persuasives ».

L'éducation des femmes est aussi importante que celle des hommes; elle l'est même plus « puisque les désordres des hommes viennent souvent et de la mauvaise éducation qu'ils ont reçue de leurs mères, et des passions que d'autres femmes leur ont inspirées ».

L'infériorité féminine vient, suivant Fénelon, de la paresse et de l'oisiveté qui, jointes à l'ignorance, font naître une sensibilité pernicieuse, et « une inapplication qui se tourne en habitude incurable ». C'est l'éducation qui fait tout le mal, c'est à l'éducation de le réparer.

∴

L'une des manifestations de l'esprit philosophique au XVIII^e siècle consiste dans l'élaboration de cités idéales où doit régner la justice absolue. Ce genre de littérature remonte à Platon; il avait déjà donné lieu à l'Utopie de Thomas Morus, à la Cité du Soleil de Campanella et à bien d'autres chimères.

On ne préconise pas l'émancipation de la femme, mais de l'être humain sans distinction de sexe. L'idéal doit consister à suivre l'impulsion de la nature, c'est-à-dire des sens. Ces œuvres n'offrent guère d'autre intérêt que leur allure souvent paradoxale.

Diderot, par la bouche du taïtien Oron (1), fait la

1. Diderot. *Supplément au voyage de Bougainville*.

morale à un missionnaire. « Le bon plaisir seul doit régler l'union des sexes, dit Oron. On se prend et on se quitte librement. La reproduction est un acte de vertu. Quand les unions se dissolvent, on partage les enfants qui sont nés pendant la cohabitation. Chacun garde ceux qu'il avait auparavant... Toutes les unions sont libres, même entre frères et sœurs et les incestes (1)... ».

Sous le titre de « Code de la Nature », parut, sans nom d'auteur, en 1755, le plan laborieux d'une constitution idéale « qui assurerait le bonheur et la vertu du genre humain ». Le mariage y est obligatoire à l'âge nubile ; on peut divorcer au bout de dix ans et se remarier une fois ; le célibat n'est autorisé qu'à partir de quarante ans.

Tiphaigne de la Roche, dans son « *Histoire des Galiléens* », revient à l'idéal platonicien : « On ne dira jamais : cette femme est à moi ; car chaque femme sera l'épouse de tous les citoyens, chaque citoyen sera l'époux de toutes les femmes. » — Tissot de Patot admet la polygamie. — Raitif de la Bretonne préconise le mariage par autorité. On désignera au mois d'août ceux qui doivent se marier dans l'année. « Les femmes sont communes en ce sens qu'elle ne passent pas toute leur vie avec le même homme. » — Le curé

1. Le résultat est bien dans la manière de Diderot. L'aumônier est si bien persuadé que, moyennant une somme d'argent, il s'unit à la femme et aux trois filles d'Oron.

Meslier repousse la distinction des familles, comme celle des biens ; il croit que l'indissolubilité du mariage est un grand vice. — Pour d'Argenson, le mariage est une affaire d'intérêt contraire à la loi naturelle ; il faut le tolérer, tout en cherchant mieux. — Morelly, dans sa *Basiliade*, dépeint la cité idéale et s'écrie : « l'amour est libre et public, sans qu'une vaine pudeur en voile les transports ».

∴

On a quelquefois regardé Bernardin de Saint-Pierre comme un précurseur du féminisme au ^{xviii}e siècle. Il fut, dit Proudhon, « livré à l'esprit femelle, stérile et rétrograde ». C'est certainement exagéré. Bernardin de Saint-Pierre trouve que le rôle social de la femme est considérable, mais passe inaperçu. « Il n'y a peut-être point de pays, dit-il, où les femmes soient aussi maltraitées par les lois qu'en France, et il n'y en a point où elles aient plus de pouvoir... (1) ». Son idéal est d'ordre tout sentimental : « l'homme sans la femme et la femme sans l'homme sont des êtres imparfaits dans l'ordre naturel (2) ». Mais il admet « cette différence morale de l'homme à la femme que l'homme se doit à la patrie, et la femme au bonheur d'un seul homme (3) ». Une telle conception du mariage, même idéalisée, ne méritait point les colères de Proudhon.

1. *Etudes sur la nature*, éd. Firmin-Didot, p. 83.

2. Id., p. 197.

3. Id., p. 530.

Seul au XVIII^e siècle, J.-J. Rousseau paraît s'être occupé nettement du rôle social de la femme. Il repousse le communisme platonicien qui, nous venons de le constater, avait alors une certaine faveur. Platon, dit-il, « ayant ôté de son gouvernement les familles particulières, et ne sachant plus que faire des femmes, se vit forcé de les faire hommes ».

Or, les sociétés modernes n'ont pas fait beaucoup mieux. « Dans la confusion des sexes qui règne entre nous, c'est presque un prodige d'être du sien ». Et Jean-Jacques repousse même « cette promiscuité civile qui confond partout les deux sexes dans les mêmes emplois, et ne peut manquer d'engendrer les plus intolérables abus », d'amener « la subversion des plus doux sentiments ».

Quel sera le rôle de l'homme et celui de la femme ? Le criterium est bien confus. En tout ce qui ne tient pas au sexe, l'homme et la femme sont égaux ; pour tout le reste, ils sont différents. Mais, comment déterminer ce qui tient au sexe ? surtout si l'on constate que certaines différences générales proviennent du sexe « par des liaisons que nous sommes hors d'état d'apercevoir ».

Rousseau paraît admettre nettement l'infériorité sociale de la femme. « La femme est faite spécialement pour plaire à l'homme. Si l'homme doit lui plaire à son tour, c'est d'une nécessité moins directe ; son mérite est dans sa puissance, il plaît par cela seul qu'il est fort ». Sophie est élevée pour Emile. Quelques jours

après leur mariage, le gouverneur idéal de Jean-Jacques s'exprime ainsi : « O Sophie..., en devenant votre époux, Emile est devenu votre chef ; c'est à vous d'obéir, ainsi l'a voulu la nature ». Et il ajoute : « Quand la femme ressemble à Sophie, il est pourtant bon que l'homme soit conduit par elle ; c'est encore une loi de la nature ; et c'est pour vous rendre autant d'autorité sur son cœur que son sexe lui en donne sur votre personne, que je vous ai fait l'arbitre de ses plaisirs ».

Rousseau, dont on connaît les opinions sur l'allaitement des enfants, admet en somme la spécialisation de la femme dans la famille, c'est-à-dire son infériorité sociale. A titre de compensation, il imagine une sorte de cœte mal taillée et l'impose d'autorité par l'organe de son extraordinaire gouverneur.

Les dissertations de J.-J. Rousseau ne prouvent guère qu'une chose, c'est l'impossibilité où l'on est d'établir pour l'homme et la femme une sphère particulière de capacités ou d'attributions. Cette impossibilité paraît être la meilleure preuve qu'il n'y a point entre les deux sexes d'autres différences sociales que celles qui viennent du milieu et des circonstances.

CHAPITRE II

La Révolution.

A la veille de la Révolution, l'infériorité sociale de la femme n'est pas un sujet de discussion. Tout au plus rencontre-t-on quelques polémiques, quelques romans à thèse sur la condition de la fille-mère ou de la femme adultère. Comme le remarque M. Aulard (1), le féminisme ne fut, au XVIII^e siècle l'objet ni de discussions, ni même de préoccupations. Cela est d'autant plus singulier que des femmes d'une haute intelligence semblaient alors diriger le mouvement intellectuel, et que ce mouvement semblait résolument dirigé contre toutes les conceptions sociales du passé.

Avant d'examiner le féminisme révolutionnaire on peut mentionner un ouvrage de Boissel, « *le Catéchisme du genre humain* » qui parut en 1789. L'auteur attaque le mariage. On s'est partagé les femmes comme les terres, « d'une manière aussi antinaturelle ». Il

1. *Revue Bleue*, 19 mars 1898.

eût été difficile aux hommes de trouver mieux que ces deux propriétés « pour se dégrader et s'entr'égorges les uns les autres ». Les puissants inventèrent ensuite la religion pour sanctionner par elle les abus dont ils jouissaient. Sur ces fondements s'est élevée la société moderne qui en a développé tous les vices.

§ 1. — Condorcet.

Au commencement de la Révolution, le principe des revendications féministes fut exposé par Condorcet d'une façon si complète que, sur ce sujet, rien de nouveau ne semble avoir été dit depuis.

M. Taine a cru devoir porter sur lui un jugement dont l'agréable sonorité n'exclut pas l'injustice. Il l'appelle « le plus chimérique des esprits faux » (1). Si l'œuvre de Condorcet mérite peu ce reproche, c'est surtout l'orsqu'il apprécie la condition sociale de la femme. Sur les douze gros volumes que comprennent ses ouvrages, il n'y a pas plus de six pages consacrées à ce sujet ; et encore, sont-elles éparses dans plusieurs écrits. Les opinions de Condorcet sur l'égalité des sexes se trouvent exprimées dans ses « *Lettres d'un bourgeois de Newhaven à un citoyen de Virginie sur l'inutilité de partager le pouvoir législatif entre plusieurs corps* » (1787), dans « *l'Essai sur la constitution et les fonc-*

1. Taine, *Origines de la France contemporaine*, t. II pag. 97.

tions des assemblée provinciales » (1788), enfin, dans un très court mémoire « *Sur l'admission des femmes au droit de cité* » (1790).

Condorcet aurait eu le mérite de mettre sa conduite en rapport avec ses opinions. Il fit un mariage d'amour et oublia dans le contrat ses intérêts pécuniaires. On dit qu'une fois marié, s'étant aperçu que sa femme préférerait un autre homme, il respecta cette préférence et tenta seulement d'inspirer lui-même une affection plus grande, ce qui arriva d'ailleurs. « Deux ans entiers, dit Michelet, M. et Mme de Condorcet vécurent comme deux esprits. »

Quoi qu'il en soit, on peut trouver chez Condorcet un exposé très complet des motifs qui militent en faveur de l'égalité des sexes. Par la plume du bourgeois de Newhaven, il s'excuse d'insister longuement sur ce point. « Mais, dit-il, songez qu'il s'agit des « droits de la moitié du genre humain, droits oubliés « par tous les législateurs; qu'il n'est pas inutile, même « pour la liberté des hommes, d'indiquer le moyen de « détruire la seule objection qu'on puisse faire aux « Républiques, et de marquer entre elles et les Etats « non libres une différence réelle... »

L'habitude nous aveugle toujours ; elle familiarise les législateurs et les philosophes mêmes avec la violation des droits naturels. En est-il « une plus forte preuve » que la condition des femmes. Pour que leur exclusion des droits civils et politiques ne soit pas un acte de

tyrannie, « il faudrait, ou prouver que les droits naturels des femmes ne sont pas absolument les mêmes que ceux des hommes, ou montrer qu'elles ne sont pas capables de les exercer ».

Sur le premier point, Condorcet insiste peu : « Ou aucun individu de l'espèce humaine n'a de véritables droits, ou tous ont les mêmes ». Et le bourgeois de Newhaven écrit : « N'est-ce pas en qualité d'êtres sensibles, capables de raison, ayant des idées morales, que les hommes ont des droits ? Les femmes doivent avoir absolument les mêmes, et cependant, jamais, dans aucune constitution appelée libre, les femmes n'ont exercé le droit de citoyens ».

Quelle est la raison de cette inégalité de traitement ? Les hommes, dit-on, sont supérieurs aux femmes dans les lettres, les sciences, les arts, la politique. Quelques-uns le sont en vérité ; pourtant, la grande majorité des hommes, ayant tous les droits, n'est supérieure en rien. Les femmes ne sont pas inférieures à ces hommes-là. Si elles nous paraissent inférieures aux autres, (aux hommes supérieurs) c'est à cause de « l'espèce de contrainte où les opinions relatives aux mœurs tiennent l'âme et l'esprit des femmes presque dès l'enfance », à cause en somme de l'instruction et de l'éducation que nous leur donnons.

Quelques-unes ont reçu « une éducation soignée et suivie », comme celle des hommes ; elles en ont aussi bien profité. M^{es} Macaulay aurait pu siéger à la Cham-

bre des Communes, tout aussi bien que Pitt ; M^{lle} de Gournay n'eût pas été déplacée aux Etats de 1614 ; la princesse les Ursins valait bien Charmillard, etc.

Les petitesesses, les défauts des femmes, même lorsqu'elles se trouvent au pouvoir, ne sont pas plus graves que ceux des hommes. « Les amants de quelques « impératrices ont-ils exercé une influence plus dangereuse que celle des maîtresses de Louis XIV, Louis « XV ou même Henri IV ».

Mais, on trouve une foule de prétextes pour enlever aux femmes la jouissance de leurs droits naturels.

Leur tempéramment. — « C'est entre elles et les hommes la seule différence qui ne soit pas l'ouvrage de l'éducation ». Mais « pourquoi des êtres exposés à des grossesses et à des indispositions passagères ne pourraient-ils exercer des droits dont on n'a jamais imaginé de priver les gens qui ont la goutte tous les hivers et qui s'enrhument aisément ».

Autre objection. — Les femmes « ne sont pas conduites par la raison ». — C'est, suivant Condorcet, qu'elles ont une raison à elles différente de celles des hommes. « Leurs intérêts n'étant pas les mêmes, par la faute des lois, les mêmes choses n'ayant point pour elles la même importance que pour nous, elles peuvent, sans manquer à la raison, se déterminer par d'autres principes et tendre à un but différent. Il est aussi raisonnable à une femme de s'occuper des agré-

ments de sa figure, qu'il l'était à Démosthène de soigner sa voix ou ses gestes ».

On a dit encore que les femmes « meilleures, plus douces, plus sensibles que les hommes, moins égoïstes et moins dures de cœur, n'avaient pas le sentiment de la justice, qu'elles obéissaient plutôt au sentiment qu'à la conscience ». — C'est vrai, dit Condorcet, mais cela vient de l'éducation.

« Il est donc injuste d'alléguer, pour continuer de refuser aux femmes la jouissance de leurs droits naturels, des motifs qui n'ont une sorte de réalité que parce qu'elles ne jouissent pas de ces droits ». — Les gens du peuple se trouvent obligés de travailler sans relâche : leur situation est la même, ils n'ont pas le temps d'acquérir une notion exacte des choses.

On allègue encore « la dépendance où sont les femmes de leurs maris ». — Cela ne vaut pas la peine d'être examiné. « Jamais une injustice ne peut être un motif d'en commettre une autre ».

Quant à ceux qui regardent comme absurde l'égalité des sexes et qui disent : ne serait-il pas ridicule de voir une femme commander l'armée ou présider le tribunal, Condorcet leur répond que, si cela est vraiment ridicule, il est inutile de le défendre ; de même qu'on ne défend pas de prendre un secrétaire aveugle ou de faire paver son champ avant de l'ensemencer (??).

Suivant Condorcet, l'égalité des sexes ne donne lieu

qu'à deux objections sérieuses : 1° les femmes prendraient une certaine influence sur les hommes ; 2° elles oublieraient les soins que la nature semble leur avoir réservés. D'abord, ce sont là deux raisons d'utilité qui ne peuvent contrebalancer un véritable droit ; puis, sont-ce même des motifs ?

1° L'influence que les femmes pourraient prendre sur les hommes. — C'est maintenant qu'elle est vraiment dangereuse, parce qu'elle s'exerce en secret et parce que c'est le seul moyen, pour les femmes, de se défendre et d'échapper à l'oppression.

2° Les femmes oublieraient leur rôle naturel. — Condorcet répond : on n'enlèverait pas les femmes à leur ménage, en leur donnant des droits nouveaux, pas plus qu'on n'enlève les laboureurs à leur terre, en les émancipant. Ce qui détourne vraiment les femmes du devoir, ce sont les occupations futiles qu'elles ont, surtout dans les classes aisées, faute de pouvoir s'adonner aux choses sérieuses

L'égalité des sexes étant admise, comment la réaliser dans le mariage ?

« Je vois, dit Condorcet, une inégalité nécessaire et juste dans une société de deux personnes, celle qui naît de la nécessité d'accorder une voix prépondérante dans le petit nombre de cas où, en même temps, la nécessité d'agir ne permet pas d'attendre la réunion de deux volontés. Encore serait-il bien difficile de supposer que cette voix prépondérante dut, pour la to-

talité de ces cas très rares, appartenir nécessairement à l'un des deux sexes. Il paraîtrait beaucoup plus naturel de partager cette prérogative, et de donner, soit à l'homme, soit à la femme, la voix prépondérante, pour les cas où il est plus probable que l'un des deux conformera sa volonté à la raison... »

Condorcet est, au point de vue rationnel, le premier partisan déterminé de l'égalité absolue des deux sexes. Son projet d'établir dans la famille une sphère de prépondérance pour l'homme et une autre pour la femme, est extrêmement intéressante. C'est une conception exactement opposée à celle du couple-prêtre qui tendra à identifier un homme et une femme dans l'exercice de chaque fonction. Les deux idées paraissent aussi impraticables l'une que l'autre, lorsqu'on songe à les transporter dans le domaine des faits.

§ 2. — *Les femmes et le féminisme.*

Les femmes de la Révolution, suivant les Goncourt (1), « elles ne sont pas femmes, elles sont de cette *mascula proles* dont parle le poète ». Dans toutes les époques troublées, lorsque sont obscurcis les préjugés qui viennent de l'éducation et des mœurs, on cons-

1. *Histoire de la société française pendant la Révolution*, page 372.

tate ainsi qu'il ne subsiste aucune différence sociale entre les deux sexes.

Nous ne pouvons nous défendre de quelque sympathie pour ces femmes de mœurs souvent douteuses, sorties parfois des classes les moins estimables de la société. En un temps d'universelle lâcheté civique, elles donnèrent de belles leçons de courage.

Quelques-unes sont parmi les plus nobles figures de notre histoire, comme Charlotte Corday et Cécile Renault. — D'autres laissent une impression plus confuse, ainsi, Mme Roland dont les Mémoires ne servent guère le souvenir. — Puis, nous avons les aventurières de toute sorte : Reine Audu, Théroigne de Méricourt, Rose Lacombe... et surtout Olympe de Gouges. — Enfin, celles qui ne surent que mourir et elles sont innombrables. Pendant toute la révolution, sauf la Dubarry, on ne cite point une femme qui ait tremblé devant l'échafaud. « Les morts de femmes étaient terribles, s'écrie Michelet... cela tuait la République ».

La réaction thermidorienne est imposée par une femme. Et lorsque le despotisme impérial aura remplacé le despotisme révolutionnaire, il n'y aura encore qu'une femme pour oser sourire irréductiblement du « Robespierre botté ».

..

D'après le règlement du 24 janvier 1789, les femmes propriétaires de fiefs avaient certains avantages

électoraux que leur reconnaissait depuis longtemps le droit féodal. Nous avons vu que cela n'a aucun intérêt au point de vue des principes.

Au début de la Révolution, il y eut un mouvement féministe assez vif qui se manifesta surtout par des brochures et des pétitions. Nous avons cité les écrits de Condorcet, de beaucoup les plus importants en cette matière.

L'idée émise par Condorcet d'accorder le droit de cité aux femmes, provoqua deux articles intéressants de Prudhomme dans les « *Révolutions de Paris* » 1791. Les réformes de 1789 n'ont été si lentes à venir qu'à cause de la déplorable influence des femmes. En amenant la dépravation des mœurs, elles ont livré la France au despotisme, etc... ; suivent les considérations sur les favorites et les maîtresses des rois.

Prudhomme développe ensuite à sa façon les idées de Condorcet sur le partage de l'autorité dans le ménage. Nous devons avouer qu'il les élargit singulièrement. Pour lui, il n'y a pas inégalité entre les sexes, mais diversité : la femme a le droit de famille, l'homme a le droit de cité. Et, parlant du divorce qu'on était sur le point d'établir, il demande qu'on en fasse seulement « la garantie de la femme, la sanction du droit de famille ».

Condorcet, admettant l'égalité absolue des sexes, veut établir le partage de l'autorité dans le ménage. Prudhomme pense que ce partage est nécessaire, mais que l'homme et la femme ayant des aptitudes différen-

tes, il doit s'étendre à l'ensemble tout entier de la vie sociale.

Les autres manifestations féministes plus ou moins pompeuses dans la forme, offrent peu d'intérêt. Dans une motion adressée à l'Assemblée Nationale (1) une « femme, épouse et mère » s'exprime ainsi. « Depuis le sceptre jusqu'à la houlette, pourquoi les femmes, nées pour répandre des fleurs sur la vie privée de l'homme, ne reçoivent-elles de lui en récompense que des fers, des tourments, et des injustices ? » Elle demande ensuite que les hommes soient obligés d'épouser les filles sans dot, que les femmes puissent « exercer une infinité de places lucratives occupées jusqu'ici par les hommes », qu'on leur en réserve même quelques-unes. Enfin cette motion réclame la suppression des couvents de religieuses où gémissent « tant de malheureuses filles qui n'ont pas eu la faculté d'acheter un époux ».

On cite aussi quelques pétitions (2) des femmes du Tiers exposant la « très négligée ou très vicieuse » éducation qu'elles reçoivent et demandant que certaines professions soient interdites aux hommes « ... qu'on nous laisse au moins l'aiguille et le fuseau ». La femme d'un officier municipal de province « mère de dix enfants » demande que les femmes soient ad-

1. *Moniteur*, 29 nov. 1789.

2. Citées par Mlle Chauvin. *Les professions accessibles aux femmes*.

mises à la prestation du serment civique (1). Une autre revendique le droit d'ajouter son nom de fille au nom de son mari (2).

Le 13 février 1792 (3), plusieurs citoyens et citoyennes du département de Paris supplient l'Assemblée législative de mettre des bornes au despotisme paternel et conjugal ; « il faut, disent-ils, faire disparaître de l'intérieur des maisons le régime des prisons d'Etat. »

Le 1^{er} avril (4) de la même année, la « ci-devant baronne d'Aelders (5) » se présente à la barre de l'Assemblée accompagnée de quelques autres dames. Elle demande qu'on prenne en considération « l'avilissement auquel se trouvent réduites les femmes et que celles-ci reçoivent la même éducation que les hommes et soient admises à tous les emplois civils et militaires. »

Il est inutile d'insister sur ces documents qui n'ont

1. *Moniteur*, 29 mars 1790.

2. *Id.* 4 juillet 1790.

3. *Moniteur*.

4. *id.*

5. De la baronne d'Aelders, nous avons un curieux discours qu'elle fit lire, lors de sa réception à la Confédération des amis de la Vérité. Il se termine ainsi ; «... que des couronnes civiques remplacent sur ces têtes intéressantes les misérables pompons, symboles de la frivolité et signes honnêtes de notre servitude. » Buchez et Roux, t. VIII. pagé 424 et suiv.

d'autre intérêt que leur bizarrerie. Les clubs n'étaient pas favorables aux revendications des femmes. On y préconisait bien l'union libre, le mariage devant la nature ; mais c'était plutôt une conséquence du relâchement des mœurs inhérent à toutes les convulsions sociales. Les femmes apparaissaient dans leur ensemble comme un élément rétrograde, trop accessibles aux sentiments d'humanité et aux mouvements contre révolutionnaires.

Elle manifestaient leurs opinions avec plus de fougue et de courage que les hommes. Aux Jacobins, des orateurs se plaignent de ce que les femmes s'opposent aux arrestations ; à la Commune, on se défiait d'elles. Un jour, la section de l'Unité constata que l'administration de la police subissait l'influence des jolies femmes et que celles-ci faisaient relâcher des individus arrêtés. Hébert saisit cette occasion pour affirmer que *fût-on Caton, on doit craindre les Circé.* » (1)

Le type de ces femmes, aux yeux des révolutionnaires, il se synthétise dans une figure bien curieuse, celle d'Olympe de Gouges qu'on disait bâtarde de Louis XV. Révolutionnaire en 1789, elle se prend de pitié pour le roi en 1793, jusqu'à proposer des duels au pistolet à ceux qui le raillent. Elle offre même de défendre Louis XVI à la barre de l'Assemblée. On la voit sans crainte injurier dans toute leur puissance Marat

1. A la Commune, séance des 15 et 16 septembre 1793. Aux Jacobins 16 septembre. Buchez et Roux, t. XXIX.

et Robespierre. Olympe de Gouges peut même être considérée comme un précurseur du féminisme : elle a publié en 1791 une Déclaration en dix-sept articles des droits de la femme et de la citoyenne, « droits naturels, inaliénables et sacrés. » (1)

Cette déclaration n'eut guère de retentissement. A côté de Condorcet, Sieyès, Camille Desmoulins, l'abbé Fauchet et d'autres étaient partisans de l'émancipation des femmes. Mais, les événements devinrent trop graves pour qu'on pût s'occuper de ces questions. Et, nous l'avons vu, les révolutionnaires avancés se défiaient des femmes.

Pendant l'année 1793, elles furent exclues des tribunes de la Convention (2) ; puis, on leur ordonna de porter la cocarde nationale sous peine de huit jours de prison, et de l'internement jusqu'à la paix en cas de

1. Cette déclaration est dédiée à la Reine. On en peut citer l'art. 6. « La loi doit être l'expression de la volonté générale ; toutes les citoyennes et citoyens doivent concourir personnellement ou par leurs représentants à sa formation. Elle doit être la même pour tous : toutes les citoyennes et tous les citoyens doivent être également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leurs capacité et sans autres distinctions que celles de leurs vertus et de leurs talents. » — Art. 10. « La femme a le droit de monter sur l'échafaud ; elle doit avoir également celui de monter à la tribune » Sur Olympe de Gouges, étude de Léopold Lacour, dans la *Revue de Paris*, 1898.

2. Le 21 mai 1793.

récidive. Enfin, le 1^{er} nov., la Convention crut devoir interdire les clubs et sociétés populaires de femmes. Cette mesure fut la conséquence d'une manifestation des plus originales sur laquelle Amar(1) fit un rapport au nom du Comité de Sûreté générale. Plusieurs femmes vinrent au Marché des Innocents en pantalons et bonnet rouge. Elles voulurent contraindre les autres citoyennes à adopter le même costume. Celles-ci refusèrent ; il y eut des rixes ; « on se livra même à des voies de fait que la décence devrait proscrire ». Amar pense qu'il y a là « un complot tramé par les ennemis de la chose publique ». Deux questions se posent, dit-il : — 1^o les femmes peuvent-elles exercer les droits politiques et prendre une part active aux affaires du gouvernement ? — 2^o peuvent-elles délibérer réunies en associations politiques ou sociétés patriotiques ? — sur ces deux questions, le Comité s'est décidé pour la négative.

Amar est extrêmement bref dans son argumentation. Sur le premier point, il constate que, suivant l'opinion universelle, les femmes n'ont ni la force morale, ni la force physique qu'exigent l'exercice des droits politiques et la résistance à l'oppression. Sur le second point, les femmes, ne peuvent se dévouer aux choses publiques, « parce qu'elles seraient obligées d'y sacrifier des soins plus importants auxquels la nature les ap-

1. Rapport d'Amar, *Moniteur*, 9 brumaire, an II.

pelle ». Elles pourront assister aux délibérations des sociétés « car, il est nécessaire qu'elles s'instruisent elles-mêmes dans les principes de la liberté pour la faire chérir à leur enfants... », « mais, faites pour adoucir les mœurs de l'homme, elles ne doivent pas prendre une part active à des discussions dont la chaleur est incompatible avec la douceur et la modération qui sont le charme de leur sexe ».

Charlier répond à Amar et excite les murmures de l'assemblée en déclarant qu'il ne voit pas sur quel principe on peut s'appuyer pour enlever aux femmes le droit de s'assembler paisiblement. « A moins que vous ne contestiez que les femmes font partie du genre humain, dit-il, pouvez-vous leur ôter ce droit commun à tout être pensant ? » — Bazire ne conteste pas les principes invoqués par Charlier, mais il demande qu'on jette un voile sur eux dans l'intérêt de la sûreté générale, et les propositions d'Amar sont aussitôt votées.

Ce fut la fin du mouvement féministe révolutionnaire. Le lendemain 2 novembre, Olympe de Gouges était condamnée à mort par le tribunal révolutionnaire. C'était un exemple. Peu après, quelques citoyennes en bonnet rouge s'étant présentées à la commune, Chauvette les invectiva en ces termes :

« Rappelez-vous l'impudente Olympe de Gouges qui la première institua des sociétés de femmes, qui abandonna les soins de son ménage pour se mêler de la

République, et dont la tête a tombé (*sic*) sous le fer vengeur de lois ».

En somme, au point de vue qui nous intéresse, l'œuvre de la Révolution est à peu près dénuée d'importance. — Turgot avait fait proclamer le principe de la liberté et de la propriété du travail pour les deux sexes. Un décret du 15 avril 1791 assure l'égalité des fils et des filles dans le partage des successions, un autre supprime la répression de l'adultère. Puis la loi des 20-25 septembre 1792 permet aux majeurs des deux sexes d'être témoins dans les actes de l'état civil.

Quant à la situation de la femme mariée, la loi des 16-24 août 1790 la modifia d'une façon intéressante. D'après cette loi, s'il s'élevait quelque contestation entre le mari et la femme, chacun d'eux devait nommer deux arbitres qui, après enquête, rendaient une décision motivée. Si les arbitres se trouvaient divisés d'opinion, ils choisiraient un « surarbitre » pour lever le partage. — La partie qui se croyait lésée par la décision arbitrale avait la faculté de se pourvoir par appel devant le tribunal du district qui prononçait en dernier ressort.

La loi des 16-24 août 1790 ne vise pas seulement les contestations entre époux, mais toutes les difficultés qui peuvent survenir dans une famille — « entre mari et femme, père et fils, grand-père et petit-fils, frères et sœurs, neveux et oncles, ou entre alliés » aux mê-

mes degrés, « comme aussi entre les pupilles et leurs tuteurs, pour choses relatives à la tutelle ». — « Chacune des parties nommera deux arbitres, et, si l'une s'y refuse, l'autre pourra s'adresser au juge qui, après avoir constaté le refus, nommera des arbitres d'office pour la partie refusante. Lorsque les quatre arbitres se trouveront divisés d'opinion, ils choisiront un surarbitre pour lever le partage ». « La partie qui se croira lésée par la décision arbitrale pourra se pourvoir par appel devant le tribunal du district qui prononcera en dernier ressort ».

Ce système ingénieux demeure en vigueur jusqu'à la promulgation des codes. Il aurait pu contribuer à émanciper la femme sans attenter à la vieille organisation familiale. Mais, en cette manière, comme en beaucoup d'autres, le législateur révolutionnaire tenta des innovations prématurées.

La loi du 20 septembre 1792 facilite le divorce. Non seulement on l'obtient par consentement mutuel, mais il suffit que l'un des époux allègue l'incompatibilité d'humeur ou de caractère de son conjoint. — Puis, ce fut l'égalité successorale des enfants naturels et légitimes, établie par la loi du 12 brumaire an II, etc.

Les codes constituèrent une réaction contre ce système de liberté. Ceux mêmes que les idées nouvelles avaient le plus séduit, revinrent naturellement à une conception autoritaire de la famille.

Cambacérès, par exemple, rédige en 1793 un projet

de code civil. Le régime légal du mariage est la communauté des meubles et acquêts. Mais, « les époux ont et conservent un droit égal pour l'administration de leurs biens ». — « Tout acte emportant vente, engagement, obligation ou hypothèque, sur les biens de l'un ou de l'autre, n'est valable s'il n'est consenti par l'un et l'autre des époux ». Quelques années plus tard, Cambacérès revenait sur sa proposition de 1793 et repoussait l'égalité des sexes, disant : « l'administration commune serait perpétuellement entravée... la diversité d'opinion sur les plus petits détails opérerait bientôt la dissolution du mariage ».

Ainsi, dans l'organisation familiale, comme dans l'organisation politique, la révolution devait provoquer par réaction le triomphe au moins momentané des principes autoritaires. Ce triomphe se réalisa dans nos codes.

CHAPITRE III

Le XIX^e siècle.

§ 1. — *Les Codes*

L'incapacité de la femme mariée, écrit M. P. Gide, « n'est pas inhérente au sexe, elle n'a point sa cause dans la nature physique ou morale de la femme, mais dans la puissance maritale, c'est-à-dire, dans un fait extérieur et accidentel (1). »

Durant la période révolutionnaire, la liberté avait fini par devenir plus tyrannique que le despotisme même ; et la société tout entière en était désorganisée. Les rédacteurs de nos codes se trouvaient donc naturellement enclins aux idées d'autorité dont le besoin se faisait généralement sentir.

Pendant les travaux préparatoires, on ne discute pas sur l'égalité des sexes ; on invoque rarement des arguments comme la *fragilitas sexus*, ou c'est d'une façon purement accessoire. Suivant Portalis par exem-

1. *La Femme*, page 465.

ple, « l'autorité maritale est fondée sur la nécessité de donner, dans une société d'invidus, la voix pondérative à l'un des associés et *sur la préminence* du sexe auquel cet avantage est attribué ».

On s'attache uniquement au point de vue utilitaire. Cambacérès, dans son troisième projet, met en présence le régime de la communauté et celui de la séparation des biens. Dans le premier, les intérêts sont associés : il propose de leur donner un chef unique, le mari devra gérer le patrimoine commun, la femme ne pourra agir sans son consentement. Mais, avec le régime de la séparation des patrimoines, l'unité de direction ne s'impose plus : Cambacérès propose que chacun des conjoints puisse gouverner librement les biens à la propriété desquels il est seul intéressé. Portalis distinguait dans le mariage l'unité morale et l'unité pécuniaire ; il aurait admis des dérogations à celles-ci :

Le principe coutumier de l'autorité maritale triompha. Le régime légal est celui de la communauté ; la femme même séparée de biens ne peut ester en jugement sans le concours de son mari. Elle ne peut donner, aliéner, hypothéquer, acquérir à titre onéreux ou gratuit sans ce même concours (1). Il y a une exception pour le cas où elle est marchande publique, encore ne peut-elle le devenir qu'avec l'autorisation de son mari (2).

1. Civ. 215, 217, 223. Com. 113.

2. Com. 5, 7.

La situation respective des deux sexes dans le mariage se trouve résumée par l'art. 213 du code civil. « Le mari doit protection à sa femme, la femme obéissance à son mari ».

La puissance maritale avait été organisée au point de vue utilitaire. De même, on organisa la morale. Dans l'intérêt de l'homme marié ou non, la recherche de la paternité fut interdite. C'était une nouveauté dans notre droit.

Les anciennes coutumes sur ce point, étaient fort sages. Le président Favre les résumait ainsi au xv^e siècle : « *Creditur virgini parienti, non item meretrici nisi constet cum eo cohabitasse ; non creditur mulierculæ juranti se cognitam a conjugato ; ne turbetur matrimonium, et accusatio adulterii unius testimonio alioquin suspectissimo perficiatur* » (1).

Bigot-Préameneu a déclaré que la recherche de la paternité était le fléau de la société. Or, cette recherche s'impose si fortement dans certaines espèces que l'article 340 même a dû faire une restriction : « Dans le cas d'enlèvement, lorsque l'époque de cet enlèvement se rapportera à celle de la conception, le ravisseur pourra être, sur la demande des parties intéressées, déclaré père de l'enfant ». — La jurisprudence est allée beaucoup plus loin. Elle admet que la fille séduite peut intenter une action en dommages-intérêts contre

1. Fabre, liv. IV, tit. XV, XLIX.

son séducteur. N'est-ce pas là une recherche de la paternité? Sans doute, pour s'appuyer sur l'article 1382, on exige des manœuvres dolosives ; mais, ces manœuvres, promesses de mariage et autres, se trouvent dans tout acte de séduction.

On sait que, pour les choses courantes, la loi sert volontiers de criterium appréciatif. « Chose étrange, écrit M. d'Haussonville, cette idée que le père n'a pas de devoirs a fait si bien son chemin qu'elle semble adoptée même par les mères. Très peu se plaignent (1) ». Mais, comme leur faiblesse économique leur permet difficilement de subvenir aux besoins de l'enfant, celui-ci élevé dans des conditions lamentables a peu de chances de vivre.

« *Pater is est quem nuptiæ demonstrant.* En vérité, écrivait Dumas fils, les sociétés eussent chargé don Juan et Lovelace de faire cette loi, qu'elle ne serait pas plus à l'avantage des instinctifs et des débauchés » (2). C'est pourtant l'inévitable corollaire de l'art. 340. Le législateur songeait avant tout à la tranquillité de la famille. Comme le désaveu de paternité était d'un usage assez rare, tel qu'on l'avait établi, on songea à assurer la fidélité des femmes par des pénalités relativement graves.

En ce qui concerne la répression de l'adultère, la situation de la femme est immorale et monstrueuse.

1. *Salaires et misères de femmes*, page XVII.

2. Préface de *La Femme de Claude*.

D'abord, il y a une excuse légale pour le meurtre commis par l'époux sur l'épouse prise en flagrant délit; la même excuse n'existe pas au profit de la femme (1). L'adultère du mari n'est punissable que lorsqu'il introduit une concubine dans le domicile conjugal; et alors, il risque une amende de 100 à 2000 francs. L'adultère de la femme est toujours punissable; il l'est même seul en cas de séparation de corps; elle peut avoir de trois mois à deux ans de prison. Mais, ce qui est le plus humiliant, « le mari restera le maître d'arrêter l'effet de cette condamnation en consentant à reprendre sa femme (2) ».

Cette différence de traitement est extrêmement atténuée par la jurisprudence. L'adultère n'est réprimé le plus souvent que par de modestes amendes pour les uns et les autres. Mais, on n'a point encore osé faire disparaître de nos lois ces textes barbares.

Or, c'est une remarque intéressante à faire : les rédacteurs du Code ne sont point hostiles à la femme, ils ne veulent ni lui créer une situation humiliante, ni affirmer son infériorité — Dans la séance du 16 octobre 1801, le Premier Consul fait observer la différence de traitement qui existera entre les deux sexes au point de vue de l'adultère. Tronchet répond que cette distinction vient des lois romaines. « Le crime est le mê-

1. C. pén. 324 § 2.

2. id. 337. 339.

me, dit-il, mais les conséquences diffèrent » ; et il développe l'argument de la confusion des enfants.

Lacuée déclare que punir l'adultère du mari dans un cas seulement, c'est l'autoriser tacitement dans les autres. On lui répond que l'adultère ne doit pas être considéré au point de vue moral, mais au point de vue social. À ce point de vue, la femme est suffisamment protégée par le divorce. Boulay voudrait même que le divorce soit rendu plus difficile à la femme qu'à l'homme, parce que les conséquences en sont plus dangereuses lorsqu'il s'agit de la femme.

Les prescriptions de ce genre sont entrées depuis trop longtemps dans notre constitution familiale pour qu'il soit aisé de les modifier. En ces matières, les mœurs doivent précéder les lois. La question aurait fait un grand pas si les progrès de la science venaient à permettre une recherche utile de la paternité. Mais les études sur l'atavisme et la télégonie ne font que rendre cette recherche plus difficile.

Si la femme devenait économiquement l'égale de l'homme, elle pourrait envisager sans crainte : l'isolement, le divorce, l'union libre et la charge des enfants qui peut lui incomber. Alors, le mariage ne serait plus ce lit de Procuste à la taille duquel les individus doivent se mettre. Pour lui maintenir un peu de faveur, il faudrait bien l'assouplir mais alors, les mœurs l'auraient déjà fait.

§ 2. — *La femme principe de régénération sociale.*
Les Saint-Simoniens, Aug. Comte.

Parmi les conceptions les plus intéressantes de notre temps, on peut citer celle qui a eu pour but de régénérer l'humanité en modifiant le rôle social de la femme, en le rendant plus actif et plus important. Ce fut la préoccupation des Saint-Simoniens d'abord, et ensuite d'Auguste Comte.

..

Au sujet des femmes, dans toute l'œuvre de Saint-Simon, on cite seulement une^e phrase de la célèbre prophétie de 1802 : phrase dans laquelle il semble admettre l'égalité des sexes.

En suivant la doctrine du maître, les disciples avaient la prétention d'être en progrès sur lui. Ils empruntèrent à Fourier la conception du couple-prêtre ; et l'on attribue à Saint-Simon ce mot qui la résume : « l'individu social, c'est l'homme et la femme ».

La conception du rôle de la femme fut l'un des éléments de discorde qui contribuèrent à disperser et à terminer le mouvement Saint-Simonien. — On était d'accord pour émanciper la femme, mais on ne s'entendait guère sur la manière de réaliser cette émancipation.

Enfantin voulait concilier « l'affranchissement complet des femmes » et le divorce, avec « la sainte loi du mariage proclamée par le christianisme ». — « Le

même homme avec la même femme toute la vie, voilà écrivait-il, une des formes de la religion ; le divorce et une nouvelle union avec un nouvel époux, voilà une seconde forme de la religion ».

Bazard combattit de tels sophismes. D'autres, comme Chevalier et Cazeaux reprochèrent à Enfantin de vouloir dire ce que serait la femme ; cela appartenant à la femme seule. — Ces discussions amenèrent une réunion générale de la Famille. Bazard et Enfantin s'entendaient sur ce point que la femme devrait être associée à l'homme « dans l'exercice de la triple fonction du Temple, de l'Etat et de la Famille ». Mais pour le reste on ne put se mettre d'accord. Bazard, Pierre Leroux Carnot et d'autres se retirèrent.

Devenu Père Suprême, Enfantin se préoccupa de faire triompher ses idées. Il comptait sur l'approbation future de la femme. Jean Reynaud déclarait au contraire que la femme « écraserait la tête d'Enfantin » — Le 21 novembre 1831, celui-ci présidait une réunion de la Famille, ayant à côté de lui un fauteuil vide, symbole de l'appel à la femme.

Dès que Bazard fut parti, le Père Suprême et ses disciples commencèrent à s'abandonner à tous les écarts de leur imagination. L'homme régénéré aura pour rôle de guérir les plaies de la cité, la femme guérira celles de la famille ; la régénération de la femme changera la face du monde, etc ;

Duveyrier dépeignait avec enthousiasme la cité fu-

ture où l'« on verrait des hommes et des femmes unis par un amour sans exemple et sans nom, puisqu'il ne connaîtrait ni le refroidissement, ni la jalousie ; des hommes et des femmes qui se donneraient à plusieurs sans jamais cesser d'être l'un à l'autre, et dont l'amour serait au contraire comme un divin banquet augmentant de magnificence en raison du nombre et du choix des convives » (1). — Les pouvoirs publics s'émurent et le *Globe* fut traduit devant la Cour d'assises. Enfantin, jugeant que les femmes surtout étaient intéressées dans l'affaire, désigna comme conseils Aglaé Saint-Hilaire et Cécile Fournel. Le président des Assises s'opposa malheureusement aux décisions du Père Suprême.

Vers 1833, les Saint-Simoniens, en recevant un certain collier symbolique, lisaient une profession de foi qui commence ainsi : « Je crois en Dieu, le Père et Mère de tous et de toutes, éternellement bon et bonne..... Je crois que Dieu a suscité le Père (Enfantin) pour appeler la Femme-Messie qui consacrera l'union de l'homme et de la femme, de l'humanité et du monde... »

Barrault se souvint que toute civilisation est venue de l'Orient. L'Occident ne comprenait pas la doctrine, ne répondait pas à l'appel. Un jour, il dit à Enfantin : « Père, vous ne m'envoyez pas en Orient. La femme m'y attire ». Avec vingt-quatre Saint-Simoniens de Lyon, il fonde une société, « Les Compagnons de la

1. *Le Globe*, 12 janvier 1832.

Femme ». — Alors, se produisit un fait absolument étrange : deux « compagnons » partent pour le Caire ; Barrault et quatre autres s'en vont à Constantinople. Et comme ils n'avaient point d'argent, ces derniers servirent pendant tout le voyage en qualité de matelots.

A Constantinople, Barrault lance un appel aux femmes juives et réussit à se faire expulser sans qu'aucune femme ait répondu à cet appel. Alors, il eut une discussion avec l'un de ses amis, Rigaud qui voulait aller aux Indes, pour trouver la Femme.

On ne la trouva point, et l'on finit par ne plus la chercher. Mais, c'est un mouvement d'idées bien curieux que celui-là. Un groupe d'hommes d'élite, au courant de toutes les questions économiques et sociales de leur temps, ne cherchent plus à résoudre le grand problème de l'humanité que par l'émancipation des femmes et, follement, comme des Mages à la suite d'une étoile, ils s'en vont chercher par le monde la femme qui régénérera son sexe.

Cependant leur bizarrerie eut peut-être pour effet de compromettre la cause qu'ils voulaient faire triompher. En 1848, une seule voix, celle de Victor Considérant, s'éleva pour demander qu'on inscrivît dans la Constitution les droits de la femme. Lors des élections de 1849, il existait quelques sociétés de femmes et des journaux comme « *La Voix des femmes* » d'Eugénie Niboyet. A Paris, Jeanne Deroin se présenta aux élec-

tions législatives. Elle entreprit seule une série de réunions publiques, mais ne parvint à se faire écouter qu'au faubourg Saint-Antoine.

En 1851, il y eut quelques discussions parlementaires sur le rôle de la femme. Une proposition de loi avait été déposée pour interdire le droit de pétition aux femmes et aux enfants, sauf en ce qui concerne leurs affaires personnelles. Pour les femmes, M. Quentin-Bauchart, rapporteur, voyait là « une question de décence publique et de dignité parlementaire (1) ». Pierre Leroux, Schœlcher et Crémieux combattirent vigoureusement le projet qui, d'ailleurs, ne fut point voté. « Vous leur laissez le droit de pétition, disait Schœlcher, pour des griefs personnels, c'est-à-dire dans le cas où la passion nous égare le plus (2) ».

Le rapporteur en vint à tirer argument de ce que le projet n'avait suscité aucune protestation de la part des femmes, ou plutôt n'en avait suscité qu'une. Ici le passage du compte rendu mérite d'être reproduit ; il montre bien le peu de cas que l'on faisait de la question féministe dans l'Assemblée.

« Il y a une seule femme qui a réclamé (hilarité sur un grand nombre de bancs) ; il faut que je vous la nomme (à droite : oui ! oui !), c'est la citoyenne Jeanne Deroin (nouvelle hilarité) ; et c'est l'honorable M. Lau-

1. *Moniteur*, 24 juin 1851.

2. *Moniteur*, 3 juillet 1851.

rent qui s'est chargé de déposer cette pétition (explosion de rires) (1). »

..

Les Saint-Simoniens voulaient en somme que les deux sexes fussent associés dans la triple fonction du Temple, de l'Etat de la Famille, de telle sorte que l'individu social qui jusqu'à ce jour avait été l'homme, soit désormais l'homme et la femme. Auguste Comte se place à ce point de vue pour construire la société positive.

Il parle avec reconnaissance de ses trois anges : sa mère, sa fille adoptive, et « l'angélique collègue qui régénéra son cœur et par suite compléta l'essor de son esprit (2). » C'est à ces trois influences qu'Auguste Comte attribue sa propre supériorité : « Je suis enfin devenu pour l'humanité un organe vraiment double, dit-il, comme quiconque a dignement subi l'ascendant féminin (3). »

La principale conception du positivisme, c'est l'homme pensant sous l'inspiration de la femme pour faire toujours concourir la synthèse et la sympathie, afin de régulariser la synergie (4). » L'organisation familiale sera donc la collaboration sociale des deux sexes.

1. *Moniteur*, 24 juin 1851.

2. Comte. *Lettres à des positivistes anglais*, page 84.

3. *Catéchisme positiviste*, éd. 1891, page 15.

4. *Catéchisme positiviste*, page 21.

« La supériorité masculine est incontestable en tout ce qui concerne le caractère proprement dit, principale source de commandement. Quant à l'intelligence, elle offre d'un côté plus de force et d'étendue, de l'autre, plus de justesse et de pénétration » (1).

Mais, « la femme exerce une double prééminence affective, d'après la moindre intensité des penchants personnels, surtout les plus grossiers, — et l'énergie supérieure des inclinations sympathiques » (2). Elle aura dans la famille l'influence modératrice et le pouvoir spirituel que le prêtre exerce dans la société. C'est elle qui rendra possible la Révolution prolétaire en la débarrassant de ses instincts brutaux.

Le pouvoir spirituel exige l'affranchissement de la vie active. La femme, comme le prêtre sera donc exemptée de tout travail extérieur ; si le mari ne peut subvenir à ses besoins, c'est au gouvernement d'y pourvoir dans l'intérêt de tous. « L'homme doit nourrir sa femme, afin qu'elle puisse remplir sa sainte destination sociale (3) ».

Cette destination consiste à former et à perfectionner les hommes. De là, résulte la théorie positive du mariage « où votre sexe, dit le prêtre à la femme, améliore le mien, en disciplinant l'impulsion charnelle » qui est l'infériorité morale de l'homme. Ce mariage, le

1. *Catéchisme positiviste*, p. 284.

2. *Catéchisme positiviste*, p. 283.

3. *Catéchisme positiviste* p. 260.

plus important des neuf sacrements sociaux, doit être chaste et les relations sexuelles n'y sont pas directement nécessaires.

Il est indissoluble : « entre deux êtres aussi complexes et aussi divers que l'homme et la femme, ce n'est pas trop de toute la vie pour bien se connaître et s'aimer dignement (1) ». Le divorce ne pourra être prononcé que lorsqu'un des époux sera « frappé de mort sociale » par une condamnation infamante.

Les secondes noces sont également prosrites : si l'on se souvient du premier époux, c'est « une polygamie subjective » ; si on l'a oublié, il n'y a aucune garantie pour le bonheur du second ménage. Le « veuvage éternel » peut seul procurer à l'influence féministe sa principale efficacité.

Sept conditions servent de fondement à la famille, ce sont : veuvage éternel, surintendance maternelle de l'éducation, alimentation de la femme par l'homme, libre suppression des dots, successions féminines, faculté de tester et d'adopter librement.

Il est peut-être regrettable qu'Auguste Comte ait cru devoir compliquer inutilement son œuvre jusqu'à se préoccuper de changer le calendrier du vieux monde. Ses prescriptions trop minutieuses choquent par l'exagération du détail. Dans son ensemble, l'idéal un peu factice qu'il exprime ne manque pas de grandeur :

1. *Politique positive.*

c'est la société fondée sur la « double prééminence affective de la femme, d'après la moindre intensité des penchants personnels, surtout les plus grossiers, et l'énergie supérieure des inclinations sympathiques ». Il est à remarquer qu'Auguste Comte n'est pas un partisan de l'instruction très développée pour les femmes ; sur cette question, il écrit simplement : « Le grand Molière vous répond d'avance en prescrivant des clartés de tout ».

L'idée de régénérer une société par l'émancipation des femmes n'a rien de chimérique ; mais, ce qui l'est incontestablement, c'est ce partage arbitraire de l'activité sociale entre les deux sexes. Nous avons quelque peine à concevoir comment, dans la société positive, « la méditation masculine s'unit irrévocablement à la contemplation féminine, pour constituer l'état final de la raison humaine ».

§ 3. — *Le Féminisme dans la littérature.*

J. de Maistre et Proudhon. Michelet. Georges Sand. Balzac.
Alphonse Karr. Dumas fils.

Pendant la plus grande partie de ce siècle, la question féministe a été surtout une question littéraire. Elle ne donne lieu ni à des programmes précis, ni à des propositions sérieuses, mais seulement à des œuvres d'imagination pure, à des critiques plus ou moins passionnées.

Il y a d'abord les ennemis avérés de l'émancipation féminine. Joseph de Maistre par exemple, dans les lettres qu'il écrit à ses filles (1), émet des idées comme celles-ci : « Le grand défaut d'une femme, c'est d'être un homme, et c'est vouloir être homme que vouloir être savante ». « Comprendre ce que font les hommes », c'est ce que les femmes peuvent accomplir de plus parfait, c'est leur chef-d'œuvre. — « Les femmes ne doivent pas s'adonner à des connaissances qui contrarient leurs devoirs... Dès qu'elle veut émuler l'homme, la femme n'est plus qu'un singe... » etc. ; Peut-être ce parti pris tient-il dans une certaine mesure à ce fait que les filles de Joseph de Maistre ne pouvaient guère pêcher que par excès d'instruction ; c'est du moins l'explication donnée par Mgr Dupanloup à des idées aussi étroites.

Si le misogynisme de J. de Maistre peut être discuté, il n'en est pas de même de celui de Proudhon.

Les invectives de Proudhon sur les femmes et le mariage sont bien connues. « Le mariage, suivant lui, avait été le projet de dompter l'amour », de le rendre constant et fidèle (2). Ce projet n'a pas été réalisé. « Tout se développe et se conserve dans l'humanité par la justice, tout dégénère par l'idéal (3) ». — « Il en sera de la famille comme de l'état, comme de la philo-

1. Surtout XLI. XLII.

2. Proudhon. *Amour et Mariage*, ch. III.

3. *id.* pag. 43.

sophie, des lettres et des arts. Fondée sur le droit et pour le droit, elle périra par l'idolâtrie de l'amour », « par l'idéalisme érotique » (1). — Et plus loin : » « Oh vous tous, jeunes hommes et jeunes filles qui rêvez d'un amour parfait, sachez-le bien, votre platonisme est le droit chemin qui conduit à Sodome » (2).

Le mariage a dégénéré sous l'influence de la dévotion chrétienne ; ses mœurs ne furent alors « que celles du concubinage avec la bégueulerie en plus » (3).

Proudhon apprécie la femme comme ces moines du Moyen-Age qui dans l'ombre du cloître luttèrent furieusement contre les tentations de la chair. — « Prenez la femme du sérail ou la femme libre, c'est la même chose (4) ». — « La femme est un diminutif d'homme », une sorte de moyen terme entre lui et le reste du règne animal », etc., etc.

Il va même jusqu'à proposer « d'exterminer toutes les mauvaises natures et renouveler le sexe, par l'élimination des sujets vicieux, comme les Anglais refont une race de bœufs, de moutons et de porcs, par l'alimentation » (5).

Dans la société, l'élément masculin, c'est la raison et l'idée nette ; l'élément féminin, c'est la passion,

1. *id.*

2. pag. 64.

3. pag. 111.

4. *La Pornocratie*, pag. 269.

5. *id.* pag. 252.

l'affectivité et le trouble des idées. « Lorsque, dans une société, dans une littérature, l'élément féminin vient à dominer, ou seulement à balancer l'élément masculin, il y a arrêt dans cette société et cette littérature, et bientôt décadence.. ». L'élément féminin produit une « rétrogradation humaine » (1).

« Le mouvement d'arrêt de la littérature française commence à Rousseau. Il est le premier de ces femmelins de l'intelligence, etc... » ;

Et Proudhon de déclamer contre ce qu'il appelle la série féminine qui, avec J.-J. Rousseau, comprend encore, Bernardin de Saint-Pierre, Béranger, Lamartine, Victor Hugo. Il injurie grossièrement des femmes illustres et traite Charlotte Corday par exemple d'« archi-catin ».

Qu'y a-t-il à côté de toutes ces déclamations ? « Dans une société constituée par les hommes et à leur profit, écrit Mme Juliette Lamber, la femme n'est appréciée que comme épouse et comme mère (2) ». C'est semblable-t-il l'idée de Proudhon, mais il l'exprime plus pompeusement. On connaît son célèbre dilemme « ménagère ou courtisane », auquel Jeanne Deroin répondait par celui-ci « libre ou prostituée ». Proudhon pense que « l'organe de justice est l'androgynie ou couple conjugal (3) ». L'amour est l'attrait qu'éprouvent invin-

1. Proudhon. *Amour et mariage*, page 163 et suiv.

2. Juliette Lamber. *Idées antiproudhonniennes*, page 79.

3. *Amour et Mariage*, page 205.

ciblement l'un pour l'autre la force et la beauté (1). Mais, il veut la prédominance absolue de l'homme : « La femme est une réceptivité. De même qu'elle reçoit de l'homme l'embryon, elle en reçoit l'esprit et le devoir » (2).

L'infériorité de la femme, suivant Proudhon, est physique, intellectuelle et morale (3). — Dans un ouvrage intéressant et plein de bon sens, Mme Juliette Lamber a protesté contre ces déclamations bizarres et « ce rôle de poule couveuse auquel certains voudraient réduire son sexe ».

..

Michelet idéalise la servitude de la femme en la poétisant. La femme est une malade, incapable de travailler : elle ne doit rien faire ; « ce rien veut dire un travail doux, lent, coupé, volontaire : toujours en vue de ce qu'elle aime, pour son mari ou son enfant (4) ».

« Le servage de la femme n'est que celui de la nature ; il n'est autre que sa faiblesse, sa souffrance qui la rend attendrissante et poétique » (5). Il confie au mari le soin de mettre à sa hauteur « la fiancée qui

1. *Amour et Mariage*, page 239.

2. *Amour et Mariage*, page 157.

3. « En ce qui touche la puissance des facultés, l'homme l'emporte sur la femme d'une quantité que l'on peut représenter fictivement par $3 \times 3 \times 3 = 27$, contre $2 \times 2 \times 2 = 8$ ».

4. *L'Amour*, page 12.

5. *L'Amour*, page XX.

vient à lui avec une éducation byzantine du Moyen-Age (1). »

Michelet voudrait que la femme corrigeât par ses idées générales ce que les tendances de l'homme ont de trop spécial et particulariste. Elle constitue une sorte de providence familiale ; plus jeune que son mari, « elle est inférieure en se mariant, puis égale, enfin supérieure ; elle est tour à tour pour son mari : fille, sœur, mère... » (2).

Jusqu'à présent, les femmes ne sont point élevées pour remplir dans la famille le rôle qui leur convient. « Nous pouvons parler à nos mères, à nos femmes, à nos filles, des sujets dont nous parlons aux indifférents, d'affaires, de nouvelles du jour, nullement des choses qui touchent le cœur et la vie morale, des choses éternelles, de religion, de l'âme, de Dieu » (3). Michelet regrette surtout l'ascendant religieux que prend le prêtre catholique sur la femme, particulièrement au moyen de la confession. Dans ces questions, Michelet est un poète ; il aggrave le pouvoir du mari en l'idéalisant et ne songe guère à modifier l'autorité familiale. « L'adultère de la femme et l'adultère du mari sont-ils également coupables ? Oui, comme déloyauté, violation

1. *L'Amour*, page 48.

2. Bacon a exprimé à peu près la même idée : « Les femmes, écrit-il, sont nos maîtresses dans la jeunesse, nos compagnes dans l'âge mûr et nos nourrices dans la vieillesse ».

3. *Le Prêtre, la Femme et la Famille*, page 1.

de l'engagement, non sous mille autres rapports ». La femme,... « elle livre l'honneur et la vie de son mari, elle le fait chançonner, montrer au doigt, siffler, charivariser ; elle le met au hasard de périr de tuer un homme ou de rester ridicule » (1).

..

Comme Michelet, George Sand apprécie le rôle de la femme d'une façon purement sentimentale. Michelet supprime la question féministe ; George Sand au contraire la pose avec une certaine âpreté, en se plaçant toujours au point de vue passionnel.

Ce qui fait l'infériorité de la femme, c'est l'éducation. « Que de choses apprend un homme dans l'exercice de cette liberté illimitée qui lui est accordée à peine au sortir de l'adolescence !... que d'hommes et de femmes il a pu étudier à l'âge où la femme n'a encore connu que son père et sa mère ». L'éducation a pour principe et pour but le mariage. On sait combien cette institution avait peu réussi à George Sand.

« Vous ne pouvez pas répondre de votre cœur, dit Jacques. Même quand je serais le plus grand et le plus parfait des hommes, vous ne devez pas promettre de m'obéir parce que ce serait nous avilir l'un et l'autre ». — Ailleurs : « Je ne suis pas réconcilié avec la société, et le mariage est toujours selon moi une des plus bar-

1. *L'Amour*, page 270.

bares institutions qu'elle ait ébauchées. Je ne doute pas qu'il ne soit aboli, si l'espèce humaine fait quelques progrès vers la justice et la raison ; un lien plus humain et non moins sacré remplacera celui-là... »

Dans la préface de *Mauprat*, écrite au moment où elle venait de quitter son mari, George Sand revient encore sur les mêmes idées. Quelques années plus tard, elle ajoutait à cette préface une note mélancolique : « L'idéal de l'amour est certainement la fidélité éternelle. Les lois morales et religieuses ont voulu consacrer cet idéal ; les faits matériels le troublent, les lois civiles sont faites de manière à le rendre souvent impossible ou illusoire ».

Quand elle écrit « *Indiana* », c'est pour montrer « la femme, l'être faible chargé de représenter les passions comprimées, ou, si vous l'aimez mieux, supprimées par les lois... c'est l'amour heurtant son front aveugle à tous les obstacles de la civilisation. Mais, le serpent use et brise ses dents à vouloir ronger la lime ; les forces de l'âme s'épuisent à vouloir lutter contre le positif de la vie... » *Indiana* « était facile à tromper, elle ne demandait qu'à l'être, tant sa vie réelle était amère et désolée ».

Dans *Valentine*, elle constate « les dangers et les douleurs des unions mal assorties ». George Sand s'en prend à l'éducation qu'on donne aux femmes. « On veut que nous soyons instruites ; mais du jour où nous deviendrons savantes, nous serions ridicules ». « Pau-

vres femmes ! pauvre société où le cœur n'a de véritables jouissances que dans l'oubli de tout devoir et de toute raison ».

Les préfaces d'*Indiana*, de *Valentine*, même de *Lélia* sont des réquisitoires contre l'oppression des femmes. George Sand plaide un peu sa propre cause.

Ayant été dégradée, la femme a pris les mœurs des esclaves. La chasteté même qui pourrait être une force n'est qu'une lâcheté. Les faibles sont toujours les dupes de la société. Ce sont des critiques, intéressantes, passionnées. Mais, au point de vue positif George Sand ne propose rien d'original. Même, lorsque un jour elle est obligée de faire un grand effort pour entrer dans le domaine des choses pratiques, elle manque totalement de précision. « J'ai beau chercher le remède aux injustices sanglantes, aux misères sans fin, aux passions souvent sans remède qui troublent l'union des sexes, je n'y vois que la liberté de rompre et de reformer l'union conjugale. Je ne serais pas d'avis qu'on dût le faire à la légère et sans des raisons moindres que celles dont on appuie la séparation légale aujourd'hui en vigueur » (1). Il est vrai que ces lignes étant adressées à Lamennais ne comportaient pas la hardiesse ordinaire de George Sand. Mais ailleurs, elle n'est pas plus explicite.

1. *Lettre à Lamennais*, 28 févr. 1837. Voir par exemple, dans sa correspondance : à M. Boucoiran, 3 déc. 1830 ; à M*** juin 1835 ; à Mme Marliani, 3 juin 1839, etc.

∴

Parmi les romanciers qui se sont plus ou moins occupés de ces questions, on peut encore mentionner Balzac et Alphonse Karr. Tous deux représentaient les idées conservatrices et cependant, tous deux admettent l'évolution du rôle social de la femme.

Ce n'est généralement pas dans les romans de Balzac (1) qu'il faut chercher ses idées sur la femme et le mariage, mais dans un livre où il traite la question avec une ironie souvent un peu lourde : « *La Physiologie du Mariage* ».

« Le système de lois et de mœurs qui régit aujourd'hui les femmes et le mariage en France est, à son sens, le fruit d'anciennes croyances et de traditions qui ne sont plus en rapport avec les principes éternels de raison et de justice développés par la grande révolution de 1789 » (2). La femme a toujours été « ce que

1. Voir pourtant « *Mémoires de deux jeunes mariées*. » — Incidemment, on trouve dans ses autres romans bien des choses intéressantes. Ainsi : « En toute situation, les [femmes ont plus de causes de douleur que n'en a l'homme et souffrent plus que lui.. Sentir, aimer, souffrir, se dévouer, sera toujours le texte de la vie des femmes ». Eug. Grandet, p. 150.

2. *Physiologie du mariage*, pag. 138. — « Les fautes des femmes sont autant d'actes d'accusation contre l'égoïsme, l'insouciance et la nullité des maris », pag. 74. — « Il est aussi absurde de prétendre qu'il est impossible de toujours aimer la même femme qu'il peut l'être de dire qu'un artiste

les circonstances et les hommes la firent, au lieu d'être ce que le climat et les institutions la devaient faire, » et le mariage lui semble presque une organisation de la polygamie au profit des hommes. Il demande que les mœurs changent. « Ces mœurs ont amené la plaie des courtisanes et la plaie plus profonde de nos mariages » (1).

Nous devons citer aussi Alphonse Karr. Dans son livre « *Les Femmes* », au milieu de beaucoup de plaisanteries et d'études humoristiques, il critique énergiquement la situation économique des femmes. Il voudrait que certaines professions : modes, nouveautés, etc. ; leur fussent exclusivement réservées. « Tous les métiers qui se servent de l'aiguille n'appartiennent-ils pas aux femmes par une sorte de droit ? Devrait-il y avoir des hommes qui cousent », des tailleurs ? Les seuls métiers que l'on a laissés aux femmes sont ceux qu'on a dédaigné de leur prendre (2). Ailleurs (3), Alphonse Karr définit la prostitution « l'union des sexes sans amour » et il ajoute que la femme mariée s'est presque toujours prostituée tandis que la fille que l'on méprise parce qu'elle a commis une faute, n'a pu le faire.

célèbre a besoin de plusieurs violons pour exécuter un morceau de musique et pour créer une mélodie enchanteresse », pag. 77.

1. *Physiologie du mariage*, pag., 145.

2. *Les Femmes*, pag., 127.

3. *Sous les Tilleuls*, pag., 292.

∴

Il serait facile de citer dans le même sens une foule de productions contemporaines. On n'écrit guère aujourd'hui un roman ou une pièce de théâtre sans résoudre à sa façon quelque point de la question sociale. Il y aura lieu d'y revenir lorsque nous examinerons plus loin le féminisme et ses aspirations. En attendant, on ne saurait omettre Dumas fils.

Les souffrances imméritées que très jeune il subissait comme enfant naturel avaient habitué Dumas fils à haïr tous les préjugés sociaux.

La femme est-elle l'égale de l'homme ? non : « la femme est un être circonscrit, passif, instrumentaire, disponible, en expectative perpétuelle. C'est la seule œuvre inachevée que Dieu ait permis à l'homme de reprendre et de finir (1). » Emancipation, rénovation des femmes, ce sont des mots vides de sens, « il n'y a pas à les modifier, il n'y a qu'à les bien connaître ». Il ne faut pas émanciper la femme, il faut « la rallier, la subordonner, l'incorporer à l'homme », en aidant l'homme à s'en rendre digne.

Le mariage devrait être la consécration légale de l'amour, alors que, dans notre société, il y a trop souvent antinomie entre l'un et l'autre. « En voyant les situations étranges que le mariage seul peut créer,

1. *Préface de l'Ami des Femmes.*

on se demande si les gens qui ne sont pas mariés connaissent bien leur bonheur (1) ».

Rien n'est plus absurde que la façon dont nous comprenons le mariage. La nuit de noces, « ce n'est plus l'amour, c'est le viol légal et consacré ; mais c'est le viol aussi repoussant dans sa forme que celui que la loi condamne, pour cette victime que rien n'a préparée à cette immolation de ses plus saintes pudeurs. (2) »

La femme qui reste vertueuse est simplement une femme heureuse. « Ce n'est pas de la vertu, ça ; c'est du bonheur » dit de Ryons dans *l'Ami des Femmes*. Et ailleurs : « Je m'ennuyais, voilà comment ça a commencé ; il m'a ennuyée, voilà comment ça a fini. Telle est en deux mots l'histoire de la première faute des femmes (3) ».

Pour Alexandre Dumas, ce ne sont guère les individus qui ont tort, ce sont les institutions. — Dans *l'Ami des Femmes*, Jane de Simrose n'évite d'avoir un amant que par un concours extraordinaire de circonstances. Et l'origine de cette inclination extra-conjugale, c'est le côté matériel du mariage auquel sa nature idéaliste et son ignorance ne l'avaient point préparée. Dans *Les Idées de Mme Aubray*, la femme qui a commis une

1. *L'Etrangère*, acte V, scène 2.

2. *Pref. de l'Ami des Femmes*, par exemple le mariage Médicament.

3. *Une visite de noces*.

faute est un modèle de vertu et de désintéressement. *M. Alphonse* synthétise la lâcheté d'un homme à l'égard de la femme qu'il a aimée et rendue mère. Cette femme mérite toutes les sympathies. Dans *L'Étrangère* la nature refait péniblement un mariage auquel elle n'avait point présidé. Il faut pour cela faire venir d'Amérique un personnage qui tue le mari...

Alexandre Dumas fut un apôtre convaincu du divorce. L'indissolubilité du mariage lui paraît odieuse, tellement odieuse même que dans certaines circonstances, si le divorce n'existe pas, le meurtre devient légitime (1). Nous avons vu qu'il était aussi partisan de la recherche de la paternité.

* *

Sur ces questions : le rôle social de la femme, l'évolution du mariage et de la famille, on pourrait citer dans ces dernières années une foule de productions plus ou moins originales (2). L'intérêt est bien moins de les suivre chronologiquement que d'en dégager la tendance.

1. *La Femme de Claude* et diverses brochures.

2. Parmi les très nombreuses pièces à thèse sur ce sujet, on peut citer *La loi de l'homme* et les *Tenailles* de M. Paul Hervieu.

CHAPITRE IV

La Question Féministe.

En principe, et d'une façon absolue, on ne peut guère se refuser à admettre l'égalité physique et morale des sexes. Les aptitudes individuelles proviennent des contingences sociales. Mais, ces contingences sont d'autant moins négligeables qu'il y a une relation intime entre l'individu et la fonction : le parasitisme nuit au parasite ; la protection affaiblit l'être protégé.

Au point de vue physique et économique, comme au point de vue moral ou intellectuel, la femme est jusqu'à présent destinée à subir la supériorité de l'homme. Sa personnalité est comprimée dès l'enfance, comme le pied d'une Chinoise, et avec autant de bon sens ; puis on lui reproche d'être en retard dans la voie du progrès ! Or, dans les sociétés civilisées où l'existence est essentiellement factice, le rôle de l'individu lui est comme suggestionné par le milieu ambiant. Le milieu réfractaire ou hostile crée l'être inférieur.

La femme est opprimée à cause de son impuissance

économique qui est seulement une forme et un résultat de l'éducation. L'éducation même vient de la conception que nous avons du mariage et de la famille, c'est-à-dire de l'idée d'autorité et de l'idée de propriété sauvegardées jusque-là par la force brutale et par le pouvoir religieux.

L'un et l'autre vont s'affaiblissant. Dans les classes inférieures, on constate une progression incessante du divorce et de l'union libre. Les statistiques sont pourtant incomplètes. Par exemple, elles ne font pas état de tous les gens qui mariés se quittent et vont former ailleurs une autre famille sans même se donner la peine de divorcer.

Or, l'union libre, avec toutes ses conséquences y compris la prostitution est un effet nécessaire du mariage qui devient impossible à un certain nombre d'individus. L'existence sociale de la femme isolée est contre nature : dans les basses classes, c'est le vice ou la misère ; dans les classes moyennes, combien de filles sans dot mènent une existence ridicule ou navrante entre ces deux pôles : la prostitution et le couvent ?

Pour condamner la forme actuelle du mariage, il n'y a guère qu'une voix. Ceux mêmes qui l'approuvent ont parfois de singuliers arguments. « Le mariage n'est pas gênant, écrit M. Gebhart. A la femme, il donne la liberté de courir seule hors du logis ; au mari l'agrément de la trahison »...

Résumant une foule de citations sur ce point, Joseph

Renaud conclut que « le mariage ne se maintient que par l'inobservance continuelle de ses lois » ; il n'a pas évolué avec les mœurs ; il engendre la prostitution et implique l'adultère. « Qu'on le supprime, il n'y aurait que de l'hypocrisie en moins (1) » !

La propriété et la famille apparaissent à certains sociologues comme des manifestations du capitalisme. Or, le « mariage bourgeois » est l'institution qui entretient et perpétue le capitalisme. « C'est, écrit Bebel, la résultante de la propriété bourgeoise (2) ». Marx et Engels le définissaient, en 1848, « la communauté des femmes mariées ».

« Le monde bourgeois, suivant Bebel, ne peut ni donner au mariage une forme satisfaisante, ni pourvoir à la satisfaction de ceux qui ne sont pas mariés » (3). Et, dans cet ordre d'idées, les plus humbles des disciples renchérissent sur les maîtres. Ainsi, Stackelberg déclare que « la famille est l'obstacle principal au développement de tous les hommes, car elle empêche la classification naturelle des individus d'après leurs aptitudes respectives » (4).

Des romanciers comme Daniel Lesueur, Armand Charpentier ; des publicistes comme Henri Fouquier, attri-

1. Joseph-Renaud, *La Faillite du mariage*.

2. Bebel, *La Femme dans le passé, le présent et l'avenir* pag. 326.

3. Bebel. *La Femme* pag, 326.

4. Stackelberg. *La Femme et la Révolution* pag. 24.

buent au mariage tous les maux de la société moderne. Et l'union libre trouve de nombreux partisans.

Bebel pense que, dans la société future, l'être humain devra se trouver « en mesure d'obéir au plus puissant de ses instincts aussi librement qu'à tous ses autres penchants naturels ».

M. Fournière, au nom de la logique, de la nature et de l'ordre social, admire « ces fiancés du centre de la France qui ne s'épousent que quand ils se sont essayés et éprouvés, non seulement au point de vue psychologique,... mais encore au point de vue physiologique... ». « Il vaut mieux, dit-il, voir sourire de cette coutume primitive que voir pleurer silencieusement les victimes de l'incompatibilité sexuelle que le mariage a rivées ensemble et qu'une fausse pudeur empêche de se libérer pour courir aux joies complètes de l'amour ».

Et, cet idéal n'est pas, chez M. Fournière, l'expression d'un lyrisme accidentel. Au congrès socialiste de Paris, en 1880, il s'exprimait ainsi : « La femme qui ne se contente pas de l'homme auquel la loi l'a livrée, n'est pas une courtisane. On l'a obligée à conclure un marché avec un inconnu, quel homme de sens pourrait la blâmer ? »

L'évolution sociale ainsi comprise, n'est plus le « féminisme ». Suivant une heureuse expression de Léopold Lacour, c'est « l'humanisme intégral », « l'harmonie dans la Cité future par l'amour fraternel de l'homme et de la femme réconciliés, égaux devant la loi et de-

vant leur conscience, émules généreux au grand travail d'universel progrès humain » (1).

La Commune de Paris, en 1871, avait assimilé l'union libre au mariage. « Les délégués des mairies, disait Félix Pyat, ne devront faire aucune distinction entre les femmes légitimes et les femmes dites illégitimes ».

Toutes ces conceptions trouvent leur point de départ dans la sociologie animale. Quelle source d'inspiration pour les esprits poétiques. M. Robert Picard blâme vigoureusement « la gravité abstraite » que nous attribuons au sentiment de jalousie. Il nous propose l'exemple des oiseaux : « Quand les petits sont devenus grands, ils échappent sous les yeux, tout ronds d'admiration, de leurs parents, lesquels souvent à jamais se quittent : et la famille entière, jadis si unie dans l'allégresse, s'éparpille parmi les cieux ».

On pourrait multiplier à l'infini les citations de ce genre. Elles ont le grand tort de confondre le mariage avec l'amour et de vouloir remplacer une institution par un sentiment. L'attraction sexuelle peut être le principe de la famille, mais quelle instabilité prendraient les passions si elles pouvaient se développer aussi librement. Puis, l'union des sexes se complique bientôt d'autres sentiments dont le principal est l'amour des enfants. Que deviendraient-ils, dans ces projets bizarres ? Certains voudraient qu'on fît de bonnes lois ;

1. L. Lacour. *L'Humanisme intégral*, pag. 39

d'autres arrivent sans peine à résoudre la difficulté en sacrifiant l'enfant. « Est-il juste, écrit Mme Camille Pert, de soumettre l'adulte, l'individualité formée, l'être de valeur, à l'embyron, à la chenille qui peut-être ne se développera jamais. Deux êtres doivent-ils briser leur vie, étouffer leurs aspirations, s'astreindre à un joug insupportable, uniquement à cause de cet être qui est né d'eux par hasard (1). »

∴

L'union libre progresse et le mariage diminue. Cette simple constatation remplit d'aise une foule de gens qui y voient la solution du problème des sexes. Elle y serait peut-être si l'union libre n'était autre chose qu'une copie du mariage. Parfois, c'est la même durée et la même cohésion. Mais, le plus souvent, la femme ne demeure engagée dans l'un comme dans l'autre que par son impuissance à gagner la vie de ses enfants et la sienne propre. Pour l'union libre, la question de la dot est remplacée par celle du pain quotidien qui n'occasionne pas moins d'infamies et de compromissions de toute sorte.

Les expressions nous trompent : tel mariage n'est qu'un acte d'odieuse prostitution, telle union illégitime constitue au contraire une famille modèle.

La question féministe se réduit à ceci : impuissance

1. Camille Pert « *Leur Egale* ».

économique ou éducation, l'une et l'autre ayant réciproquement un rapport intime de causalité. « L'émancipation que les féministes réclament, écrit M. V. Muller (1), est la conséquence indispensable et fatale de la nécessité de travailler qu'elles acceptent. Elle découle naturellement de la capacité de fait qu'acquière toute personne qui arrive à se suffire elle-même ». Peut-être y a-t-il là une pétition de principe : les féministes réclament à la fois la possibilité de travailler pour avoir des droits, et des droits pour avoir la faculté de trouver un travail rémunérateur.

Mais, alors, deux courants d'idées se forment. Doit-on organiser la confusion sociale des sexes, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs ; ou faut-il établir une sphère propre à l'évolution de chacun d'eux ? Autrement dit, aurons-nous l'égalité dans l'identité des fonctions ou dans leur équivalence ?

§ 1. — *L'Égalité dans l'identité.*

Cette conception fut définie en 1870, à la Chambre des Communes par M. Bouverie qui accusait ses adversaires de vouloir désexualiser les femmes (unsex women). — Vingt ans plus tard, un sénateur américain,

1. *La Science sociale*. Février 1898.

M. Reagan reprochait aux habitants du Wyoming « to make of women men ».

Ce genre d'égalité séduit volontiers les esprits simples. Ainsi, les femmes de la Révolution aimaient à affirmer l'émancipation de leur sexe en mettant le pantalon et le bonnet rouge.

Sans aller jusque-là, il semble bien que l'égalité dans l'identité des fonctions tend à se réaliser. Les féministes qui appartiennent presque tous aux classes moyennes n'en sont point effrayés. Dans la famille ouvrière, c'est une éventualité plus inquiétante. Karl Marx l'avait repoussée, puisqu'il pensait que « le salaire de l'ouvrier doit suffire à l'entretien de la famille ouvrière »,

Un catholique, M. Carton de Wiart, a repris cette idée en 1897, au Congrès de Zurich, sous une forme subjective, lorsqu'il a voulu faire admettre « l'interdiction graduelle du travail de la femme ». Cette motion a été repoussée pour des motifs purement pratiques développés dans un intéressant discours de Bebel.

Mme Zetkin au contraire se plaça sur le terrain des principes pour combattre la motion Carton de Wiart. « Nous voulons l'homme et la femme disait-elle, placés sur le même pied d'égalité morale, intellectuelle, professionnelle ».

Et Mme Zetkin semble bien avoir raison. Il est bon pour l'ouvrier que sa femme ne soit point obligée de travailler, que le salaire de l'homme suffise à l'entretien de la famille. Mais, cela c'est l'émancipation de

l'homme seul. L'infériorité de la femme vient déjà de ce qu'elle trouve trop difficilement un travail rémunérateur. Que serait-ce, si tout travail extérieur lui étant interdit, elle se trouvait sous la dépendance absolue de l'homme ?

Stuart Mill est l'un des plus illustres partisans de l'égalité absolue des sexes. « Je crois, dit-il, que les relations sociales qui subordonnent un sexe à l'autre au nom de la loi, sont mauvaises en elles-mêmes et forment aujourd'hui l'un des principaux obstacles qui s'opposent au progrès de l'humanité ; je crois qu'elles doivent faire place à une égalité parfaite, sans privilège ni pouvoir pour un sexe, comme sans incapacité pour l'autre (1) », « sous tous les rapports légaux, sociaux et domestiques (2) ».

Il remarque que « les institutions les plus longtemps respectées ne sont pas moins barbares que celles qu'on a détruites (3) » et compare la condition de la femme à toutes les dominations injustes qui ont existé (4). Elle lui paraît aussi monstrueuse que l'assujettissement de l'esclave, du nègre, du roturier ou du paysan.

D'après Stuart Mill, l'émancipation de la femme devrait se réaliser par la conquête des droits politiques et aussi par l'instruction et l'éducation.

1. Stuart Mill. *L'assujettissement des femmes*, pag. 1.

2. Stuart Mill. *Mes Mémoires*, pag. 233.

3. Stuart Mill. *L'assujettissement des femmes*, pag. 3.

4. Stuart Mill. *L'assujettissement des femmes*, pag. 26.

L'égalité absolue des sexes trouve de nombreux adversaires. On craint que la femme émancipée ne mette en péril la constitution même de la famille. Quand le laboureur a acquis les droits politiques, suivant une remarque de Condorcet, il n'a point pour cela abandonné son champ. Une minorité seule épuise dans toute son étendue l'ensemble des droits individuels, et cette minorité est nécessairement infime. Mais, admettons que certains emplois, certaines professions détournent quelques femmes de la vie familiale. Il faudrait faire le compte aussi de celles qui en sont éloignées actuellement, par la vie mondaine dans les classes riches, par la pauvreté et par le vice dans les classes moyennes ou inférieures. De plus, bien des hommes n'osent aborder les charges du mariage à cause de l'impuissance économique des femmes. Quelque soit le résultat d'une réforme, à ce point de vue, elle ne pourrait qu'améliorer la situation actuelle.

Il y a une autre considération plus sérieuse ; c'est l'effet que pourrait produire dans les diverses professions une immixtion des femmes. La gravité de l'occurrence disparaît si l'on songe qu'il faut un très long temps pour que se créent des mœurs nouvelles, même quand ces mœurs ne doivent constituer que l'application des principes les plus élémentaires de justice et d'égalité.

§ 2. — *L'égalité dans l'équivalence*

L'évolution des sexes paraît tendre à l'identité des fonctions, parce qu'elle est seulement encore à son point de départ. Elle aspire finalement à leur différenciation par une large division du travail. En effet, l'identité suppose la lutte et la concurrence ; l'équivalence amène l'assistance et la coopération.

La lutte ne peut être l'état normal entre deux êtres destinés à se compléter. Or, nous sommes forcés d'admettre, en l'état actuel de la science, que, dans l'intérêt de l'espèce, l'homme et la femme sont destinés à se compléter moralement et intellectuellement aussi bien que physiologiquement. Si le pouvoir social appartient entièrement à l'un des éléments qui composent la société, c'est que ce pouvoir est rudimentaire, que les autres éléments n'ont pu encore trouver à se révéler par leurs fonctions.

En synthétisant les observations faites sur ce sujet, on arrive facilement à cette conclusion : l'homme et la femme sont égaux, mais il est bon qu'ils développent différemment leurs aptitudes.

Quel criterium prendra-t-on pour distinguer ces aptitudes qui ont été faussées par l'assujettissement séculaire de la femme ? La vraie question de la femme, écrit Tolstoï, « consiste à bien se rendre compte de ce qu'est cet être organisé si différemment de l'homme,

à voir comment il doit s'envisager lui-même et surtout comment l'homme doit l'envisager.

En employant des termes plus ou moins variés, on admet d'ordinaire que la femme représente dans la société l'intérêt de l'espèce, l'élément conservateur et collectif ; chez l'homme prédominerait le sentiment individualiste, l'égoïsme. Geddes et Thomson s'expriment ainsi : « C'est un fait qui s'accorde à la fois avec la théorie du sexe et avec l'expérience journalière, que les hommes ont une plus grande variété cérébrale et par suite plus d'originalité, et que les femmes ont une plus grande stabilité et par conséquent plus de sens commun. La femme, conservant les effets des variations passées, a ce qu'on peut appeler l'intelligence la plus intégrante ; l'homme, introduisant de nouvelles variations, est plus fort en différenciations » (1).

L'évolution de tout être donne lieu à une série d'opérations qui forment antithèse : le métabolisme constructif et le métabolisme destructif. Celui-ci prédomine chez le mâle qui est catabolique, celui-là chez la femelle qui est anabolique, (2). Chacun des sexes est supérieur à son point de vue, la femelle maintenant intact le fonds de la race, tandis que le mâle tend à l'améliorer.

Mais, avant de résoudre ces questions, il faudrait

1. Geddes et Thomson. *L'Evolution du sexe*, pag. 381.

2. *id.* pag. 32.

connaître les aptitudes relatives des deux sexes et déterminer quelle est entre eux la répartition de l'activité sociale. Or, « nous devons reconnaître que notre connaissance actuelle des hommes et des femmes ne nous dit pas ce qu'ils pourraient ou devraient être, mais ce qu'ils sont dans les conditions actuelles de la civilisation » (1).

En s'accordant sur ce point que la femme représente l'intérêt de la race, plusieurs écrivains ont proposé de lui donner la prépondérance dans la famille. « La société est le patrimoine de l'homme, dit Sales y Ferré, la famille celui de la femme » ; et il suppose qu'il y a antagonisme entre les deux.

Pour rendre à la femme la prépondérance familiale, Emile de Girardin proposait la suppression de la paternité : « c'est l'ordre factice renversé, mais c'est l'ordre naturel rétabli » ; la paternité n'est qu'un acte de confiance ; dans la maternité seule, nous rencontrons une certitude. Les enfants porteront le nom de leur mère, hériteront d'elle. Quant au père, sa fortune retournera aux ascendants maternels s'il n'en a pas disposé (2).

Cette idée d'une action distincte et indépendante pour chacun des deux sexes est fréquemment exprimée. Nous l'avons vue chez Geddes et Thompson. M. Fouil-

1. Havelock Ellis. *L'Ethnographie*, 1899, pag. 453 : *L'Homme et la Femme*.

2. Emile de Girardin. *La liberté dans le mariage*, etc...

lée (1) constate après M. Sabatier, que le caractère de l'élément féminin, c'est un rôle de concentration, d'unification, de cohésion ; le caractère de l'élément masculin est au contraire la division et la dispersion. Celui-ci tend à l'indépendance, celui-là à la solidarité.

Pour rendre cette idée plus objective, nous pouvons comparer l'humanité à une sphère. La femme représentera la force centripète, l'homme la force centrifuge. Un juste équilibre social doit résulter du jeu normal et équivalent de ces deux forces.

On se pénètre volontiers de cette idée qu'aucun progrès ne peut résulter de la confusion des sexes.

« Les vrais féministes, dit M. L. Bridel, n'entendent nullement arracher la femme à sa vocation naturelle. Ce qu'ils veulent et ce qu'ils demandent, c'est que la femme soit mieux armée et qu'elle soit mieux protégée (2) ».

M. G. Renard, dans ses *Lettres aux Femmes*, s'exprime ainsi : « Ne perdez jamais de vue que l'idéal pour vous n'est point une égalité chimérique avec l'homme, mais une équivalence légitime ; ce qui veut dire que, dans la famille, vous avez droit à une place aussi haute, aussi large, mais différente (3) ».

M^{me} Coignet écrivait : « L'égalité morale et légale n'implique nullement la parité des fonctions. Elle ne

1. Fouillée. *Tempérament et caractère*, pag. 201.

2. Bridel. *Le Droit des Femmes et le Mariage*.

3. *Revue socialiste*, t. XX.

l'implique pas entre les individus d'un même sexe, bien moins encore entre les sexes » (1). — M^{me} Lampérière déclare que la femme émancipée devra se borner à trois ordres de préoccupations : la maternité, l'économie l'esthétique. Elle considère la confusion des sexes comme « une tendance rétrograde, en contradiction formelle avec les lois biologiques et sociologiques (2) ».

Frédéric Passy est convaincu que les femmes « ont peu d'intérêt, pour faire triompher leurs légitimes revendications, à réclamer des droits politiques, ou du moins à les réclamer pour l'universalité d'entre elles (3) ». Jules Simon (4) ne veut « aucune transformation politique ou sociale » en faveur des femmes, mais seulement « une augmentation d'autorité morale à l'intérieur de la famille ». « Je demande à la femme du vingtième siècle, écrit-il, de relever la famille, que les femmes des deux siècles précédents ont laissé périliter ». Le rôle des femmes est d'enseigner la politesse des mœurs, « c'est presque comme si je disais qu'elles enseignent la civilisation ». « Je rêve une société où les femmes seraient maîtresses dans leur intérieur, et ne paraîtraient dans les affaires publiques que par l'intermédiaire de leurs pères et de leurs maris ».

1. *Condition de la Femme dans le temps présent*, pag. 7.

2. *Le Rôle social de la Femme*.

3. Lettre à Mme Dissard. *Rev. fév.* 1896, t. II.

4. *La Femme du vingtième siècle*.

Une féministe italienne, Mme Neera (1), s'exprime ainsi : « Prétendre améliorer la femme en l'égalant à l'homme qui ne vaut pas mieux me paraît absurde. Remarquez-le bien, en effet, l'homme n'est supérieur à la femme en rien, ni en intelligence, ni en moralité, ni en beauté, ni en activité, ni en savoir. Il est tout cela ; mais autrement, dans la forme et la manière qui lui conviennent le mieux ».

Mais, où commence cette confusion des sexes que les féministes mêmes semblent repousser ? quel criterium prendre ? Mme Camille Belilon nous en offre un qui est bien simple : la femme exerce une profession jusque-là réservée à l'homme, « elle prouve tout simplement que cette profession n'est pas masculine ».

§ 3. — *Conclusion.*

L'idéal est certainement, au moins dans le mariage, de réaliser le développement intégral des deux sexes et leur équivalence par la différenciation des fonctions. Mais, comment déterminer la sphère d'activité propre à l'homme et à la femme ? Un seul moyen se présente : l'observation. Or, nous admettons que l'état actuel est mauvais, que la femme se trouve victime d'une compression physique, intellectuelle et morale qui abolit son individualité.

1. Mme Néera a publié un résumé de ses opinions dans le *Journal des Débats* du 23 oct. 1899.

Quand on admit l'égalité des citoyens, il fut bien évident que les uns s'adonneraient au commerce, d'autres à l'agriculture, d'autres encore aux choses de l'esprit. Songea-t-on à établir pour cela un régime de castes ; à dire par exemple : le laboureur a des aptitudes à cultiver la terre, il est bon qu'il ne puisse faire autre chose. Ainsi, l'on pensait jadis : l'esclave a une âme servile, il est destiné à la servitude.

Si nous devons arriver à un classement naturel des individus et des sexes, ce classement ne peut être obtenu qu'en laissant à chacun la plus grande liberté possible de développer ses aptitudes et d'en faire usage. Quelques-uns se trompent, mais les erreurs individuelles sont nécessairement moins graves que celles qui s'étendent à toute une catégorie d'individus.

Comment limiter rationnellement l'activité de la femme ? Chaque sexe peut avoir des aptitudes spéciales, mais nous concevons aussi une sphère de concurrence qui reste à déterminer et embrasserait vraisemblablement les fonctions publiques et les professions libérales.

Pour déterminer tout cela, un seul régime est possible, celui de l'égalité absolue. Il y a des points sur lesquels on l'admet difficilement. Spencer la croit irréalisable et injuste, tant que la guerre sera la seule affaire des hommes (1). L'évidence même prouve que

1. Spencer. *Sociologie*, t. II, p. 415, 416.

les femmes ne sont pas généralement propres au service militaire. Mais pourquoi les en exclure. Le service militaire demande telles aptitudes physiques bien déterminées ; que tout individu puisse se présenter s'il les a. Aucune femme ne les possède ? C'est une première distinction de l'activité sociale et non une infériorité. Les arguments abondent : Jacob Bright (1) comparaît au service militaire des hommes le service ambulancier des femmes ; Léopold Lacour évoque les champs de bataille de la maternité. Et Michelet écrivait sur ce même sujet : « L'homme donne sa vie et sa sueur, (femmes) vous donnez vos enfants. Qui paye l'impôt du sang ? la mère (2). » D'ailleurs, le rôle social de la force physique est devenu à peu près négligeable.

Mais, il est chimérique de fixer par avance le terme du progrès et de l'évolution. « Si le mariage, si la famille, écrit M. Letourneau, se sont incessamment modifiés dans le passé, il est inadmissible que ces institutions restent à jamais cristallisées dans leur état actuel... » Il est donc vraisemblable qu'un avenir plus ou moins lointain inaugurerà le régime des unions monogamiques librement contractées et au besoin librement dissoutes par consentement mutuel.

Jusqu'à présent, en France, on a fait bien peu de chose. La femme peut être témoin dans les actes de l'état civil (loi du 7 décembre 1897) ; elle vote aux tri-

1. A la chambre des communes, 1870.

2. Michelet. *Les femmes de la Révolution*.

bunaux de commerce (loi du 23 janvier 1898). Bientôt on lui laissera exercer la profession d'avocat.

Mais, le droit de vote, l'éligibilité, l'émancipation politique et économique ? Les femmes commencent seulement à prendre conscience de leurs droits. Elles ont des congrès, constituent des groupements les uns très avancés comme la *Société du suffrage des femmes* de Mlle Hubertine Auclerc ; *La ligue des droits de la femme* (Mme Pognon) ; la *Solidarité* (Mme Poto-mié-Pierre) ; *l'Égalité* (Mme Vincent) ; *l'Union des Femmes* (Mme Réville) ; d'autres plus modérés comme *l'Avant-Courrière* de Mme Henri Schmahl, le *Droit des Femmes*, de Léon Richer. Elles dirigent aussi des journaux et des revues.

Mais jusqu'alors, la femme n'a point encore véritablement pris part à la vie sociale. Nous l'y verrons d'abord faible, un peu gauche, un peu naïve et très inexpérimentée. Laissons-lui se rendre compte de ses propres aptitudes. Et si, de son accession à l'égalité, les vieilles institutions se trouvent modifiées, qu'importe, puisqu'il y aura eu progrès. Mais, ce progrès ne peut être réalisé que par la liberté et par l'égalité absolue des deux sexes.

Vu : le Président de la thèse,

GIDE

Vu : le Doyen,
GLASSON

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

L'Infériorité sociale de la Femme.

	Pages
CHAPITRE I. — Egalité naturelle des deux sexes.	7
§ 1. — Différences nécessaires.	8
§ 2. — Différences contingentes.	13
CHAPITRE II. — L'Egalité des sexes dans un état normal de paix. Sociétés primitives.	21
CHAPITRE III. — Survivances de l'égalité primitive des sexes.	31
CHAPITRE IV. — La Femme et les religions.	39
CHAPITRE V. — Etat normal de guerre.	60
CHAPITRE VI. — La propriété privée et la paternité. . . .	70
CHAPITRE VII. — L'Éducation.	81
§ 1. — La Pudeur.	86
§ 2. — L'Infériorité économique.	91

DEUXIÈME PARTIE

Le Féminisme en France.

CHAPITRE I. — Avant la Révolution	97
CHAPITRE II. — La Révolution.	119
§ 1. — Condorcet	120

§ 2. — Les Femmes et le féminisme.	126
CHAPITRE III. — Le xix ^e siècle.	138
§ 1. — Les Codes.	138
§ 2. — La Femme principe de régénération sociale. Les Saint-Simoniens, Auguste Comte.	144
§ 3. — Le Féminisme dans la littérature, J. de Mais- tre et Proudhon. Michelet, George Sand, Balzac, Alphonse Karr, Dumas fils.	152
CHAPITRE IV. — La question féministe.	166
§ 1. — Egalité dans l'identité.	172
§ 2. — Egalité dans l'équivalence.	176
§ 3. — Conclusion.	181

Jouve et Boyer, Imprimeurs, 15, rue Racine, Paris.
